



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 17 NOVEMBRE 1917.

QUEBEC, SATURDAY, 17TH NOVEMBER, 1917.

Nominations

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes :

Québec, le 2 novembre 1917.

M. Pierre Tardif, cultivateur, de Kingsey Falls, comté de Drummond, juge de paix pour le district d'Arthabaska.

Capitaine James-R. Duncan, de Sherbrooke, juge de paix en vertu des dispositions de l'article 3361 S. R. Q., 1909, pour l'espace de six mois, avec juridiction sur toute la province, aux fins d'assumer les recrues. 5029

Appointments

His Honour the Lieutenant Governor has been pleased, by and with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments, viz :

Québec, 2nd November, 1917.

Pierre Tardif, farmer, of Kingsey's Falls, county of Drummond, to be a justice of the peace for the district of Arthabaska.

Captain James-R. Duncan, of Sherbrooke, to be a justice of the peace under the provisions of article 3361 Q. R. S., 1909, for a period of six months, with jurisdiction over the whole Province, to administer the oath to recruits. 5030

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

P.-E. LEBLANC.

GEORGE V, par la grâce de Dieu, roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

P.-E. LEBLANC.

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and

des possessions britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes:—

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du conseil législatif et de l'assemblée législative de la province de Québec, SALUT.

ATTENDU que la législature de la province de Québec se trouve convoquée pour le vingt-neuf novembre mil neuf cent dix-sept, mais que, pour diverses considérations, Nous avons, sur l'avis du conseil exécutif de ladite province, jugé à propos de la proroger de nouveau jusqu'au quatre décembre prochain;

A CES CAUSES, Nous vous faisons maintenant savoir que vous êtes dispensés de vous réunir en la cité de Québec, le vingt-neuf novembre prochain; vous convoquons par les présentes pour le QUATRE DÉCEMBRE prochain, et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en ladite cité de Québec, pour y EXPÉDIER LES AFFAIRES DE LA PROVINCE et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec, TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR PIERRE-ÉVARISTE LE BLANC, chevalier, commandeur de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce DIX-HUITIÈME jour d'OCTOBRE, l'an de grâce mil neuf cent dix-sept et de Notre règne le huitième.

Par ordre,

Le greffier de la couronne en chancellerie,
Québec.
4729—42-7 L.-P. GEOFFRION.

Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India:—

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec, GREETING.

WHEREAS the Legislature of the Province of Quebec stands prorogued to the twenty-ninth day of November, one thousand nine hundred and seventeen, but that, for various considerations, We have, with the advice of the Executive Council of the said Province, thought fit to further prorogue it to the fourth day of December next;

THEREFORE, We inform you that you are dispensed from meeting in the city of Quebec on the twenty-ninth day of November next, and hereby convene you for the FOURTH day of DECEMBER next, and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the said city of Quebec, for the DESPATCH OF THE BUSINESS OF THE PROVINCE, and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable SIR PIERRE-ÉVARISTE LE BLANC, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of Quebec, this EIGHTEENTH day of the month of OCTOBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventeen and in the eighth year of Our Reign.

By command,

L.-P. GEOFFRION,
Clerk of the Crown in Chancery, Quebec.
4730—42-7

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

CONCERNANT LES BILLS PRIVÉS QUI SERONT PRÉSENTÉS PENDANT LA PROCHAINE SESSION.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le 20 novembre 1917 et présentés avant le 25 décembre 1917, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 14 et reçues avant le 19 décembre 1917, et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 8 janvier 1918.

Québec, ce 18 octobre 1917.

Le greffier,
L.-P. GEOFFRION, 4727—42-7

NOTICE OF THE LEGISLATIVE ASSEMBLY

RELATING TO PRIVATE BILLS TO BE INTRODUCED DURING THE COMING SESSION.

Under the rules and standing orders, private bills must be deposited before the 20th November, 1917, and introduced before the 25th December, 1917; petitions for the introduction of private bills must be presented before the 14th and received before the 19th December, 1917; and reports from select committees charged with the examining of private bills must be received before the 8th January, 1918.

Quebec, 18th October, 1917.

L.-P. GEOFFRION, 4728—42-7 Clerk

Lettres patentes

"Victoria Doll and Toy Manufacturing Company, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-quatrième jour d'octobre 1917, constituant en corporation MM. Henri-E. Bourdeau, Louis Caron, agents;

Letters patent

"Victoria Doll and Toy Manufacturing Company, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of October, 1917, incorporating Henri-E. Bourdeau, and Louis Caron, agents; Georges-

Georges-E. Desmarais, voyageur de commerce; David King, inspecteur d'assurance; Louis-Charles Boucher, comptable, tous de Montréal; dans les buts suivants:

Fabriquer, produire, acheter ou vendre, importer ou exporter en gros ou en détail, des jouets en bois, fer, ferblanc, acier, caoutchouc, papier maché de toutes sortes, et faits de toute autre matière, ainsi que les matières s'y rapportant; et toutes machines, outils et accessoires employés dans la fabrication des jouets;

Acquérir et assumer, soit comme commerce en opération ou autrement, les affaires et entreprises, les créances et dettes d'aucune personne, maison ou compagnie exerçant une industrie semblable à celle de la présente compagnie ou s'y rapportant, les payer totalement ou partiellement en espèces ou en parts acquittées de la présente compagnie;

Acquérir par achat, location ou autrement, ou prendre à charge toute ou aucune partie de la propriété commerciale ou des obligations d'aucune personne ou compagnie, convenant aux objets de la présente compagnie;

Conclure tout arrangement avec toute personne ou compagnie, en vue des services que pourront rendre telle personne ou compagnie, et payer ces arrangements ou services en espèces ou actions acquittées de la présente compagnie, totalement ou partiellement;

Demander, acheter ou autrement acquérir toute marque de commerce, brevet d'invention, licence, concession ou autres privilèges semblables conférant un droit limité, exclusif ou non exclusif, à l'usage de tout secret ou renseignement relatif à toute invention qui pourra être susceptible d'être utilisée pour les fins de la présente compagnie, ou dont l'acquisition sera jugée de nature à aider, directement ou indirectement, à la présente compagnie;

Se servir, exploiter, développer ou accorder des permis en rapport avec les biens, droits et renseignements ainsi acquis ou les mettre autrement à profit;

Acheter, acquérir par achat, octroi, donation, transport, échange ou par aucun autre titre légal, et d'aucune manière, du capital, des parts, obligations, ou autres valeurs et titres d'aucune compagnie ou corporation, des pouvoirs, privilèges, droits patentés, brevets d'invention, procédés ou autres, engins mécaniques ou autres, et les payer au moyen d'actions libérées de la compagnie, ainsi que le droit de les vendre ou de les faire vendre par aucune personne ou corporation suivant les stipulations et conditions, escomptes ou commissions que les directeurs jugeront avantageux;

Généralement acheter, prendre à charge, à bail, en échange, louer, ou autrement acquérir tous les biens mobiliers ou immobiliers, droits ou privilèges que la présente compagnie estimera nécessaires ou convenant à ces objets, et spécialement posséder des terrains, bâtisses, commodités, machineries, boutiques et fonds de commerce;

Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire tourner à son bénéfice ou autrement disposer de toute ou aucune partie des propriétés et droits de la présente compagnie;

Se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie, directement ou indirectement semblables à ceux de la présente compagnie;

Emettre et acheter toutes obligations, débetures et débetures stock, que la compagnie jugera convenables, et pour garantir le paiement de ces obligations et débetures, hypothèques, garantir ou mettre en gage tous les biens mobiliers ou immobiliers, présents ou futurs, que la

E. Desmarais, commercial traveler; David King, insurance inspector; Louis-Charles Boucher, accountant, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, produce, buy or sell, import or export, wholesale or retail, wooden, iron, tin, steel, rubber, papier-maché toys of all kinds or toys made of any other substance and all ingredients relating thereto; and also all machinery, tools and accessories employed in the manufacture of toys;

To acquire and take over as a going concern or otherwise, the business, undertakings, assets and liabilities of any person, firm or company carrying on a business similar or incidental to that of the present company and to pay for same wholly or partly in cash or in paid up shares of the present company;

To acquire by purchase, lease or otherwise or take over the whole or any part of the business, property or liabilities of any person or company suitable for the purposes of the present company;

To enter into any arrangement with any person or company for securing the services which may be rendered by such person or company and to pay for such arrangements or services in cash or in paid up shares of the present company, in whole or in part;

To apply for, buy or otherwise acquire any trade marks, patents, license, concession or other like privileges conferring a limited, exclusive or non-exclusive right to use or any secret or any other information as to any invention capable of being used for the purposes of the present company or the acquisition may seem calculated directly or indirectly to benefit the present company;

To make use of, exploit, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights, and informations thus acquired;

To buy, acquire by purchase, grant, gift, transfer, exchange or by any other legal title and in any manner, the stock, shares, bonds or other securities and titles of any company or corporation, the powers, privileges, patented rights, brevets d'invention, processes or other, mechanical or other devices, and to pay for same by means of paid up shares of the company, with the right to sell or have the same sold by any person or corporation according to the stipulations and conditions, discounts or commissions which the directors may think fit;

Generally to buy, take over by lease or exchange, hire or otherwise acquire all the moveable or immoveable property, rights or privileges which the present company may think necessary or suitable for its purposes, and especially to own lands, buildings, commodities, machinery, shops and stock in trade;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, alienate, turn to account or otherwise dispose of all or any part of the property or rights of the present company;

To amalgamate with any other company whose objects are altogether or partly directly or indirectly similar to those of the present company;

To issue and buy any bonds, debentures and debenture-stock, which the company may think fit, and to guarantee the payment of such bonds, debentures and hypothecs, to guarantee or pledge all the moveable or immoveable property present or future, which the company now owns

compagnie possède et possèdera dans la province, conformément aux dispositions des articles 6119, 6119a, 6119b, 6119c et 6119d, des Statuts Refondus de la Province de Québec.

Les directeurs pourront défrayer à même les fonds de la compagnie toutes les dépenses encourues pour former, enregistrer et annoncer la corporation et rémunérer aucune personne ou compagnie pour services passés ou futurs dans le placement des actions de son fonds social, de ses débetures ou de ses autres valeurs, ou dans l'administration de ses affaires; accomplir tous actes, faire toutes actions et choses se rattachant ou conduisant à l'obtention d'aucun des objets précités;

Enfin faire tout ce qui sera nécessaire ou utile, pour manufacturer et faire le commerce de jouets de toutes sortes, sous le nom de "Victoria Doll and Toy Manufacturing Company, Limited", avec un fonds social de cent quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$199,000.00) divisé en sept cent quatre-vingt-seize mille (796,000) actions de vingt-cinq centins (\$0.25) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Victoriaville, dans le district d'Arthabaska.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-quatrième jour d'octobre 1917.

Le sous-secrétaire de la province,
5001-46-2 C.-J. SIMARD.

"Descary, Limitée".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du cinquième jour de novembre 1917, constituant en corporation MM. Joseph-Henri Descary, hôtelier, Charles-C. Descary, bourgeois; Albert-D. Descary, gérant, Henri-D. Descary, comptable et Eugène Descary, gérant, tous de la ville de Dorval, district de Montréal, dans les buts suivants:

Faire le commerce de gros et de détail comme marchands généraux, marchands de marchandises sèches, d'épicerie, de chaussures, de ferronneries, de liqueurs, de provisions et de toutes autres marchandises;

Acheter, préparer, manufacturer et vendre des épicerie, produits alimentaires, liqueurs, sirops et autres effets et marchandises dépendant de ce commerce;

Acquérir, posséder, louer, donner à bail, vendre, échanger ou hypothéquer des propriétés immobilières pour les fins dudit commerce;

Acheter, accepter en paiement ou vendre des actions dans d'autres compagnies incorporées;

Tenir des entrepôts et réfrigérateurs pour leur usage personnel et celui du public, avec droit d'émettre des reçus d'entrepôts et de prélever des loyers, commissions et contributions et en général faire tout ce qui dépend de ce genre de commerce;

Acquérir, louer et échanger, en tout ou en partie, le fonds de commerce, les crédits, l'achalandage, les marques de commerce et autres droits et intérêts appartenant à des compagnies incorporées, des sociétés ou individus;

Emettre et répartir en tout ou en partie, les actions acquittées du capital social, les obligations ou autres valeurs de la compagnie en paiement de toutes propriétés mobilières ou immobilières, et de tous droits ou intérêts acquis par la compagnie;

Vendre, louer, engager, céder et transporter la totalité ou aucune partie des biens, droits, franchise, clientèle, commerce ou licence de la compagnie à tous autre compagnie, société ou individu, exerçant un commerce semblable à celui

or may own in the Province, pursuant to the provisions of article 6119, 6119a, 6119b, 6119c and 6119d of the Revised Statutes of the Province of Quebec;

The directors may pay out of the funds of the company all expenses incurred for the incorporation, registration and advertisement of the corporation, and remunerate any person or company for past or future services in the placing of the shares of its capital stock, debentures or other securities, or in the conduct of its business; to execute all acts and things incidental or conducive to the attainment of the above objects;

Finally to do everything necessary or suitable for the manufacturing of and dealing in toys of every kind, under the name of "Victoria Doll and Toy Manufacturing Company, Limited", with a capital stock of one hundred and ninety nine thousand dollars (\$199,000.00) divided into seven hundred and ninety-six thousand (796,000) shares of twenty-five cents (\$0.25) each.

The principal place of the business of the corporation will be at Victoriaville, district of Arthabaska.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-fourth day of October, 1917.

C.-J. SIMARD,
5002-46-2 Assistant Provincial Secretary.

"Descary, Limitée".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of November, 1917, incorporating Joseph-Henri Descary, hotel-keeper; Charles-C. Descary, gentleman; Albert Descary, manager; Henri-D. Descary, accountant and Eugène Descary, manager; all of the town of Dorval, district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business, wholesale and retail, as general merchants, and dealers in dry goods, groceries, footwear, hardware, liquor, provisions and all other goods;

To buy, prepare, manufacture and sell groceries, foodstuffs, liquors, syrups and other goods and merchandise incidental to the above;

To acquire, hold, lease, rent, sell, exchange or hypothecate immovable property for the purposes of the above business;

To buy, accept in payment or sell shares in other incorporated companies;

To keep warehouses and cold storage plants for their own personal and public use, with the right to issue warehouse receipts and to collect rents, commissions and subscriptions and generally do all things, relative to the above business;

To acquire, lease and exchange in whole or in part, the stock in trade, credits, goodwill, trade marks and other rights and interests belonging to incorporated companies, firms or individuals;

To issue and allot, in whole or in part, paid up shares, of the capital stock, bonds or other securities of the company in payment of any moveable or immovable property and any rights or interest acquired by the company;

To sell, lease, pledge, convey and transfer the whole or any part of the property, rights, franchise, goodwill, trade or license of this or any other company, any firm or individual carrying on a business similar to that of this company

de cette compagnie, et en paiement d'iceux accepter de l'argent, des actions, obligations, débetures ou autres valeurs de toute telle compagnie;

Exercer toute autre industrie, manufacturière ou autrement, se rapportant au commerce principal de la compagnie ou de nature à en augmenter la valeur ou lui être profitable d'aucune manière;

Se joindre avec toute autre compagnie exerçant un commerce semblable ou toute industrie se rapportant au commerce de la compagnie, et d'acquérir d'aucune manière les biens, franchises, contrats et commerce de toute autre compagnie et les payer, soit en argent, débetures ou autres valeurs de la compagnie;

Promouvoir toute autre compagnie subsidiaire semblable ou quasi-semblable et en devenir actionnaire;

Agir comme agent ou courtier de marchands et manufacturiers pour la vente de marchandises et effets relatifs avec ledit commerce;

Faire et exécuter tous les autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux pour mener à bonne fin aucun des susdits objets, sous le nom de "Descary, Limitée", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Dorval, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de novembre 1917.

Le sous-secrétaire de la province,
5003—46-2 C.-J. SIMARD.

"R.-J. Leslie Company, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6 novembre 1917, constituant en corporation Messrs. Howard Salter Ross, avocat; Eugène Réal Angers, avocat; Henry Murray Gardner, comptable licencié; Arthur Claydon, comptable; Margaret A. Nolan, sténographe, pour de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire affaires comme négociants généraux, pêcheurs et marchands de poissons, et commercer généralement comme marchands et fabricants; acheter, vendre et trafiquer d'aucune catégorie d'effets, denrées et marchandises, et agir comme gardes-quais, entrepositaires et expéditeurs, sous le nom de "R. J. Leslie, Company, Limited", avec un fonds social de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera à Amherst Harbour, Iles de la Madeleine.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce six novembre 1917.

Le sous-secrétaire de la province,
5005—46-2 C.-J. SIMARD.

"Parisian Wardrobe Company, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24 octobre 1917, constituant en corporation MM. Harry Yelin, marchand, Fabiola Perron, sténographe, Maurice Rosen, agent, Edmond Jodoin, comptable, et Godfroy-A. Lafontaine, huissier, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

and in payment thereof to accept cash, shares, bonds, debentures or other securities of any such company;

To carry on any other business, manufacturing or otherwise, incidental to the main business of the company, or calculated to enhance the value thereof or benefit the present company in any manner;

To amalgamate with any other company carrying on a similar business or any industry incidental to the company's business, and to acquire in any manner the property, franchises, contracts and business of any other company and to pay for same either in cash, debentures or other securities of the company;

To promote any other subsidiary, similar or quasi-similar company and to become a shareholder thereof;

To act as agent or brokers for merchants and manufacturers for the sale of merchandise and goods incidental to the above business;

To do and execute all other acts and things which may be conducive or seem advantageous for the proper carrying out of any of the above objects under the name of "Descary, Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00) divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be at Dorval, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of November, 1917.

C.-J. SIMARD,
5004—46-2 Assistant Provincial Secretary.

"R.-J. Leslie Company, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 6th November 1917, incorporating Messrs. Howard Salter Ross, barrister; Eugène Réal Angers, barrister; Henry Murray Gardner, chartered accountant; Arthur Claydon, accountant; Margaret A. Nolan, stenographer, all of Montreal, for the following purposes:

To carry business as general traders and fishermen and fish dealers and to carry on business generally as merchants and manufacturers; to buy, sell and deal in any kind of goods, wares and merchandise and to act as wharfingers, warehousemen and forwarders, under the name of "R. J. Leslie Company, Limited", with a capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation will be at Amherst Harbour, Magdalen Islands.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixth day of November, 1917.

C.-J. SIMARD,
5006—46-2 Assistant Provincial Secretary.

"Parisian Wardrobe Company, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of October, 1917, incorporating Messrs. Harry Yelin, merchant, Fabiola Perron, stenographer, Maurice Rosen, agent, Edmond Jodoin, accountant and Godfroy-A. Lafontaine, bailiff, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

Exercer le négoce et le commerce de manufacturiers et marchands de hardes d'aucune espèce et description ;

Acquérir à cette fin aucun fonds de commerce aucune association et raison sociale sous laquelle aucunes entreprises sont mises à exécution, l'achalandage, les dettes de livres d'aucun commerce ou d'aucunes entreprises ;

Emettre des parts acquittées de la compagnie en paiement d'aucune propriété mobilière ou immobilière, que la corporation pourra détenir ou détiendra, des services rendus ou à être rendus, sous le nom de "Parisian Wardrobe Company, Limited", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en quatre cents (400) parts, de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-quatrième jour d'octobre 1917.

Le sous-secrétaire de la province,

5007—46-2

C.-J. SIMARD.

To carry on the trade and business of manufacturers of and dealers in garments of every kind and description ;

To acquire for that purpose any sotek in trade, firm, name and style under which any undertakings are carried on, goodwill, book debts of any such business or undertakings ;

To issue paid up shares of the company in payment of any property moveable or immoveable, services rendered or to be rendered which the company may or will hold, under the name of "Parisian Wardrobe Company, Limited", with a capital stock of twenty-thousand dollars (\$20,000.00), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty-fourth day of October, 1917.

C.-J. SIMARD,

5008—46-2

Assistant Provincial Secretary.

"La Compagnie Jalbert, Incorporée".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26 octobre 1917, constituant en corporation MM. Henri Jalbert, marchand, Thomas Jalbert, entrepreneur, Séverin Simard, mesureur de bois, Didier Michaud, commis, et Raymond Belleau, notaire, tous de la ville de Chicoutimi, dans les buts suivants :

Faire le commerce de bois en général ;

Acquérir par achat, bail ou autrement des meubles et immeubles de toute sorte et description, y compris des limites à bois, des droits de coupe de bois, licences pour bois et terres minières, et construire ou autrement acquérir, posséder, tenir, employer et mettre en opération des moulins à scie, moulins à pulpe, moulins à papier, moulins à écorcer et autres moulins de toute description, bâtisses, maisons, appareils et machines, privilèges d'eau, franchises, digues, droits, contrats, baux, patentes, droits de patente, marques de commerce et biens en général ; avec pouvoir d'hypothéquer les immeubles et de donner les meubles en gage, vendre ou en disposer autrement, ou aucun d'eux de temps en temps et pour telles considérations que la compagnie peut déterminer ;

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de bois de construction, bois, bardeaux, articles en bois de toute nature et description, bois de pulpe et produits de pulpe et de papier ;

Manufacturer, acheter, vendre ou autrement faire le commerce de traverses de chemin de fer, billots et produits de la forêt, soit manufacturés ou non manufacturés, de toute description ;

Acquérir, posséder, et mettre en opération des limites à bois, pulpe et terrains miniers et les développer ;

Posséder, construire, acheter, vendre et exploiter des boutiques, magasins, moulins, dépôts, entrepôts, maisons, maisons de pension ;

Acquérir par achat, loyer ou autre titre et de garantir, hypothéquer toutes terres, bâtisses ou propriétés, les exploiter ;

Acquérir par achat, bail ou autrement et posséder des quais et les mettre en opération, et acquérir, posséder, construire, acheter, vendre, donner à bail, louer et autrement faire le commerce de barges, vaisseaux à vapeur et autres vaisseaux et les mettre en opération pour conduire les passagers et transporter le bois de construction, charbon et autres marchandises ;

"La Compagnie Jalbert, Incorporée".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth of October, 1917, incorporating Henri Jalbert, merchant, Thomas Jalbert, contractor, Severin Simard, lumber culler, Didier Michaud, clerk, and Raymond Belleau, notary, all of the town of Chicoutimi, for the following purposes :

To carry on a general lumber business ;

To acquire by purchase, lease or otherwise moveables and immoveables of any sort and description, including timber limits, rights to cut timber, timber licenses and mining lands and to build or otherwise acquire, own, keep, use and operate saw-mills, pulp-mills, paper-mills and roasting mills and other mills of every description, buildings, houses, plants and machinery, water privileges, franchises, dams, rights, contracts, leases, patents, patent rights, trade marks and property in general ; with power to hypothecate the immoveables and pledge the moveables, sell or otherwise dispose of the same or any of them, from time to time and for such considerations as the company may think fit ;

To manufacture, buy, sell and deal in lumber and timber, shingles, wooden articles of any nature and description, pulp-wood and pulp and paper products ;

To manufacture, buy, sell or otherwise deal in railway ties, logs and forest products, manufactured or un-manufactured, of every description ;

To acquire, own and operate timber limits, pulp limits and mining lands and develop same ;

To own, construct, buy, sell and operate shops, stores, mills, stations, warehouses, dwellings and boarding houses ;

To acquire by purchase, lease or other title and to guarantee, hypothecate any lands, buildings or property and exploit same ;

To acquire by purchase, lease, or otherwise and own wharves and operate same and to acquire, own, construct, buy, sell, give on lease, charter and otherwise deal in barges, steamboats and other vessels and operate same for the transportation of passengers, lumber and timber, coal and other goods ;

Acquérir, posséder et mettre en opération des barges, des allèges, vaisseaux, remorqueurs et vaisseaux à vapeur mus par la vapeur, l'électricité, la gazoline ou autre pouvoir moteur;

Acquérir et utiliser des pouvoirs d'eau ou à vapeur dans le but de comprimer l'air ou produire l'électricité pour éclairage, chauffage ou pour les fins de moteurs et pour les fins de manufacture en général, et les vendre ou les louer, le tout dans les districts de Chicoutimi, Saguenay et Roberval;

Acheter, vendre et importer et exporter des marchandises, fourrures et approvisionnements;

Acheter, vendre et louer des maisons, des moulins et autres bâtisses, en construire pour elle-même ou pour d'autres personnes, à l'entreprise ou autrement;

Faire de toutes manières quelconques les affaires de construction, agir comme constructeur et entrepreneur de ponts, bâtisses, machines, vaisseaux, chars, chemins, digues, barrages, écluses, et tous autres travaux quelconques, publics ou privés, soit pour son propre compte, soit pour le compte d'autres personnes, compagnies ou corporations;

Eriger et maintenir des hôtels, maisons de pension et autres bâtisses nécessaires à cette fin, et y faire les affaires d'hôtelier;

Emprunter de l'argent et émettre des obligations, billets promissoires ou autres preuves de dettes et les garantir par hypothèque ou par garantie des immeubles appartenant à la compagnie;

Souscrire, détenir et payer des actions et des débetures ou autres valeurs d'une ou de plusieurs compagnies, constituées en corporation;

Acquérir l'actif et la clientèle de toutes maisons d'affaires de même nature que la sienne, et les payer, en tout ou en partie, en actions libérées du capital-actions de la compagnie ou autrement;

Vendre, céder et aliéner ses franchises et quelques-uns ou la totalité des droits, privilèges et pouvoirs possédés par la compagnie, ainsi que ses entreprises ou toute partie d'icelle à toute personne ou personnes, compagnie ou compagnies, pour tels prix et considérations et aux termes et conditions qu'elle pourra juger convenables, et particulièrement pour les actions, soit privilégiées ou ordinaires, les bons, obligations ou autres valeurs de telles compagnies;

Et en général avoir et employer tous les autres droits et pouvoirs qui peuvent être nécessaires pour les fins de leurs affaires, sous le nom de "La Compagnie Jalbert, Incorporée", avec un capital social de cinquante mille piastres (\$50,000.00), divisé en cinq cents (500) actions ordinaires de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Chicoutimi, dans le district de Chicoutimi.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour d'octobre 1917.

Le sous-secrétaire de la province,
5023-46-2 C.-J. SIMARD.

To acquire, own and operate barges, lighters, vessels, tugs and boats propelled by steam, electricity, gasoline or other motive power;

To acquire and utilize waters or steam power for compressing air or generating electricity for lighting, heating or motive power purposes and for general manufacturing purposes, and to sell or lease same, the whole in the districts of Chicoutimi, Saguenay and Roberval;

To buy, sell and import and export goods, furs and supplies;

To buy, sell and lease houses, mills or other buildings, construct same for itself or other persons, by contract or otherwise;

To carry on the business of general builders and to act as builder and contractor of bridges, buildings, machinery, vessels, cars, roads, dams, dikes, locks and any other works whatever, public or private, either on its own account or on the account of other persons, companies or corporations;

To erect and maintain hotels, boarding houses and other buildings necessary for the above purposes and to carry on therein the business of hotel-keepers;

To borrow money and issue bonds, promissory notes or other evidences of indebtedness and to guarantee same by hypothecs or security of the immovables belonging to the company;

To subscribe for, hold and pay shares, debentures or other securities of any or several incorporated companies;

To acquire the assets and goodwill of any firms of the same nature as its own and to pay for the same, in whole or in part, in paid up shares of its capital stock or otherwise;

To sell, convey and alienate its franchises and all or the whole of the rights, privileges and powers held by the company, as well as its undertakings or any part thereof to any person or persons, company or companies, for such price and considerations and on such terms and conditions as it may think fit, and especially for shares, either preferred or common, bonds, debentures or other securities of such companies;

And generally to have and enjoy all other rights and powers which may be necessary for its business purposes, under the name of "La Compagnie Jalbert, Incorporée", with a capital stock of fifty thousand dollars (\$50,000.00), divided into five hundred (500) common shares of one hundred dollars, (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Chicoutimi, in the district of Chicoutimi.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty-sixth day of October, 1917.

C.-J. SIMARD,
5024-46-2 Assistant Provincial Secretary.

"Lewis, Apedaile & Hanson, Incorporated".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6 novembre 1917, constituant en corporation MM. Frank Breadon Common, avocat, Francis George Bush, teneur de livre, George Robert Drennan, sténographe, Herbert William Jackson, commis, et Alexander Gordon Yeoman, sténographe, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

"Lewis, Apedaile & Hanson, Incorporated".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 6th November, 1917, incorporating Messrs. Frank Breadon Common, advocate, Francis George Bush, book keeper, George Robert Drennan, stenographer, Herbert William Jackson, clerk, and Alexander Gordon Yeoman, stenographer, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

Faire affaires comme courtiers d'assurances, arbitres et souscripteurs d'assurances, être agents d'assurance contre le feu, sur la vie, d'assurance maritime, contre les accidents, la garantie, l'indemnité et de toutes autres sortes de compagnies d'assurances de garantie ou d'indemnité, exercer le courtage des douanes, des valeurs mobilières, être agents à commission, agents d'immeubles, être aussi tous autres agents et courtiers, représenter toutes compagnies, associations ou personnes se livrant à aucune forme dudit commerce, et recevoir ou payer aucune commission ou autre rémunération pour services rendus;

Faire commerce, acheter, vendre et faire des contrats pour la fourniture de, et fournir toutes sortes d'appareils, procédés, machines et pièces de mécanisme avec leurs accessoires, se rattachant à ou se rapportant à la prévention des incendies;

Promouvoir des compagnies dont les objets sont l'un ou plusieurs de ceux mentionnés ci-haut;

Être agents ou procureurs pour transiger des affaires, administrer des successions, placer et percevoir des argents, loyers, dividendes, obligations, débetures, parts ou autres valeurs;

Acquérir par achat, location ou autrement le terrain, les bâties ou d'autres propriétés et matériaux qui seront utiles ou nécessaires au plein exercice du commerce de la compagnie;

Faire société avec aucune autre corporation, ou conclure aucun arrangement relatif au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autrement, avec la personne ou les personnes, la compagnie ou la corporation exerçant ou se livrant à aucun commerce ou genre d'affaires que la présente compagnie est autorisée à exercer;

Vendre, louer ou autrement disposer de l'entreprise et de l'actif de la corporation, ou d'aucune partie d'iceux, en considération de ce que la compagnie jugera avantageux, et si elle l'estime à propos et utile, pour des actions, débetures, obligations ou valeurs d'aucune autre compagnie ou corporation;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie en nature aucunes actions, débetures, valeurs, espèces ou propriétés appartenant à la compagnie;

Faire toutes ou aucune des choses précitées comme principaux, agents, entrepreneurs, ou autrement, et soit seuls soit conjointement avec d'autres;

Soumissionner, souscrire, acheter ou autrement acquérir et détenir, soit comme principaux soit comme agents, comme propriétaires absolus ou par voie de garantie collatérale ou autrement, et vendre, échanger, transférer, céder ou autrement aliéner ou négocier des obligations, débetures, actions, parts ou autres valeurs d'aucun gouvernement ou corporation municipale ou scolaire, ou d'aucune banque ou d'aucune autre compagnie dûment constituée en corporation;

Distribuer aux officiers ou aux actionnaires de la compagnie des parts entièrement acquittées et non-sujettes à appel de la corporation en paiement du travail fait ou des services rendus à la compagnie;

Et généralement faire toutes les choses qui se rattachent ou tendent à l'accomplissement des objets précités, sous le nom de "Lewis, Apedaile & Hanson, Incorporated", avec un fonds social de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent (100) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

To carry on the business of insurance brokers, insurance adjusters, insurance underwriters, and to as agents for fire, life, marine, accident, guarantee, indemnity and all other kinds of insurance, guarantee or indemnity companies and to carry on the business of custom house brokers, stock brokers and commission agents, real estate agents and all other kinds of agents or brokers, and to represent any and all companies, firms or individuals engaged in any branch of the said business, and to accept or pay any commissions or other remunerations for services rendered;

To deal in, buy, sell and contract for the supply of and to supply all sorts of appliances and devices, machines and machinery with their accessories dealing with or appertaining to the prevention of fire;

To promote companies having for their objects any or all of the purposes aforesaid;

To act as agents or attorneys for the transaction of business, management of estate, investment and collection of money, rents, dividends, bonds, debentures, shares or other securities;

To acquire by purchase, lease or otherwise, such land, buildings or other property and material as may be advantageous or necessary for the due carrying on of the company's business;

To enter into partnership with any other company, or to enter into any agreement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person, persons, company or corporation carrying on or engaged in any business or transaction which this company is authorized to carry on;

To lease, sell or otherwise dispose of the undertaking and assets of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and if deemed advisable or expedient, for shares, debentures, bonds or securities of any other company or corporation;

To distribute among the shareholders of the company in kind any shares, debentures, securities, specie or property belonging to the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise and either alone or in conjunction with others;

To underwrite, subscribe for, purchase or otherwise acquire and hold, either as principal or agent, and absolutely as owner or by way of collateral security or otherwise, and to sell, exchange, transfer, assign or otherwise dispose of or deal in the bonds, or debentures, stocks, shares or other securities of any government or municipal or school corporation or of any bank or of any other duly incorporated company or companies or corporation or corporations;

To distribute amongst the officers or shareholders of the company fully paid up and non-assessable shares of the company as a consideration for work done or services rendered to the company;

And generally to do all such things as are incidental or conducive to the carrying out of the above objects, under the name of "Lewis, Apedaile & Hanson, Incorporated", with a capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Daté du bureau du secrétaire de la province,
ce sixième jour de novembre 1917.

Le sous-secrétaire de la province,
5025-46-2 C.-J. SIMARD.

Dated from the office of the Provincial Secretary,
this sixth day of November 1917.

C.-J. SIMARD,
5026-46-2 Assistant Provincial Secretary.

"Paige Motors of Montreal, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6 novembre 1917, constituant en corporation MM. Reginald Alexander Kelly, marchand, Harry Louis Moore, vendeur, Léon Daoust, Aimé Daoust, William Hadley, commis, tous de la cité de Montréal, pour les fins suivantes :

Manufacturer, acheter, vendre, et faire le commerce de toutes les sortes d'automobiles, cycles, bicyclettes, tricycles, moteurs, camions-autos, wagons, chars, engins, voitures et véhicules de toutes espèces mus par la vapeur, la gazoline, l'électricité ou aucune autre force, des parties d'automobiles et de moteurs, des accessoires et fournitures et de tout ce qui a rapport à la fabrication et au commerce sus-mentionné;

Manufacturer, réparer et altérer des engins, automobiles, camions à la vapeur, à l'électricité et à la gazoline, et toutes les autres catégories de véhicules et toutes les machines actionnées par aucune espèce d'énergie, par force humaine, aussi réparer et altérer aucun desdits effets, denrées et marchandises et aucun de leurs accessoires, acquérir, exploiter et gérer des remises, exercer l'industrie de mécanicien;

Acquérir à titre de commerce en opération toute l'installation, le fonds et l'actif généralement du commerce de "Paige Motors of Montreal", et payer les propriétés, commerce, achalandage et actif dudit commerce en numéraire ou par une émission de capital payé ou des obligations de la compagnie aux conditions dont on conviendra;

Acquérir la totalité ou aucune partie de l'achalandage, de la propriété et de l'actif, y compris aucune agence, option, contrat, convention, concession ou autre chose semblable d'aucune personne, société, association, ou corporation exerçant un commerce semblable, et les payer en tout ou en partie en numéraire, en obligations ou en paiement total ou partiel de ces acquisitions, émettre et répartir, comme entièrement acquittées et non-sujettes à appel, des actions du fonds social corporatif;

Vendre ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de la propriété, de l'actif, des droits, entreprises ou de l'achalandage de la compagnie, et accepter en paiement total ou partiel au comptant des obligations, du stock, ou d'autres valeurs d'aucune corporation ou compagnie;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, marques de commerce, droits de reproduction, agences, concessions, et d'autres privilèges semblables conférant aucun droit limité exclusif ou non exclusif à leur usage, ou aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention ou procédé, et faire valoir, vendre, louer, bailler ou autrement négocier ces brevets, marques de commerce, droits de reproduction, licences, agences, ou concessions;

Acquérir et détenir, vendre ou autrement aliéner le capital, les parts, les valeurs, ou entreprises d'aucune autre compagnie dont l'un des objets est l'exercice d'aucun des pouvoirs de la corporation, ou transférer ses entreprises ou son actif, ou s'unir à aucune telle compagnie;

Faire aucune convention pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la coopération, le risque mutuel, la concession réciproque, ou autrement, avec aucune personne ou compagnie

"Paige Motors of Montreal, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 6th of November 1917, incorporating Messrs. Reginald Alexander Kelly, merchant, Harry Louis Moore, salesman, Léon Daoust, Aimé Daoust, William Hadley, clerks, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, and deal in all classes of automobiles, cycles, bicycles, tricycles, motors, motor trucks, motor wagons, cars, engines, carriages, and conveyances of all kinds operated by steam, gasoline, electric or any other power, automobile and motor parts, accessories and supplies and everything appertaining to the manufacture and trade of the above named;

To manufacture, repair and alter steam, electric and gasoline engines, automobiles, motor trucks, and all other kinds of vehicles and all machines operated by any kind of power, or by hand, and to repair and alter any of the said goods, wares and merchandise and any of the accessories thereto, to acquire, operate and manage garages, and to carry on the business of machinist;

To acquire as a going concern all the plant-stock and assets generally of the business of "Paige Motors of Montreal", and to pay for the said property, business, good will and assets of said business in cash or by the issue of paid up stock or bonds of the company upon such terms as may be agreed upon;

To acquire all or any part of the good will, property and assets, including any agency, option, contract, agreement, concession or the like of any individual, firm, association, or corporation carrying on a similar business and to pay for the same wholly or in part in cash or in bonds or in payment or part payment therefor to allot and issue as fully paid-up and non-assessable shares of the capital stock of the company;

To sell or otherwise dispose of the whole or any part of the property, assets, rights, undertakings or good-will of the company and to accept payment for the same wholly or partly in cash stock, bonds, or other securities of any corporation or company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, trademarks, copyrights, agencies, concessions, and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention or process and to turn to account, sell, lease or otherwise deal in such patents, trade-marks, copyrights, licenses, agencies, or concessions;

To acquire and hold, sell or otherwise dispose of the stock, shares, securities, or undertakings of any other company having for one of its objects the exercise of any of the powers of the company or to transfer its undertakings or assets to or to amalgamate with any such company;

To enter into any agreement for the sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company intending to carry

ayant l'intention d'exercer ou exerçant aucun commerce que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou qui est susceptible d'être exercé à l'avantage direct ou indirect de la présente compagnie;

Acquérir par achat ou autrement, détenir, vendre et trafiquer du commerce, de l'actif, de l'achalandage, du capital, des actions ou des valeurs d'aucune personne, société ou corporation exerçant un commerce totalement ou partiellement semblable à celui qu'exerce la présente compagnie, et généralement faire tous actes et exercer tous pouvoirs et aucun commerce se rattachant à l'accomplissement parfait des objets pour lesquels la compagnie est constituée en corporation, aussi exercer tous les autres pouvoirs permis par la loi, sous le nom de "Paige Motors of Montreal, Limited", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de novembre 1917.

Le sous-secrétaire de la province,
5027—46-2 C.-J. SIMARD.

**"Compagnie de Constructions Ouvrières
Laval, Lim.tée"**

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-deuxième jour d'octobre 1917, constituant en corporation M.M. Cyrille Durocher, entrepreneur et Amédée Blondin, agent, de Montréal-Est; Théo. Bonin, marchand; Lucien Vien et Henri Dumont, commis, de Montréal, dans les buts suivants:

Acquérir et posséder des terrains dans les ou près des limites de toute municipalité dans la province et de bâtir sur ces terrains des maisons d'habitation de dimensions raisonnables, munies d'améliorations convenables et destinées à être louées à des prix modérés, conformément aux dispositions de la loi, chap. 47, 4 Geo. V, "Loi pour aider à la construction de maisons d'habitation dans les cités, villes et villages";

Faire le commerce d'immeuble en général, acquérir, posséder, améliorer, cultiver, vendre, louer, échanger ou en disposer de toute façon des terres et terrains et autres immeubles, et à ces fins, affecter en tout ou en partie, le capital de la compagnie;

Subdiviser les terres et terrains acquis par la compagnie en lots à bâtir, y tracer des rues et ruelles, y ériger des usines et fabriques, y installer des égouts et généralement y faire tous travaux de construction, d'installation et d'amélioration jugés nécessaires ou utiles pour les fins de la compagnie;

Ériger sur les dites terres, terrains et lots à bâtir, des maisons et autres bâtisses, et, avec ou sans les terrains, les vendre, louer, échanger, hypothéquer, et en disposer de toute façon, non prohibée par la loi;

Faire des prêts d'argent aux acheteurs ou locataires des immeubles, terres, terrains, maisons de la compagnie, pour des fins de construction et d'amélioration; faire aussi des prêts d'argent, dans le but d'aider à la construction des chemins, rues, ouvrages hydrauliques, égouts et généralement tous travaux de nature à améliorer les propriétés de la compagnie et à augmenter leur valeur;

Accepter des hypothèques et autres garanties de toute nature pour assurer le paiement du

on or carrying on any business which this company is authorized to carry on, or which is capable of being conducted so as directly or indirectly benefit the company;

To acquire by purchase or otherwise, hold, sell and deal in the business, assets, good-will, stock, shares or securities of any person, firm or corporation carrying on a business in whole or in part similar to that of the company and generally to do all acts and exercise all powers and carry on any business incidental to the proper fulfillment of the objects for which the company is incorporated, and to exercise all other powers permitted by the act, under the name of "Paige Motors of Montreal, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixth day of November 1917.

C.-J. SIMARD,
5028—46-2 Assistant Provincial Secretary.

**"Compagnie de Constructions Ouvrières
Laval, Limitée"**

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty second day of October, 1917, incorporating Cyrille Durocher, contractor, Amédée Blondin, agent, of Montreal-Est; Théo. Bonin, merchant, Lucien Vien and Henri Dumont, clerks, of Montreal, for the following purposes:

To acquire and hold lands in or near the boundaries of any municipalities, and to build on such lands dwelling houses of reasonable dimensions, supplied with proper improvements and intended to be let at a moderate price, in accordance with the provisions of the Act, chap. 47, 4 Geo. V, intitled: "An Act to assist in the construction of dwelling houses in cities, towns and villages";

To general deal in real estate and to acquire, hold, improve, cultivate, sell, lease, exchange or in any way dispose of lots and lands and other immoveables, and for the above purposes to apply in whole or in part the capital of the company;

To subdivide the lands and lots acquired by the company into building lots, lay out streets and lanes thereon, erect thereupon works and factories, and build sewers thereon and to generally carry on all works of construction, installation and improvements deemed necessary or suitable for the purposes of the company;

To erect upon the said lands and lots, houses and other buildings and with or without the lands, to sell, lease, exchange, hypothecate and dispose of the same in any manner not contrary to law;

To make advance of money to purchasers or lessees of immoveables, lands, lots, houses of the company for building purposes and improvements to make also advances of money for the purposes of aiding in the construction of roads, streets, water-works, sewers and generally all works capable of improving the property of the company and enhancing its value;

To accept hypothecs and other securities of any nature to secure the purchase price of any

prix d'achat de tous immeubles, propriétés ou autres valeurs, vendues par la compagnie, ou assurer le remboursement de toutes sommes d'argent dues à la compagnie, par les acquéreurs de terrains pour des fins de construction ou d'amélioration, ou pour toutes autres fins généralement quelconques jugées nécessaires ou utiles par la compagnie;

Exercer l'industrie et le commerce en général d'entrepreneurs de carrières et de fournitures de pierre de toutes sortes;

Acquérir par achat, bail, commission, échange ou autrement, tous les biens mobiliers et immobiliers jugés nécessaires ou utiles pour les fins de la compagnie, et les payer en argent, ou en parts libérées ou en obligations ou autres garanties de la compagnie; vendre, louer ou en disposer autrement, les biens meubles et immeubles ci-dessus mentionnés, hypothéquer les immeubles de la compagnie et donner les meubles en gage;

Exiger et mettre en opération tous ateliers, concasseurs de pierre et autres constructions nécessaires à cette fin, employer la dynamite ou autres explosifs nécessaires pour les opérations de la compagnie;

Acquérir, posséder, transporter, vendre des parts, obligations ou autres garanties de toute autre compagnie, ayant les mêmes objets que ceux de cette compagnie ou faisant des affaires susceptibles d'être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Emettre, transporter et donner des parts libérées du capital-actions de la compagnie, en paiement de toutes affaires, franchises, services rendus, privilèges, baux, hypothèques, licences, brevets, contrats, immeubles, actions, obligations ou autres propriétés ou droits mobiliers ou immobiliers que la compagnie peut acquérir légalement;

Vendre en tout ou en partie les biens meubles et immeubles de ladite compagnie aux termes et conditions qu'elle jugera à propos, ou en disposer autrement et accepter en paiement des sommes d'argent, des actions, obligations ou garanties de toute autre compagnie constituées pour les mêmes fins que la présente compagnie;

Se fusionner avec toute autre compagnie ayant les mêmes objets que la présente compagnie;

Construire, améliorer, entretenir, exploiter, vendre ou louer toutes sortes de travaux publics et privés, et en particulier tous chemins, pavages, ponts, cours d'eau, aqueducs, quais, jetées, usines électriques, magasins, théâtres et salles d'amusements, hôtels et restaurants, les subventionner ou autrement aider à leur construction, entretien et amélioration;

Exercer toutes autres industries jugées nécessaires ou utiles pour les fins de la compagnie;

Souscrire, accepter, endosser, négocier toutes lettres de change, billets promissaires, chèques et autres effets négociables;

Contracter des emprunts et en assurer le remboursement en la manière déterminée par les directeurs de la compagnie, et en particulier par l'émission d'obligations comportant hypothèque sur tous ou partie des biens immeubles de la compagnie;

Payer à même les fonds de la compagnie les dépenses se rapportant à l'incorporation et à l'organisation de la compagnie;

Faire toutes choses et exercer tous les pouvoirs et faire toutes les affaires nécessaires pour lesquelles cette compagnie est incorporée, sous le nom de "Compagnie de Constructions Ouvrières Laval limitée", avec un capital social de trente mille

immovables, property or other securities sold by the company, or to secure the reimbursement of any sums of money due to the company by the purchasers of lands for building or improvements or for any other purposes generally deemed necessary or suitable by the company;

To carry on the general trade and business of quarry masters and supplies of stone of all kinds;

To acquire by purchase, lease, commission, exchange or otherwise any moveable and immovable property deemed necessary or suitable for the company's purposes, and to pay for the same in cash or in paid up shares or in bonds or other securities of the company; to sell, lease, pledge, hypothecate or otherwise dispose of the aforesaid moveable and immovable property, hypothecate the immovables of the company and pledge its moveables;

To erect and operate any shops, stone crushers and other constructions necessary for such purposes, to make use of dynamite and other explosives necessary for the operations of the company;

To acquire, hold, convey, sell the shares, bonds or other securities of any other company having the same objects as the present company or doing any business capable of being conducted for the benefit of this company

To issue, transfer and give paid up shares of the capital stock of the company in payment of any business, franchises, services rendered, privileges, leases, hypothecs, licenses, patents, contracts, immovables, shares, bonds or other moveable or immovable property or rights which the company may legally acquire;

To sell or otherwise dispose of the whole or part of the moveable and immovable property of the said company upon such terms and conditions as the company may think fit and to accept in payment therefor sums of money, shares, bonds or securities of any other company incorporated for the same purposes as the present company;

To amalgamate with any other company having the same objects as the present company;

To construct, improve, maintain, exploit, sell, or lease all kinds of public and private works, and in particular any roads, paving, bridges, water-courses, waterworks, wharves, piers, electric power-houses, stores, theatres and play-houses, hotels and restaurants and to subsidize the same or otherwise and in their construction, maintenance and improvement;

To carry on any other business deemed necessary or suitable for the company's purposes;

To draw, accept, endorse, negotiate any bills of exchange, promissory notes, cheques and other negotiable instruments;

To contract loans and guarantee the reimbursement thereof in the manner to be determined by the directors of the company, and in particular by the issue of bonds bearing a hypothec on all or part of the company's immovables;

To pay out of the funds of the company the expenses relative to the incorporation and organization of the company;

To do all things, exercise all powers and carry on any business necessary for the accomplishment of the purposes for which this company is incorporated, under the name of "Compagnie de Constructions Ouvrières Laval, Limitée",

piastres (\$30,000.00), divisé en trois cents (300) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour d'octobre 1917.

Le sous-secrétaire de la province,
4899—45-2 C.-J. SIMARD.

with a capital stock of thirty thousand dollars (\$30,000.00), divided into three hundred (300) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of October, 1917.

C.-J. SIMARD,
4900—45-2 Assistant Provincial Secretary.

"Three Rivers Fur Works, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-neuvième jour d'octobre 1917, constituant en corporation M.M. Edouard Joeckel, chimiste; Arthur Spénard, agent d'assurance; Edmond Buisson, chirurgien-dentiste; Adjudor Germain, maître-plombier; Georges Morissette, rentier; J.-R.-Roméo Dusault, agent voyageur; tous de la cité des Trois-Rivières, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie des teintures de fourrures, et faire le commerce de gros et de détail de toutes pelleteries et peaux à fourrures, ainsi que les cuirs et peaux brutes pour ganterie et autres;

D'importer et d'exporter toutes peaux ou pelleteries en cuir et en poil, produits chimiques, soieries et fournitures, ainsi que tous autres articles se rattachant à ladite industrie;

Faire le tannage, l'apprêt, le dressage, la teinture, le lustrage, l'épilage électrique et autres, et la confection sous toutes ses formes, de fourrures, et de vêtements et ornements en fourrure; d'acheter, de vendre toutes peaux et pelleteries, en cuir et en poil, vertes ou préparées, et d'en faire le commerce;

Faire l'élevage des lapins domestiques à fourrures, et de tous autres animaux à fourrures; d'en faire l'achat et la vente, vivants ou non, ainsi que leurs sous-produits; développer et exploiter, fabriquer et vendre les sous-produits de la dite industrie, et d'en faire le commerce; de construire, entretenir, maintenir tous les bâtiments, édifices et l'outillage requis pour faire ledit élevage, et le commerce de fourrures et de leurs sous-produits; faire la culture pour les besoins de la dite exploitation; de propager ce genre d'élevage par des expositions, brochures, journaux, etc., etc.; d'installer, pour les mêmes fins, toutes sortes de machineries sanitaires, ou autres;

D'avoir des agents ou agir comme tels pour la vente et l'achat de tous les différents articles, marchandises, produits et matières mentionnés ci-dessus, ainsi que de prendre, pour les mêmes fins, des agences de maisons étrangères; d'installer et construire des entrepôts, des quais, bateaux, wagons, et tous genres de transport pour les fins de ladite entreprise;

D'utiliser les fonds de la compagnie pour l'achat d'entreprises semblables ou d'actions dans d'autres compagnies ou sociétés commerciales, et pour payer les actions dans telles entreprises, autres compagnies ou sociétés commerciales que les directeurs jugeront à propos d'acquérir;

Acquérir par achat, bail, louage, échange ou autres titres équivalents, des brevets d'invention, des procédés, des marques de fabrique ou de commerce, et toute autre chose utile ou de nature à augmenter la valeur de ses opérations;

Emettre et donner des actions acquittées et non sujettes à appel, pour le paiement desdits brevets ci-haut, et pour le paiement des obligations encourues de ce chef;

Acquérir par achat, concession, échange, louage ou autrement, et garder, posséder, utiliser, louer,

"Three Rivers Fur Works, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of October, 1917, incorporating M.M. Edouard Joeckel, chemist; Arthur Spénard, insurance agent; Edmond Buisson, surgeon-dentist; Adjudor Germain, master-plumber; Georges Morissette, annuitant; J.-R.-Roméo Dusault, commercial agent; all of the city of Three Rivers, for the following purposes:

To carry on the business of dyers of fur and deal wholesale and retail in all fur pelts and skins and also leather and raw hides for gloves and so forth;

To import and export any skins or pelts in leather and hair, chemical products, silks and furnishings, and any other articles in connection with the said industry;

To do the tanning, preparation, dressing, dyeing, glossing, electric epilation and so forth, and the making under all its forms, of furs and of garments and ornaments in fur; to purchase and sell any skins and pelts in leather and in hair, green or prepared, and deal in same;

To breed fur bearing tame rabbits and any other fur bearing animals; to purchase and sell same, living or otherwise, and also their by-products, to develop and exploit, manufacture and sell the by-products of the said industry and deal in same; to construct, keep, maintain any bulidings, structures, equipment required for the said breeding and the fur business and their by-products; to carry on forming for the needs of the said business; to propagate such kind of breeding by exhibitions, pamphlets, newspapers, etc., etc.; to instal for the same purposes all kinds of sanitary machinery, or other;

To have agents or act as such for the sale and purchase of all the different articles, merchandise, products and matters hereabove mentioned and also to take for the same purposes agencies for foreign houses; to instal and construct warehouses, wharves, boats, wagons, and all kinds of transport for the purposes of the said undertaking;

To make use of the funds of the company for the purchase of similar undertakings or for shares in other companies or firms, and to pay for the shares in such undertakings, other companies or firms as the directors may deem fit to acquire;

To acquire by purchase, lease, rental, exchange or other equivalent titles, patents of invention, processes, trade marks or designs, and anything else useful or of a nature to increase the value of its operations;

To issue and give paid up non-assessable shares in payment for the aforesaid patents and for the payment of obligations incurred under such head;

To acquire by purchase, concession, exchange, lease, or otherwise, and keep, hold, make use of,

échanger, vendre, aliéner, ou autrement commercer sur ou avec, et conduire toute propriété mobilière ou immobilière utilisée et devant être utilisée pour les fins de la compagnie, soit directement ou indirectement; en affectuer le paiement en tout ou en partie, par emprunts ou parts acquittées, ou au moyen d'obligations ou débiteures, ou donner en garantie les effets et biens de la compagnie;

Le pouvoir d'acquérir, louer, vendre des immeubles, et d'y construire les édifices requis; d'y installer l'outillage nécessaire pour faire le commerce général de fourrures, et la confection de manteaux, habits, de fourrures, et de développer l'industrie de la fourrure sous toutes ses formes;

Vendre, louer ou autrement aliéner, tout ou en partie, l'entreprise de la compagnie, et accepter en paiement total ou partiel des garanties qui seront acceptées par telles compagnies;

Par un vote de la majorité, à une assemblée générale convoquée à cette fin, par lettre recommandée, adressée à chaque actionnaire, à l'adresse connue du secrétaire de la compagnie, la compagnie pourra vendre son commerce, charte, actif, et tout son outillage, et accepter en paiement des actions acquittées dans d'autres compagnies, si la majorité le veut;

L'avis devra énoncer le but de l'assemblée et être mis à la poste au moins cinq jours francs avant la date de l'assemblée.

Le produit de telle vente devra être distribué aux actionnaires, sous le nom de "Three Rivers Fur Works, Limited", avec un capital social de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cinquante piastres (\$50.00), chacune.

La principale placée d'affaires de la corporation, sera à Trois-Rivières, dans le district de Trois-Rivières.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour d'octobre 1917

Le sous-secrétaire de la province,
4901—45-2 C.-J. SIMARD,

lease, exchange, sell, alienate, or otherwise, deal in or with, and manage any moveable or immovable property utilized and to be utilized for the purposes of the company, either directly or indirectly; to effect the payment thereof, in whole or in part, by loans or paid up shares, or by means of bonds or debentures, or give as security the effects and property of the company;

The power to acquire, lease, sell immoveables, and construct thereon the required buildings; to install therein the equipment necessary to carry on a general fur business, and the making of fur cloaks and garments, and to develop the fur industry under all its forms;

To sell, lease or otherwise alienate, in whole or in part, the undertaking of the company, and accept in whole or partial payment therefor securities that will be accepted by such companies;

By a majority vote, at a general meeting convened for such purpose by registered letter addressed to every shareholder to the address known by the secretary of the company, the company may sell its business charter, assets and all its equipment, and accept in payment therefor the paid up shares of other companies, if the majority so desire;

The notice shall make known the purpose of the meeting and be posted at least five clear days before the date of the meeting;

The proceeds of such sale shall be distributed among the shareholders, under the name of "Three Rivers Fur Works, Limited", with a capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into two hundred (200) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of the business, will be at Three Rivers, in the district of Three Rivers.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of October, 1917.

C.-J. SIMARD,
4902—45-2 Assistant Provincial Secretary.

"Stoneha Woodlands Corporation".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25 octobre 1917 constituant en corporation M.M. Antonin Galipeault, conseil du Roi, Louis-S. St. Laurent, J.-A. Gagné, J.-Alphonse Métayer, avocats, et Corinne Paradis, commis, tous les cinq de la cité de Québec, pour les fins suivantes :

Exercer sous toutes ses formes l'industrie forestière, et manufacturer, produire, acheter, vendre, et faire le commerce du bois de construction, des billots, des bois de charpente, et des bois de toutes sortes;

Acacheter, louer, ou autrement acquérir des propriétés, terrains, locations, emplacements, réserves forestières, forêts et tenements boisés, des lots de grève, droits de navigation, des droits, des privilèges octroyés par le gouvernement, les municipalités, et autres droits, des franchises, avantages et permis de toutes espèces, et les vendre, les aliéner, échanger ou autrement les négocier, améliorer et développer des rivières et lacs, construire et maintenir des réservoirs, canaux, barrages, jetées, estacades, glissoires, et autres structures et installations de toutes catégories ;

Construire, acheter, louer, ou autrement acquérir des bateaux à vapeur, des barges, des remorqueurs, ou aucune autre sorte d'embarca-

"Stoneham Woodlands Corporation".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of October, 1917, incorporating M.M. Antonin Galipeault, King's Counsel; Louis-S. St. Laurent; J.-A. Gagné; J.-Alphonse Métayer; advocates and Corinne Paradis, clerk; all five of the city of Quebec, for the following purposes:

To carry on in all its branches a lumber, timber and pulpwood business, and to manufacture, produce, buy, sell and deal in timber, logs, lumber, and wood of all kinds;

To purchase, lease, or otherwise acquire estate, lands, locations, surface rights, timber limits, woodlands and timber lands, water lots, river rights, and government, municipal and other rights, privileges, franchises, easements and licenses of all kinds, and to sell, dispose of, exchange or otherwise deal in the same and to improve and develop rivers and lakes and to construct and maintain reservoirs, canals, dams, embankments, booms, sluices, and other works and equipment of all kinds;

To construct, purchase, charter, or otherwise acquire steamers, barges, tugs, or any kind of crafts or boats for inland or ocean navigation and

tions ou navires pour la navigation fluviale ou océanique, et les utiliser, exploiter, louer ou céder;

Construire, acheter, louer ou autrement acquérir des bassins, docks, jetées, pontons, quais, entrepôts, élévateurs, ou autres structures ou installations propres à servir en rapport avec le commerce de la compagnie;

Construire et activer, pour les fins de l'industrie corporative, des tramways et voies d'évitement sur les terrains que possède ou contrôle la compagnie;

Acheter, louer ou autrement acquérir, bâtir, construire, entretenir et activer des moulins à scie et à bois, et se livrer à l'industrie de la fabrication et de la préparation pour le marché des bois et essences forestières de toutes catégories et descriptions; ainsi que des objets de toutes sortes dans la fabrication desquels entre le bois;

Acheter, louer ou autrement acquérir, et bâtir, construire, entretenir et activer des moulins à pulpe et à papier, et exercer généralement l'industrie de manufacturiers, importateurs, exportateurs et marchands de pulpe, papier et dérivés du papier de toutes espèces et descriptions, des matières brutes et substances de toute nature, de la pulpe, des mélanges, préparations, produits chimiques, dissolvants et composés utilisés ou utilisables dans telle industrie similaire;

Acquérir par achat, louage ou autrement, et utiliser, développer des forces hydrauliques et autres pour la génération de l'électricité, de la force pneumatique, hydraulique ou autre, construire et activer des usines pour la génération de tel pouvoir ou énergie, acquérir par achat, bail ou autrement la force électrique ou autre d'aucune nature pour l'éclairage, le chauffage, la force propulsive, ou pour un autre objet, et la vendre, la louer, ou autrement en disposer, comme aussi de l'énergie ou force produite ou développée par la compagnie;

Construire, acquérir, posséder, entretenir des poteaux, lignes et fils de transmission pour la distribution de la force motrice, et pour les fins générales de l'industrie de la compagnie, pourvu cependant que toutes les ventes, la distribution, et la transmission de l'énergie électrique, hydraulique ou autre en dehors des terrains de la compagnie soient assujetties aux règlements locaux et municipaux y relatifs, et que ces privilèges ne soient exercés que dans les districts de Québec, Chicoutimi et Saguenay;

Acquérir la totalité ou aucune partie de l'achalandage, des droits, de la propriété et de l'actif, y compris aucune option, concession ou autre chose semblable d'aucune personne, société, association ou corporation, et les payer totalement ou partiellement en numéraire ou en obligations, ou en paiement intégral ou partiel de ces acquisitions distribuer et émettre, comme pleinement acquittées et non-sujettes à appel, des parts du capital-action de la compagnie, souscrites ou non;

Vendre ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de la propriété, de l'actif, des droits, entreprises ou de l'achalandage de la compagnie, et accepter en paiement total ou partiel du numéraire, des obligations, des parts ou d'autres valeurs d'aucune corporation ou compagnie;

Solliciter, acheter, ou autrement acquérir des brevets, licences, concessions, et autres privilèges semblables conférant aucun droit limité, exclusif ou non-exclusif, ou aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention ou procédé, et faire valoir, vendre, louer, ou autrement négocier ces brevets, licences ou concessions;

Acquérir et détenir, vendre ou autrement disposer du capital, des parts, des valeurs ou des

to employ, operate, let charter or demise the same;

To construct, purchase, lease or otherwise acquire basins, docks, jetties, piers, wharves, warehouses, elevators, or other buildings or works capable of being used in connection with the business of the company;

To construct and operate for the purposes of the company's business tramways and sidings on lands owned or controlled by the company;

To purchase, lease or otherwise acquire, to build, construct, maintain and operate lumber and saw mills, and to engage in the business of manufacturing and preparing for market and dealing in timber, lumber, and wood of all kinds and descriptions, and in articles of all kinds in the manufacture of which lumber or wood is used;

To purchase, lease or otherwise acquire, and build, construct, maintain and operate pulp and paper mills and carry on generally the business of manufacturers, importers, exporters and dealers in pulp, paper, paper substitutes of all kinds and descriptions, and of the raw materials and substances of every kind, pulps, preparations, mixtures, chemicals, solvents, and combinations used or capable of being used in connection with such and like business;

To acquire by purchase, lease or otherwise, and to utilize and develop water-powers and other powers for the production of electricity, pneumatic, hydraulic, and other powers or force, and to construct and operate works for the production of such power or energy, to acquire by purchase, lease or otherwise electric or other power of any kind for lighting, heating, motive or other purpose, and to sell, lease or otherwise dispose of the same, as well as of power and force produced or developed by the company;

To construct, acquire, own and maintain poles, pole lines, and transmission lines for the distribution of power, and for the general purposes of the company's business, provided however that all sales, distribution, and transmission of electric, hydraulic or other power or force beyond the lands of the company shall be subject to local and municipal regulations in that behalf, and that these powers shall be made use of only in the districts of Quebec, Chicoutimi and Saguenay;

To acquire all or any part of the goodwill, rights, property and assets including any option, concession or the like of any individual, firm, association or corporation, and to pay for the same wholly or in part in cash or in bonds, or in payment or part payment thereof to allot and issue as fully paid up and non-assessable shares of the capital-stock of the company whether subscribed for or not;

To sell or otherwise dispose of the whole or any part of the property, assets, rights, undertaking or goodwill of the company, and to accept payment for the same wholly or in part in cash, bonds, stocks or other securities in any corporation or company;

To apply for, purchase, or otherwise acquire any patents, licenses, concessions, and the like conferring an exclusive or co-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention or process, and to turn to account, sell, lease or otherwise deal in such patents, licenses or concessions;

To acquire and hold and to sell or otherwise dispose of the stock, shares, bonds, securities or

entreprises d'aucune autre corporation dont l'un de ces objets est l'exercice d'aucun des pouvoirs de la compagnie, et transférer ses entreprises ou son actif ou s'associer avec aucune telle compagnie;

Conclure aucun arrangement pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la coopération, le risque mutuel, les concessions réciproques, ou autres, avec aucune personne, association ou compagnie exerçant ou se proposant d'exercer aucune industrie que la présente corporation est autorisée à exercer, ou susceptible d'être exercée de manière à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Acquérir par achat ou autrement, détenir, vendre, exercer et négocier les affaires, l'actif, et l'achalandage d'aucune compagnie ou corporation exerçant un commerce totalement ou partiellement semblable à celui de la présente compagnie;

Emprunter, prélever ou assurer le paiement d'argent de la manière que la corporation jugera convenable, et particulièrement par émission de débetures, actions-obligations, bons perpétuels ou autres, affectant la totalité ou aucune partie de la propriété foncière de la compagnie, et acheter, racheter ou éteindre ces valeurs;

Prêter des deniers aux personnes, associations et compagnies qui ont ou se proposent d'avoir des relations avec la présente corporation, et garantir l'exécution de contrats par aucune telle personne, association ou compagnie;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, payer et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats, débetures et d'autres instruments négociables et transférables;

Obtenir du Parlement aucune ordonnance provisoire ou aucun acte permettant à la compagnie de donner suite à ses fins, ou d'effectuer aucun changement à sa constitution, ou pour aucun autre objet jugé utile, et combattre aucunes procédures ou demandes qui peuvent, directement ou indirectement, préjudicier aux intérêts de la compagnie;

Faire toutes les choses précitées, ou aucune d'icelles, comme principaux, agents, entrepreneurs, fiduciaires ou autrement, et soit seuls soit conjointement avec d'autres;

Faire toutes telles autres choses qui se rattachent ou tendent à la réalisation des objets précités;

Les pouvoirs mentionnées dans aucun des susdits paragraphes ne seront aucunement limités ou restreints par référence aux termes d'aucun autre paragraphe ou déduction d'iceux, sous le nom de "Stoneham Woodlands Corporation", avec un fonds social de vingt-cinq mille piastres (\$25,000.00), divisé en deux cent cinquante (250) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour d'octobre 1917.

Le sous-secrétaire de la province,
4909—45-2 C.-J. SIMARD.

undertakings of any other company having for one of its objects the exercise of any of the powers of the company, and to transfer its undertakings or assets to or to associate with any such company;

To enter into any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions, or otherwise with any person, association or company carrying on or intending to carry on any business which this company is authorized to carry on, or is capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company;

To acquire by purchase or otherwise, hold, sell, carry on and deal in the business, assets, and goodwill of any company or corporation carrying on a business similar in whole or in part to that of this company;

To borrow or raise or secure the payment of money in such manner as the company shall think fit, and in particular by the issue of debentures, debenture stock, stock notes, perpetual or otherwise, charged upon all or any of the company's real property, and to purchase, redeem, or pay off any such securities;

To lend money to persons, associations and companies having dealings, or intending to have dealings with the company, and to guarantee the performance of contracts by any such person, association, or company;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants, debentures or any other transferable or negotiable instruments;

To obtain any provisional order or Act of Parliament for enabling the company to carry any of its objects into effect, or for effecting any modification of the company's constitution, or for any other purpose which may seem expedient, and to oppose any proceedings or applications which may seem calculated directly or indirectly to prejudice the company's interests;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, trustees or otherwise and by or through trustees, agents or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

The powers mentioned in each of the above paragraphs to be in no wise limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph, under the name of "Stoneham Woodlands Corporation", with a capital stock of twenty-five thousand dollars (\$25,000.00) divided into two hundred and fifty (250) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be at the city of Quebec, in the district of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty-fifth day of October, 1917.

C.-J. SIMARD,
4910—45-2 Assistant Provincial Secretary.

Demandes à la Législature

CITÉ DE MONTRÉAL

Avis public est par les présentes donné que la cité de Montréal s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour

Applications to the Legislature

CITY OF MONTREAL

Public notice is hereby given that the city of Montreal will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for

obtenir certains amendements à sa charte, la loi 62, Vic., chap. 58, et aux différentes lois qui l'amendent et à certaines lois spéciales ci-après mentionnées sur les matières suivantes:

1. Relativement aux finances, aux emprunts, aux contributions foncières et aux taxes en général et au sujet de la préparation et de l'adoption du budget;

2. Pour changer le mode de vente d'immeubles par le shérif pour non-paiement de taxes de façon à réduire les frais occasionnés par telles ventes;

3. Pour donner le droit à la cité ou à une commission d'ingénieurs de contrôler et régler l'érection de poteaux dans les rues de la cité par différentes compagnies et pour amender, à ce sujet, les lois constituant en corporation les compagnies Montreal Light Heat & Power, Montreal Public Service Corporation, Montreal Tramways et leurs compagnies subsidiaires;

4. Pour changer le mode de gouvernement et d'administration de la cité;

5. Pour autoriser la cité à convertir en ruelle ou rue publique une rue ou ruelle privée sans payer d'indemnité au propriétaire;

6. Pour imposer certaines taxes additionnelles sur les compagnies d'assurance contre les incendies;

7. Pour permettre à la cité d'accorder des réductions aux propriétaires qui sont tenus de payer le coût de certains égouts;

8. Pour obliger la commission scolaire de Montréal à payer le coût de l'inspection médicale des écoles;

9. Pour exempter la cité de Montréal du paiement des taxes imposées par le gouvernement provincial sur les camions-automobiles qui servent à l'exécution de travaux municipaux dans les rues de la cité;

10. Pour que la cité reçoive une quote-part des licences imposées sur les automobiles;

11. Pour obliger les compagnies d'assurance contre l'incendie à faire rapport du chiffre des pertes dans la cité de Montréal;

12. Pour relever la cité de certaines obligations qui lui sont imposées par la loi 1 Geo. V, chap. 48, sec. 1;

13. Pour modifier la méthode relative à la préparation des rôles de taxes;

14. Pour décréter l'imposition d'une taxe spéciale pour payer le coût des pavages permanents qui ont été faits et ceux qui seront faits à l'avenir;

15. Pour imposer une taxe spéciale sur les personnes qui font métier de laver les fenêtres et les vitrines d'étalage;

16. Pour régler la manière de jeter la neige des couvertures, l'hiver, dans les rues ou ruelles publiques ou dans les rues ou ruelles privées, et pour déterminer de quelle façon cette neige sera enlevée et par qui le coût de cet enlèvement sera payé;

17. Pour ordonner l'érection de clôtures sur certains terrains vagues afin d'empêcher la neige de s'amasser sur les chemins publics;

18. Pour imposer une taxe sur les débardeurs étrangers qui viennent travailler dans le port de Montréal;

19. Pour permettre à un grevé de biens fonds d'être inscrit sur la liste des électeurs municipaux;

20. Pour permettre à la cité de payer, en cas d'expropriation d'immeubles, la valeur portée au rôle d'évaluation plus 20%;

21. Pour permettre à la cité de faire le commerce de charbon, d'acheter des sablières, des car-

ertain amendments to its charter, the Act 62 Victoria, chapter, 58, and to the various acts amending the same, as well as to certain special acts hereinafter mentioned on the following matters:

1. In connection with finances, loans, assessments and taxes generally and with regard to the preparation and adoption of the budget;

2. To change the method hitherto followed as regards the sales of immovables by the sheriff for non payment of taxes, so as to reduce the costs which such sales entail;

3. To empower the city or a board of engineers to control and regulate the erection of poles in the streets of the city by different companies, and to amend, in this connection, the acts incorporating the Montreal Light, Heat & Power Co., the Montreal Public Service Corporation, the Montreal Tramways Co. and their subsidiary companies;

4. To change the mode of government and administration of the city;

5. To authorize the city to convert any private street or lane into a public street or lane without paying any compensation to the proprietor;

6. To impose certain additional taxes on fire insurance companies;

7. To authorize the city to grant reductions to the proprietors who are held to pay the cost of certain sewers;

8. To compel the Montreal school board to pay the cost of the medical inspection of schools;

9. To exempt the city of Montreal from paying the taxes imposed by the provincial government on the motor-trucks used for the carrying out of municipal works in the streets of the city;

10. To enact that the city shall be entitled to a certain proportion of the license fees imposed on automobiles;

11. To compel fire insurance companies to report on the amount of losses in the city of Montreal;

12. To release the city from certain obligations which were imposed upon it, by the act 1 Geo. 5, chap. 48, sec. 1;

13. To change the method of preparing the tax-rolls;

14. To provide for the imposition of a special tax to pay the permanent pavings already laid or which may hereafter be laid;

15. To impose a special tax on the persons who undertake the work of washing windows and show-cases;

16. To regulate the manner of throwing into the public streets or lanes or into the private streets or lanes the snow on the roofs, in winter, and to determine how the same shall be removed and by whom the cost of the removal thereof shall be paid;

17. To order the erection of fences on certain vacant lands in order to prevent the snow from accumulating on highways;

18. To impose a tax on outside longshoremen who come and work in the Montreal harbour;

19. To allow an heir of entail to have his name entered on the municipal voters' list;

20. To authorize the city to pay, in the case of expropriation of immovables, the assessed value, plus 20%;

21. To authorize the city to deal in coal, to purchase sand-pits and quarries, to erect

rières, de construire et d'exploiter des glaciers et faire le commerce de glace généralement;

22. Pour modifier la section F de l'article 364 de la charte, version anglaise, en remplaçant les mots "servants registry office" par les mots "Employment Bureau";

23. Pour permettre au greffier de la cité de réunir plusieurs arrondissements de votation en un seul, et de fixer le nombre de voteurs par poll;

24. Pour autoriser la cité à acquérir une partie de construction rue Sherbrooke, construite dans la ligne de construction, et à répartir le coût sur les propriétaires de la rue Sherbrooke;

25. Pour annuler les lois ou contrats qui fixent à \$100 l'arpent, l'évaluation de certains terrains;

26. Pour que la pension des ex-recorders soit payée par le gouvernement provincial à même sa quote-part des revenus de la cour du recorder;

27. Pour modifier les Statuts refondus de la province relativement au paiement du coût de l'entretien des malades, aliénés et des jeunes délinquants;

28. Pour étendre le délai fixé par la loi pour le paiement des taxes d'égouts;

29. Pour empêcher les municipalités voisines de Montréal d'imposer des taxes onéreuses aux citoyens de Montréal qui vont faire affaires dans ces municipalités;

30. Pour permettre que la contribution foncière soit payée par versements;

31. Pour obliger les propriétaires d'automobiles de louage à munir ces automobiles de taximètres;

32. Pour obliger les propriétaires d'immeubles à installer des valves automatiques aux tuyaux d'égouts pour empêcher les inondations;

33. Pour obliger les personnes qui subdivisent des terrains en lots à bâtir à tracer les rues suivant les plans de la cité et à faire tous les travaux municipaux à leurs frais, d'après les indications des ingénieurs de la cité;

34. Pour annuler l'arrangement intervenu entre la ci-devant ville du Sault-au-Récollet et la Back River Power Company, relativement à la garantie des obligations de cette compagnie;

35. Pour donner un privilège à la cité pour les taxes imposées pour l'occupation du domaine public;

36. Pour autoriser la cité à préparer des rôles pour l'imposition de taxes autorisées par la ci-devant ville de Cartierville et par la ci-devant ville du Sault-au-Récollet;

37. Pour donner juridiction à la cour du recorder lorsqu'il s'agit de recouvrer les sommes que la ville paie pour l'entretien d'aliénés, malades, jeunes délinquants;

38. Pour établir une assurance municipale mutuelle contre les incendies;

39. Pour que le gouvernement de la province rembourse à la cité de Montréal une partie des taxes que ledit gouvernement perçoit comme licences pour la vente des liqueurs spiritueuses;

40. Pour que le gouvernement de la province remette à la cité la totalité de la taxe imposée sur les personnes qui fréquentent les théâtres ou autres endroits d'amusements, et pour que cette taxe soit employée pour des fins de charité exclusivement;

41. Pour imposer des taxes additionnelles sur les compagnies d'utilité publique qui ont des franchises dans la cité de Montréal;

42. Pour changer la date des élections géné-

and operate ice-houses and trade in ice generally;

22. To amend section F of art. 364 of the charter, English version, by substituting the words "Servants' Registry office" for the words "Employment Bureau";

23. To allow the city clerk to merge several electoral districts into one, and to fix the number of voters per poll;

24. To authorize the city to acquire a part of a building on Sherbrooke street, erected within the building line, and to apportion the cost thereof on the proprietors on Sherbrooke street;

25. To annul the laws or contracts fixing at \$100 per arpent, the valuation of certain lands;

26. To enact that the ex-recorders' pension shall be paid by the provincial government out of its share of the revenue derived from the Recorder's Court;

27. To amend the Revised Statutes of the Province as regards the payment of the cost of the maintenance of patients, insane and young offenders;

28. To extend the delay fixed by the law for the payment of sewer taxes;

29. To prevent the municipalities adjoining the city of Montreal from imposing onerous taxes on the citizens of Montreal who go and carry on business in these municipalities;

30. To enact that assessments may be paid by instalments;

31. To compel owners of automobiles for hire to provide the same with taximeters;

32. To compel owners of immovables to place automatic valves at sewer in order to prevent floodings;

33. To compel the persons who subdivide lands into building lots to lay out the streets according to the plans of the city and to perform all municipal works at their own expense, in accordance with the directions given by the city engineers;

34. To annul the agreement entered into between the former town of Sault-au-Récollet and the Back River Power Co., as regards the guarantee of the bonds of said company;

35. To give the city a privilege for the taxes imposed for occupation of the public domain;

36. To authorize the City to prepare rolls for the levying of the taxes authorized by the former town of Cartierville and the former town of Sault-au-Récollet;

37. To give jurisdiction to the Recorder's Court in cases where legal proceedings have to be taken for the recovery of the sums paid by the city for the maintenance of insane, patients, young offenders, etc.;

38. To empower the city to establish a mutual municipal fire insurance;

39. To enact that the Provincial government shall refund to the city of Montreal a portion of the taxes collected by the said government as licenses for the sale of spirituous liquors;

40. To enact that the provincial government shall hand over to the city the whole of the proceeds of the tax imposed on persons frequenting theatres or other places of amusement, and that the same shall be exclusively used for charitable purposes;

41. To impose additional taxes on public utility companies having franchises in the city of Montreal;

42. To change the date of general municipal

rales municipales, et pour rendre le vote obligatoire, relativement aux élections en général;

43. Pour accorder certains pouvoirs au chef du département des incendies, relativement à la protection contre les incendies;

44. Pour réglementer les travaux de cours d'eau et de fossés situés en tout ou en partie dans la cité;

45. Pour étendre les pouvoirs du bureau d'hygiène au sujet de la saisie et de la destruction des aliments malsains;

46. Pour acheter des livres pour la bibliothèque municipale sans demander de soumissions;

47. Ratification des actes suivants :—(a) Cession à la cité de Montréal de l'avenue Harvard par la City Realty Investing Co. Ltd; The Westlea Realty Co. Ltd; Joseph Ferver et Dame Mathilde Gougeon, épouse de Aldéric Beaulieu, *es-qualité*; (b) Cession à la cité de Montréal de la rue Désautels par les curé et marguilliers de l'Euvre de la paroisse de Saint-François-d'Assise, de la Longue-Pointe; (c) Cession à la cité de Montréal d'une partie de l'avenue Oxford par The Westlea Realty Co. Ltd; The City Realty Investing Co. of Montreal, Ltd;

48. Pour imputer sur le fonds d'emprunt, comme partie du coût des travaux, les dommages qui peuvent être causés au cours de l'exécution de travaux permanents;

49. Pour modifier la sous-section 6 de l'article 300 de la loi 62 Vic. chap. 58 et ses amendements;

50. Au sujet de la signification au débiteur requise par l'article 389 de la charte de la cité;

51. Pour fermer les boutiques de barbiers certains jours de fête.

52.—Pour imposer une taxe sur les affiches, placards, enseignes et sur tout genre de publicité à l'extérieur de bâtiments, sur des clôtures ou sur des planches.

Par ordre,

Le greffier de la cité,

L.-O. DAVID.

Bureau du greffier de la cité,

Hôtel de Ville.

Montréal, 10 novembre 1917. 5009—46—4

Province de Québec,
Ville de Longueuil.

Avis public est par le présent donné que la ville de Longueuil s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi amendant sa charte (7 Edouard VII et amendements), aux fins de réduire à six qui seront élus par toute la ville le nombre des échevins de cette ville; de donner le pouvoir aux estimateurs d'entendre les plaintes qui seront faites contre le rôle d'évaluation et de reviser ledit rôle qui sera, sur rapport desdits estimateurs, finalement homologué par le conseil; de pouvoir exiger un intérêt de 6% sur tous les arrérages de taxes de quelque nature qu'elles soient qui seront dues à cette ville; de rendre tous les biens de la ville sujets au paiement de la taxe de l'eau, conformément aux règlements de cette ville; de ratifier le règlement No 284 passé par le conseil de cette ville, le 3 juillet 1917 et intitulé : "Règlement pour annexer à la ville de Longueuil les lots de subdivision Nos 1 à 148, inclusivement, du lot No originaire 36 et la moitié sud-ouest du lot No 35, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Antoine-de-Longueuil ainsi que la lisière de terrain faisant partie du lot No 313 du cadastre de ladite paroisse de Longueuil, qui se trouve sur le territoire formé des lots ci-dessus désignés et appartenant à la compagnie

elections, and to make voting compulsory, and to adopt other provisions in connection with elections generally;

43. To grant certain powers to the chief of the fire department in connection with fire protection;

44. To regulate the works in connection with water-courses and ditches situated in whole or in part in the city;

45. To extend the powers of the board of health as regards the seizure and destruction in wholesome food-stuffs;

46. To purchase books for the civic library without calling for tenders;

47. Ratification of the following deeds :—(a) Cession to the city of Montreal of Harvard avenue by the city Realty Investing Co. Ltd; The Westlea Realty Company Ltd; Joseph Ferver and Dame Mathilde Gougeon, wife of Aldéric Beaulieu, *es-qualité*; (b) Cession to the city of Montreal of Désautels street by the parish priest and church wardens of St. François-d'Assise de la Longue-Pointe; (c) Cession to the city of Montreal of a part of Oxford avenue by the Westlea Realty Company, Ltd; The City Realty Investing Co. of Montreal Ltd;

48. To charge against the loan fund, as a part of the cost of the works, the damages which may be caused while any permanent works are being performed;

49. To amend sub-section 6 of Art. 300 of the Act 62, Vict. chap. 58. and its amendments.

50. In connection with the notice to be served upon the debtor, in virtue of art. 389 of the city charter;

51. To close barber shops on certain holidays;

52. To impose a tax on posters, bills, signs and on any kind of advertisements on the outside of buildings, on fences or on boards.

By order,

L.-O. DAVID,

City clerk.

City Clerk's Office,

City Hall.

Montreal, 10th November, 1917. 5010—46—4

Province of Quebec,
Town of Longueuil.

Public notice is hereby given that the town of Longueuil will apply at the next session of the Legislature of the Province of Quebec with a view to have a law enacted amending its charter (7 Edward VII and amendments), for the purposes of decreasing the board of aldermen to the number of six which shall be elected at large; to give the valuers the power to deal with the complaints made against the valuation roll and to revise the said roll which shall be, upon the report of the valuers, finally homologated by the council; to give the power of exacting an interest of six per cent upon all the arrears for taxes of whatever nature they might be due to the town; to render all the properties of the town subject to the payment of the water tax, in conformity with the by-laws of the town; to ratify the by-law No 284 which was adopted or passed by the council of said town, on the 3rd of July, 1917, said by-law being entitled; "By-law to annex to the town of Longueuil the subdivision lots No 1 to No 148, inclusively, of the original lot No. 36 and the half of the south-west lot No. 35, according to the plan and book of reference of the parish of Saint-Antoine-de-Longueuil, as well as the strip of land forming part of lot cadastral No. 313 of the said parish of

de chemin de fer Québec, Montréal and Southern Railway, ainsi que celle occupée par le chemin public qui se trouve sur le même territoire, et pour accorder une exemption de taxes à la compagnie "Armstrong Whitworth of Canada, Limited" et d'obtenir des pouvoirs plus étendus sur l'administration de la ville, et pour d'autres fins.

Les procureurs de la ville de Longueuil,
LAMARRE & MONET,
Longueuil, 7 novembre 1917. 5011-46-4

Avis est donné par les présentes qu'une demande sera faite à la prochaine session de la législature de Québec, pour ratifier le règlement No 32 de la municipalité Sainte-Marie-Madeleine-du-Cap-de-la-Madeleine, dans le comté de Champlain, accordant une exemption de taxes à la compagnie Canada Steamship Lines, Limited, et aussi, pour confirmer et ratifier un règlement passé par les commissaires d'écoles pour la municipalité Sainte-Marie-Madeleine-du-Cap-de-la-Madeleine, dans le comté de Champlain, accordant une commutation de taxes scolaires à ladite compagnie Canada Steamship Lines, Limited.

Daté à Trois-Rivières, ce 31ième jour d'octobre, 1917.

Le secrétaire de la compagnie Canada
Steamship Lines, Limited,
5017-46-4 F-PERCY SMITH.

Avis public est par le présent donné que la commission des écoles protestantes de la cité de Montréal demandera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, qu'une loi soit adoptée pour les fins suivantes :

a. Autoriser l'émission de débentures jusqu'au montant de neuf cent mille piastres (\$900,000) par dénominations, sans fonds d'amortissement pour échoir par divers montants chaque année, à partir du 1er janvier 1923 jusqu'au 1er janvier 1948, ces deux dates, inclusivement, à un taux d'intérêt n'excédant pas six pour cent (6%) par année;

b. Pourvoir à l'augmentation de quatre à cinq mille par cent piastres de valeur imposable du taux des rôles de cotisation des protestants et des neutres qui fréquentent les écoles communes de la cité de Montréal; le taux de la taxe spéciale d'un dixième d'un sou pour intérêt et charges sur fonds d'amortissement devant toutefois rester invariable, ce qui portera à six mille au lieu de cinq mille par \$100.00 d'évaluation le taux maximum de la taxe scolaire urbaine, qui sera prélevée sur les rôles des protestants et des neutres, du 1er mai 1918.

Les avocats des requérants,
GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,
LANGUEDOC & PARKINS,
Montréal 9 novembre 1917. 5021-46-4

Avis est par les présentes donné que la corporation archiepiscopale catholique romaine de Montréal s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir des pouvoirs additionnels relativement à l'administration des œuvres suivantes : l'œuvre de la propagation de la foi, l'œuvre de la Sainte-Enfance, l'œuvre des séminaristes pauvres, l'œuvre de l'Union-Saint-Jean pour les prêtres malades ou en retraite, l'œuvre du denier de Saint-Pierre, et, notamment, faire déclarer que les dons et legs faits auxdites œuvres seront payables à la corporation archiepiscopale catholique

Longueuil, which lies upon the territory composed of the lots above designated and belonging to the Quebec, Montreal and Southern Railway, as well as that strip of land now occupied by the public road being upon the same territory, and also with a view to have an exemption of taxes granted to the "Armstrong Whitworth of Canada, Limited" and in order also to obtain wider powers for the proper administration of the said town, and other purposes.

LAMARRE & MONET,
Attorneys of the town of Longueuil,
Longueuil, 7th November, 1917. 5012-46-4

Notice is hereby given that application will be made at the next session of the Quebec Legislature for the passing of an Act ratifying the by-law No 32 of the municipality of Sainte-Marie-Madeleine-du-Cap-de-la-Madeleine, in the county of Champlain, granting an exemption from taxes to the Canada Steamship Lines Company, Limited, and also ratifying and confirming a by-law passed by the school commissioners for the municipality of Sainte-Marie-Madeleine-du-Cap-de-la-Madeleine, in the county of Champlain, granting a commutation of school taxes to the said Canada Steamship Lines Company, Limited.

Dated at Three Rivers, this 31st day of October, 1917.

F-PERCY SMITH,
Secretary of Canada Steamship Lines
Company, Limited.
5018-46-4

Public notice is hereby given that the Protestant Board of School Commissioners of the city of Montreal will, at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, make application for the passing of an Act for the following purposes :

a. To authorize the issue of bonds to the extent of nine hundred thousand dollars (\$900,000); such bonds to be issued in serial form, without any sinking fund, to mature in various amounts annually from January 1st 1923 to January 1st, 1948, both dates, inclusive, at a rate of interest not to exceed six per cent (6%) per annum;

b. To provide for an increase in the rate of the Protestant and Neutral Panels of the ordinary Montreal city school tax from four to five mills per hundred dollars of the assessed valuation; the rate, however, of the special tax of one mill for interest and sinking fund charges to remain unchanged, thus making the total rate of the city school tax to be levied upon the Protestant and Neutral Panels from May 1st 1918, six mills instead of five mills per \$100.00 of the assessed valuation.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,
LANGUEDOC & PARKINS,
Solicitors for applicants.
Montreal, 9th November 1917. 5022-46-4

Notice is hereby given that the Roman Catholic Archiepiscopal Corporation of Montreal will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the next session thereof, for obtaining additional powers respecting the administration of the following works : the propagation of Faith, *Sainte Enfance*, poor seminary, *L'Union-Saint-Jean* for sick or retired priests, Saint Peter's Pence, and especially to have it declared that the donations and legacies made for said works shall be payable to the Roman Catholic Archiepiscopal Corporation of Montreal, to be, by said corporation, used for the

romaine de Montréal, pour être, par elle, employés au profit de l'œuvre ou des œuvres pour laquelle ou lesquelles ces dons et legs auront été faits.

Le procureur de la requérante,

ANTONIO PERRAULT.

Montréal, 12 novembre 1917. 5033-46-4

Avis est par les présentes donné que la Commission des écoles catholiques de Montréal s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour faire amender, au point de vue emprunts et taxes, la loi 7 Geo. V, ch. 28, et autres lois régissant cette corporation, et pour autres fins.

Le secrétaire-trésorier de la Commission des écoles catholiques de Montréal.

AYMÉ LAFONTAINE.

Montréal, 7 novembre 1917. 5043-46-4

Avis est par le présent donné que la "National Trust Company, Limited", s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi amendant 63 Viet. chap. 78 des statuts de la province de Québec, qui est la loi l'autorisant à faire affaires dans ladite province, à fin de lui donner le pouvoir d'agir en certaines qualités en sus de celles mentionnées dans ledit acte, y compris celles de curateur, séquestre, tuteur, gardien et conseil judiciaire, et de charger des honoraires convenables lorsqu'elle agira en ces qualités et en d'autres, et de prêter et emprunter des argents sur certaines valeurs et garanties, et pour d'autres objets.

Les procureurs de la requérante,

FOSTER, MARTIN, MANN, MACKINNON,
HACKETT & MULVENA.
5051-46-4

Avis est par les présentes donné que les contribuables de la paroisse de Notre-Dame-des-Neiges, partie dans le comté de Saint-Maurice et partie dans le comté de Maskinongé, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander la passation d'une loi aux fins suivantes:

a. Erigeant en municipalité de paroisse, sous le nom de municipalité de Charette, tout le territoire qui constitue actuellement la paroisse canonique et la paroisse civile de Notre-Dame-des-Neiges.

b. Ratifiant les règlements, procès-verbaux, ordres, listes, rôles ou actes municipaux adoptés ou passés par leur commissions scolaire depuis son existence.

Les procureurs des requérants,

5055-46-4 LAJOIE & LAJOIE.

Avis est par le présent donné que "The Lyman Real Estate Corporation, Limited" demandera une loi à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour les fins suivantes:

(a) Confirmer sa charte et ses lettres patentes;

(b) Lui permettre de faire le commerce général d'immeubles et d'exercer tous les pouvoirs qu'elle a déjà obtenus par ses lettres patentes;

(c) Obtenir la confirmation de l'organisation de la compagnie, y incluant l'émission de ses parts dans son fonds social et l'acquisition de certaines propriétés de la succession de Dame Mary Corse, veuve de feu Henry Lyman, par un acte de vente passé devant R.-H. Clerk, N.P., le 29ième jour du mois de Septembre 1915;

benefit of the work or works for which these donations or legacies shall have been made.

ANTONIO PERRAULT.

Attorney for applicant.

Montreal, 12th November, 1917. 5034-46-4

Notice is hereby given that the Catholic School Commission of Montreal will apply to the Quebec Legislature, at the next session thereof, for an Act to amend, from the view point of loans and taxes, the Act 7, Geo. V, ch. 28, and other acts governing this corporation, and for other purposes.

AYMÉ LAFONTAINE,

Secretary-treasurer of the Catholic School

Commission of Montreal.

Montreal, 7th November, 1917. 5044-46-4

Notice is hereby given that at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, the National Trust Company, Limited, will apply for an act to amend 63 Viet. chap. 78 of the Statutes of the Province of Quebec, being the act authorizing it to carry on business in the said Province, for the purpose of empowering it to act in certain capacities besides those mentioned in the said act, including those of curator, sequestrator, tutor, guardian and judicial adviser, and to charge proper remuneration for its services when acting in these and other capacities, and to lend and borrow money upon certain securities and guarantees, and for other purposes.

FOSTER, MARTIN, MANN, MACKINNON,
HACKETT & MULVENA,

5052-46-4

Attorneys for applicant.

Notice is by these presents given that the taxpayers of the parish of Notre-Dame-des-Neiges, situated partly in the county of Saint Maurice and partly in the county of Maskinongé, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to ask for the passation of a law for the following purposes:

a. Erecting into a parish municipality, under the name of municipality of Charette, all the territory that actually constitutes the canonical and civil parish of Notre-Dame-des-Neiges.

b. Ratifying the by-laws, proceedings, orders, lists, rolls or municipal acts adopted or passed by their school commission since its existence.

LAJOIE & LAJOIE,

4848-44-4

Attorneys for the petitioners.

Notice is hereby given that The Lyman Real Estate Corporation, Limited will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session thereof, for the passing of an act:

(a) To confirm the charter and letters patent of the said corporation;

(b) To permit and authorize the said corporation to carry on generally the business of a land company, and to exercise all the powers granted the said corporation by its letters patent;

(c) To confirm and ratify the organization of the company, including the issue of its stock and the acquisition of certain properties from the estate of the late Dame Mary Corse, widow of the late Henry Lyman, esq., in a deed or sale executed before R.-H. Clerk, N.P., on the twenty ninth day of September, 1915;

(d) Et pour toutes autres fins quelconques se rapportant aux présentes.

Daté à Montréal, le 14 novembre 1917.

The Lyman Real Estate Corporation Limited,
Par le secrétaire-Trésorier
5067—46-4 M.-S.-L. RICHEY.

(d) And for all other purposes relating to these presents.

Dated at Montreal, this fourteenth day of November, 1917.

The Lyman Real Estate Corporation, Limited,
Per M.-S.-L. RICHEY.
Secretary treasurer.

La Compagnie Hydraulique de Saint-François.

Saint Francis Water and Power Company.

Avis public est par les présentes donné que "La compagnie hydraulique de Saint-François" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour modifier la loi constituant en corporation la dite compagnie telle qu'éditée au chapitre 76, 2 Edouard VII, et au chapitre 84, 4 Edouard VII, et en particulier pour augmenter le capital-actions de la compagnie et en autoriser la redistribution, et pour augmenter les pouvoirs d'emprunt de la compagnie et le taux d'intérêt sur emprunts, par bons ou débetures, et pour déterminer et régler le paiement des actions déjà souscrites ou à être souscrites, et pour autoriser la compagnie à céder et transporter à une autre compagnie les franchises et les droits conférés par sa charte et le pouvoir de les exercer.

Public notice is hereby given that the Saint Francis Water and Power Company will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the next session thereof, for an Act to amend the charter of said company as enacted by the Act 2, Edward VII, chapter 76 and the Act 4 Edward VII, chapter 84, and in particular to increase the capital stock of the company and authorize the allotment thereof, to increase the company's borrowing powers and the rate of interest on the loans, by bonds or debentures, and to determine and fix the payment of the shares subscribed or to be subscribed, and to authorize the Company to transfer and convey to another Company the rights and franchises granted by its charter and the power to exercise them.

La compagnie hydraulique de Saint-François,
Par le secrétaire-trésorier,
ROBERT POISSON.
Thetford-Mines, 5 novembre 1917. 4959—46-4

Saint Francis Water and Power Company,
By ROBERT POISSON,
Secretary treasurer.
Thetford-Mines, 5th November, 1917.
4960—46-4

Province de Québec,
District de Joliette.

Province of Quebec,
District of Joliette.

Avis est par les présentes donné que la corporation de la ville de Joliette s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi amendant sa charte, la loi 27 Victoria, chapitre 23, et les lois qui l'amendent, dans le but d'obtenir des pouvoirs additionnels, et notamment pour les fins suivantes : changement du cens électoral, changement de la qualification foncière du maire et des échevins, changement de la limitation du pouvoir d'emprunt, et divers autres objets généralement en conformité de la "loi des cités et villes".

Notice is hereby given that the corporation of the town of Joliette will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the next session thereof, for an Act to amend its charter, the Act 27 Victoria, chapter 23 and amendments thereto, granting it additional powers and especially for the following purposes : to change the qualifications of voters, to change the property qualification of the mayor and aldermen, to change the limit of the borrowing power, and divers other objects in conformity with the cities and towns Act.

Les procureurs de la corporation de
la ville de Joliette,
SYLVESTRE & GRENIER
Joliette, 6 novembre 1917. 4955—45-4

SYLVESTRE & GRENIER,
Attorneys for the corporation of the
town of Joliette.
Joliette, 6th November, 1917. 4956—45-4

Avis est par les présentes donné, que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour amender la "Loi 1 Edouard VII, chapitre 94 de la province de Québec, intitulée : "Loi concernant la succession de feu John Pratt", et les lois amendant cette loi, de façon que les exécuteurs et administrateurs de la succession en question soient autorisés à payer annuellement à chacun des enfants et petits enfants dudit John Pratt, et dans le cas de décès d'aucun desdits petits enfants, à ses enfants, en outre de ce qu'ils sont déjà autorisés à leur payer, tous les revenus nets de ladite succession par part proportionnelle à la somme que chacun d'eux reçoit déjà de la succession, moins 25% desdits revenus nets que lesdits exécuteurs garderont pour la bonne administration de la succession.

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at the next session thereof, to amend the act 1, Edward VII, chapter 94 of the Province of Quebec, intitled "An Act respecting the estate of the late John Pratt" and the amendments thereto, so as to authorize the executors and administrators of said estate to pay annually to each of the children and grand children of said John Pratt, and in the case of death of any of said grand-children, to his children, in addition to the amount they are already authorized to pay them, all the net revenues of said estate proportionately to the amount paid to each of them out of the estate, less 25% of said net revenues which the said executors keep for the proper management of the estate.

Les procureurs,
DESCARRIES & DESCARRIES.
Montréal, 7 novembre 1917. 4989—45-4

DESCARRIES & DESCARRIES,
Attorneys.
Montreal, 7th November, 1917. 4990—45-4

Avis public est par le présent donné que la corporation de la ville de Saint-Laurent, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour amender sa charte en dérogeant à la loi 3 Edouard VII, chapitre 38, et ses amendements régissant les cités et villes, sur les matières suivantes: déclaration sur saisie-arrêt après jugement, quorum du conseil, affaires prises en considération aux séances spéciales, ajournement des séances et ajournement par deux membres du conseil, prescription de l'action en cassation des règlements, imposition de certaines taxes sur propriétés non autrement imposables, placement de fonds d'amortissement, pouvoir de faire des emprunts temporaires au moyen de billets, demande de ratification de certains règlements, contrats ou résolutions passés par le conseil ou soumis aux contribuables; fixation de la date des élections municipales, acquisition par voie d'expropriation ou à l'amiable de la manufacture "Sabourin".

Pour faire amender et abroger des règlements pour restreindre, supprimer ou permettre la mendicité, raffles, tag-days, bazars, tombolas, les jeux d'adresse ou de hasard, les salles publiques de vues animées, de billards, théâtres, etc., les enseignes, annonces commerciales, auvents, poteaux, abreuvoirs, râteliers.

Pour établir, construire, défendre la construction des conduits électriques, sous-voies, et conduits pour d'autres fins et pour pratiquer les ouvertures, trous d'hommes dans les rues et sous les trottoirs.

Pour faire amender et abroger les règlements pour faire répartir le coût des travaux faits et à faire sur les propriétaires possédant des immeubles le long de toutes rues, ruelles, places publiques ou partie d'icelles dans lesquels le conseil jugera bon de faire des améliorations, ou sur les propriétaires d'un certain circuit en bénéficiant, concernant les sujets suivants: aqueduc, égouts, éclairage, pavages, trottoirs, enlèvement de la neige, arrosage des rues, stations de polices et de feux, et toutes dépenses relatives à ces départements; rues, places publiques, parcs, terrains de jeux, tuyaux à gaz, alignement et niveaux des rues et places publiques, dommages résultant d'expropriation, déterminés à dire d'expert, raccordement des fils électriques, drains, conduite d'eau, de gaz et de tous autres services d'utilité publique, nettoyage des rues, arbres d'ornementation et entretien des gazons, embellissement et alignement des rues, quant aux constructions; expropriations ou achats de gré à gré de toutes bâtisses projetant au-delà de la ligne de toutes rues ou places publiques, système d'éclairage ou d'aqueduc, borne-fontaines, abreuvoirs, etc.

Les avocats de la corporation de la
ville Saint-Laurent,

DEGUIRE & NANTEL.

4961—45-4 Montréal, 5 novembre 1917.

Avis est par le présent donné que la société de secours mutuel ayant nom "Union Saint-Joseph et Saint-Michel", corps politique et incorporé, ayant son siège social dans la cité de Sorel, demandera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi amendant sa charte et l'autorisant à imposer une contribution spéciale, à augmenter certaines de ses contributions mensuelles, et enfin à venir en aide à certains de ses membres, au moyen d'avances en argent, remises ou de subventions.

Le secrétaire-archiviste,

J.-ED. CHAMPOUX.

Sorel, 6 novembre 1917.

4957—45-4

Public notice is hereby given that the corporation of the town of Saint-Laurent will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the next session thereof, to amend its charter by derogating from the Act 3 Edward VII, chapter 38, and amendments thereto governing the cities and towns, on the following matters: declaration on garnishment after judgment, quorum of the council, matters to be taken under consideration at special meetings, adjournment of the meetings and adjournment by two members of the council, prescription of the action to annul by-laws, imposition of certain taxes on property not otherwise assessed, investment of sinking fund, power to make temporary loans by means of notes, application for ratification of certain by-laws, contracts or resolutions passed by the council or submitted to the ratepayers; the fixing of the date of municipal elections, the acquisition by expropriation or mutual consent of the "Sabourin" factory.

To make, amend and repeal by-laws to restrict, abolish or permit begging, raffles, tag-days, bazars, tombolas, games of skill or of chance, public moving pictures halls, billiards rooms, theatres, etc., signs and commercial advertisements, awnings, poles, drinking fountains, racks.

To establish, construct, prohibit the construction of electric conduits, subways and conduits for other purposes and to place openings, manholes in the streets and under the sidewalks.

To make amend and repeal by-laws to apportion the costs of work done and to be done on the proprietors of the immovables fronting on any streets, lanes, squares or parts thereof in which the council may deem fit to make improvements, or on the proprietors of a certain circuit benefiting thereby, respecting the following matters: waterworks, sewers, lighting, paving, sidewalks, removal of snow, watering of streets, police and fire stations, and all expenses relating to these departments; streets, squares, parks, amusement grounds, gas pipes, alinement and level of streets and squares, damages resulting from expropriation determined by award of experts, connection of electric lines, drains, water and gas mains and all other public utility services, the cleaning of streets, ornamental trees, and maintenance of lawns, the beautifying and alinement of streets in regard to buildings; expropriation or purchase by mutual agreement of any buildings projecting beyond the line of any streets or squares; lighting system, waterworks, hydrants, drinking fountains, &c.

DEGUIRE & NANTEL,

Attorneys for the corporation of
the town of Saint-Laurent.

4962—45-4 Montreal, 5th November, 1917.

Notice is hereby given that the mutual benefit society named "Union Saint-Joseph et Saint-Michel" a body politic and corporate with head office in the city of Sorel, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the next session thereof, for an Act to amend its charter and to authorize said society to levy a special fee, to increase certain of its monthly dues and finally to assist certain of its members by means of advances of money, remittances or grants.

J.-ED. CHAMPOUX,

Recording Secretary.

Sorel, 6th November, 1917.

4958—45-4

Avis est donné que Gaspard DeSerres, financier, Trefflé Bastien, entrepreneur, Janvier-A. Vaillancourt, négociant, Ucal-H. Dandurand, agent d'immeubles, Charles LaMothe, employé civil, Dame Amanda Malhiot, veuve de William LaMothe, tous des cité et district de Montréal, et Jules Laframboise, des cité et district de Saint-Hyacinthe, gérant, en qualité de curateur aux substitutions dont les successions de William LaMothe et Henri-Pierre LaMothe sont grevées, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi ratifiant la vente par licitation entre lesdits héritiers LaMothe, faite par le protonotaire de la cour supérieure du district de Montréal, le 15 avril 1912, auxdits DeSerres Bastien, Vaillancourt et Dandurand, du lot portant le numéro cinq cent vingt-deux (522), du quartier Saint-Jacques, dans la cité de Montréal, et confirmant le titre desdits adjudicataires audit immeuble.

Les procureurs des requérants,
DESSAULES, GARNEAU & VANIER.
Montréal, 7 novembre 1917. 4983—45-4

Avis public est présentement donné par les successions de feu Frederick-Thomas Judah, en son vivant, conseil du Roi, de la cité de Montréal, et de Sarah Caine, son épouse, qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour un acte autorisant la vente des immeubles situés en la cité de Montréal, grevés des substitutions créées par les testaments desdits feus Frederick-Thomas Judah et Sarah Caine, son épouse.

Les procureurs des pétitionnaires,
KAVANAGH, LAJOIE & LACOSTE.
Montréal, 7 novembre 1917. 4985—45-4

Avis est par le présent donné que la ville de Saint-Lambert s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'obtention d'une loi ratifiant et approuvant le règlement No 91, passé par le conseil de la ville de Saint-Lambert, et aussi ravissant et approuvant le contrat passé entre la ville de Saint-Lambert et la Dominion Textile Company, Limited, conformément audit règlement No 91, accordant une exemption de taxes et un bonus ou subvention à ladite compagnie aux termes et conditions y mentionnés.

Le secrétaire-trésorier de la ville de Saint-Lambert,
JAMES-R. BEATTY.
Saint-Lambert, 3 novembre 1917. 4999—45-4

Avis public est par le présent donné que "The British Canadian Life and Accident Insurance Company", constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec, en date du 1er mai 1917, et ayant son principal bureau d'affaires en la cité de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi pour augmenter ses pouvoirs, pour lui permettre d'effectuer des contrats d'assurance et de réassurance sur la vie et contre les accidents, contre la maladie, contre le vol avec effraction, de garantir la fidélité des personnes remplissant des emplois de confiance, publics ou privés, et pour autres fins.

THE BRITISH CANADIAN LIFE AND
ACCIDENT INS. CO.
Le directeur-gérant,
J. PICARD.
Montréal, 6 novembre 1917. 4921—45-4

Notice is given that Gaspard DeSerres, capitalist, Trefflé Bastien, contractor, Janvier-A. Vaillancourt, trader, Ucal-H. Dandurand, real estate agent, Charles LaMothe, civil employee, Dame Amanda Malhiot, widow of William LaMothe, all of the city and district of Montreal, and Jules Laframboise, of the city and district of Saint-Hyacinthe, in his qualities of curator of the substitutions affecting the estate of William LaMothe and Henri-Pierre LaMothe, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session; for an act ratifying the sale by licitation between the said heirs LaMothe, made by the prothonotary of the Superior Court of the district of Montreal, on the 15th April, 1912, to the said DeSerres, Bastien, Vaillancourt and Dandurand, of lot number five hundred and twenty two (522), of Saint-James ward, in the city of Montreal, and confirming the title of said *adjudicataires* to the said immoveable.

DESSAULES, GARNEAU & VANIER,
Attorneys for applicants.
Montreal, 7th November, 1917. 4984—45-4

Public notice is hereby given by the estates of the late Frederick-Thomas Judah, in his lifetime of the city of Montreal, King's Counsel, and of his wife the late Sarah Caine, that application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an Act to authorize the sale of the immoveable property situate in the city of Montreal and affected by the substitutions created by the respective wills of the said late Frederick-Thomas Judah and of his said wife.

KAVANAGH, LAJOIE & LACOSTE,
Attorneys for the applicants.
Montreal, 7th November, 1917. 4986—45-4

Notice is hereby given that the town of Saint Lambert will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act ratifying and confirming by-law No. 91, enacted by the council of the town of Saint Lambert, also ratifying and confirming the contract entered into between the town of Saint Lambert and the Dominion Textile Company, Limited, pursuant to said by-law No. 91, granting exemption from taxation and a bonus or subsidy to the said company under the terms and conditions therein mentioned.

JAMES-R. BEATTY,
Secretary-treasurer of the town of Saint Lambert.
Saint Lambert, 3rd November, 1917. 5000—45-4

Public notice is hereby given that The British Canadian Life and Accident Insurance Company, incorporated by letters patent of the Province of Quebec, dated the 1st May, 1917, and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to increase its powers, to effect life insurance and reinsurance, also insurance against accidents, sickness and burglary and for guaranteeing fidelity or persons holding confidential positions either public or private, and for other purposes.

THE BRITISH CANADIAN LIFE AND
ACCIDENT INS. CO.
J. PICARD,
General manager.
Montreal, 6th November, 1917. 4922—45-4

La cité de Verdun donne avis qu'elle s'adressera à la législature provinciale, à sa prochaine session, pour amendements à la charte de ladite cité sur les sujets suivants:

Finances municipales et leur administration; emprunts et application du produit de ces emprunts; liste électorale; évaluation, rôle de cotisation et leur contestation; chemins municipaux; aqueducs; trottoirs; licences; taxes d'immeubles, taxes personnelles et taxes d'eau; travaux municipaux et répartition du coût de ces travaux; règlements et mise en vigueur de ces règlements; système municipal d'éclairage et de pouvoirs par l'électricité ou autrement; protection contre l'inondation; amélioration de la digue et de la grève et coût de ces travaux.

Les procureurs de la cité de Verdun.

FAUTEUX & FAUTEUX.

Montréal, 8 novembre 1917. 4993—45—4

Avis est par les présentes donné que le "Fonds de Secours des Forestiers Catholiques de la province de Québec" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une charte spéciale lui accordant des pouvoirs plus étendus que ceux conférés par la loi générale des assurances, et notamment: 1. Le pouvoir de créer un fonds d'assurances lui permettant de payer une indemnité au décès de ses membres, de payer une indemnité à ceux de ses membres qui sont dans l'incapacité totale et permanente de travailler, de payer une indemnité pour couvrir les frais funéraires des enfants de ses membres; 2. Le pouvoir de créer une caisse prévoyant le paiement de bénéfices à ses membres au cas de maladie ou d'accident; 3. Le pouvoir de créer une caisse prévoyant le paiement des frais funéraires au cas de décès de ses membres.

Le procureur du requérant.

J.-B. BISSONNETTE.

Montréal, 31 octobre 1917. 4887—45—5

Avis public est par les présentes donné par la corporation du village de Sainte-Rose qu'elle s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une loi l'incorporant comme ville en vertu des dispositions de la loi des cités et villes, avec certains pouvoirs spéciaux additionnels relatifs aux cens et listes électorales; tenue des élections; biens imposables; approbation des règlements par les propriétaires; licences et permis; taxes sur salles de vues animées; santé publique; visite des maisons et inspection des bâtiments et industries insalubres et nuisibles; abattoirs; publicité; bonis; débits de boisson et tempérance; terrains de jeux, parcs, hôtel de ville stations de pompes à incendie, emprunts pour leur acquisition, améliorations et maintien; taxes spéciales pour améliorations locales ou autres; emprunts généralement; taxes et licences d'affaires; rues, ruelles, voies publiques, trottoirs, égouts, drains et aqueduc; approvisionnement d'eau, éclairage et chauffage; taxes de compagnies de téléphone, télégraphe et de pouvoirs électriques; avis aux débiteurs de taxes; expropriations; terrains en culture—et pour autres fins.

Les procureurs de la requérante.

ST-GERMAIN, GUERIN & RAYMOND.

Montréal, 3 novembre 1917. 4933—45—4

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi érigant en corporation de ville, pour toutes fins municipales et scolaires, le territoire faisant partie, actuellement, de la municipalité de la paroisse de

The city of Verdun gives notice that it will apply to the Provincial Legislature, at its next session, for amendments to the charter of the said city on the following matters:

Municipal finances and administration thereof; loans and the disposal of the proceeds thereof; electoral list; valuation and assessment rolls and contestation thereof; municipal roads; water-works; sidewalks; licenses; real estate and personal taxes; water rates; municipal works and apportionment of the cost thereof; by-laws and the enforcement thereof; municipal lighting and power system by electricity or otherwise; flood protection and river front improvements and the cost thereof.

FAUTEUX & FAUTEUX.

Attorneys for the city of Verdun.

Montreal, 8th November, 1917. 4994—45—4

Notice is hereby given that the "Fonds de Secours des Forestiers Catholiques de la province de Québec" will petition the Legislature of the Province of Québec for a special charter giving it more and broader powers than it actually has, to wit: 1. The power of creating an insurance fund for the purpose of paying benefits at the death of its members, benefits to its members suffering of a total and permanent disability, benefits covering funeral expenses of the children or its members; 2. The power of creating a fund to pay benefits to its members in case of sickness or accident; 3. The power of creating a fund providing payment of funeral expenses at the death of its members.

J.-B. BISSONNETTE.

Attorney for the petitioner.

Montreal, 31st October, 1917. 4888—45—5

Public notice is hereby given by the corporation of the village of Sainte Rose, that it will apply to the Legislature of the Province of Québec, at its next session, for the adoption of an act incorporating the said village of Sainte Rose, as a town, in virtue of the dispositions of the cities and towns act, with further additional special powers respecting qualifications for municipal offices; lists of electors; holding of elections; taxable properties; approbation of by-laws by the proprietors; licenses and permits; taxes on moving pictures; public health; visit and inspection of houses and buildings; unwholesome and noxious establishments and industries; abattoirs; advertising, bonis; licensed establishments and temperance; play grounds, parks, city hall fire stations, loans for their purchase, improvements and maintenance; special taxes for local improvements and others; loans generally; business taxes and licenses; streets, lanes, public roads, sidewalks, sewers, drains and waterworks; water supply; lighting and heating; taxes on telephone, telegraph and electric powers companies; notices to tax debtors; expropriations; land under cultivation, and for other purposes.

ST-GERMAIN, GUERIN & RAYMOND.

Attorneys for the petitioner.

Montreal, 3rd November, 1917. 4934—45—4

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the Province of Québec, at its next session, for the passing of a law incorporating in town, for municipal and school purposes, the territory actually being a part of the municipality of the parish of Saint-Clément-de-

Saint-Clément-de-Beauharnois, situé entre la ville de Beauharnois, dans le comté de Beauharnois, et la ville de Léry, dans le comté de Châteauguay, et comprenant les lots de terre connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Clément, sous les numéros 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, et les subdivisions 1 à 35, inclusivement, et 70 à 155, inclusivement, dudit lot numéro 8, et les numéros 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, et les subdivisions 1 à 8, inclusivement, dudit lot numéro 47, et les numéros 48, 49 et la partie du lot numéro 50 appartenant à Prime Brazeau; bornée en front partie par le chemin public et partie par les numéros 50-1, 50-2, 50-3 subdivisés au nord-est par le numéro 45 et par partie du numéro 62, au sud-est (en arrière), partie par le numéro 62 et partie par le résidu dudit numéro 50, vendue à Olier Gendron, et du côté sud-ouest partie par la ligne limitative entre la paroisse de Saint-Clément et la ville de Beauharnois, et partie par le résidu dudit numéro 50 vendue à Olier Gendron et à Sylvio Vervais; et les subdivisions 1, 2 et 3 du lot numéro 50; la partie du lot numéro 559 étant la voie ferrée de la compagnie du chemin de fer Saint Lawrence et Adirondack Railway Company, à partir du lot numéro 51 jusqu'à la ligne limitative entre la paroisse de Saint-Clément et la ville de Léry; et la lisière de terrain appartenant à "The Canadian Light and Power Company", et longeant la voie ferrée, à partir dudit numéro 51 jusqu'au comté de Châteauguay, et aussi le numéro 65, sous le nom de "Ville de Maple Grove", et placer ladite ville sous les dispositions de la loi des cités et villes, avec quelques modifications ou dispositions spéciales au sujet du temps et du mode de l'élection du maire et des échevins, de la votation, de la taxation, de la qualification du maire et des échevins, et autres dispositions en rapport, nécessaires ou accessoires auxdites fins.

Le procureur des requérants,
P.-J. PERRIN.

Montréal, 6 novembre 1917. 4935-45-4

Avis est par les présentes donné que la municipalité du village d'Hébertville Station s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour être autorisée à emprunter la somme de vingt-cinq mille piastres (\$25,000.00), en dérogeant à l'article 771 du code municipal.

Daté à Montréal, en la province de Québec, ce sixième jour du mois de novembre, mil neuf cent dix-sept.

Les solliciteurs de la requérante,
HIBBARD, GOSSELIN, MOYSE & LANCTOT
4945-45-4

Avis public est par le présent donné que la ville de Pointe-Claire s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'un projet de loi amendement sa charte, 1 George V (deuxième session), chapitre 71 et 7 George V, chapitre 79, aux fins d'établir une nouvelle répartition des taxes d'aqueducs, d'égoûts, de drains, de trottoirs et de chemins de la municipalité; pour établir un réservoir municipal et le réglementer; rectifier ses limites de l'est; convenablement distribuer la juridiction sur la route connue sous le nom de "chemin des sources", entre les municipalités intéressées à son entretien; et pour obtenir des pouvoirs plus étendus sur l'administration de la ville, et pour d'autres fins.

L'avocat de la ville de Pointe-Claire,
G.-C. PAPINEAU-COUTURE.
Montréal, le 22 octobre 1917. 4809-44-4

Beauharnois, situate between the town of Beauharnois, in the county of Beauharnois, and the town of de Léry, in the county of Châteauguay, and comprising lots known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the parish of Saint Clément, under the numbers 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, and subdivisions 1 to 35, inclusively, and 70 to 155, inclusively, of said lot No. 8, and numbers 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, and subdivisions 1 to 8, inclusively, of said lot No. 47, and numbers 48, 49 and part of lot No. 50, owned by Prime Brazeau, bounded in front partly by the public road and partly by numbers 50-1, 50-2, 50-3 subdivided, on the north east by lot No. 45 and by part of No. 62, on the south east partly by No. 62 and partly by the residue of lot No. 50 sold to Olier Gendron, and on the south west partly by the limiting line between the parish of Saint Clément and the town of Beauharnois, and partly by the residue of lot No. 50 sold to Olier Gendron and Sylvio Vervais; and subdivisions 1, 2 and 3 of lot No. 50; part of lot No. 559 being the railroad of the Saint Lawrence & Adirondack Railway Company from lot No. 51 to the limiting line between the parish of Saint Clément and the town of de Léry; and the strip of land owned by The Canadian Light and Power Company, and bordering on the railroad from lot No. 51 to the county of Chateauguay, and also lot No 65, under the name of "Town of Maple Grove", and submit the said town to the provisions of the cities' and towns' Act, with some modifications or special provisions concerning the election of the mayor and aldermen the votation taxation, the qualification of the mayor and aldermen and other provision relating, necessary or accessory to the said purposes.

P.-J. PERRIN,
Attorney for petitioners.
Montreal, 6th November, 1917. 4936-45-4

Public notice is hereby given that the municipality of the village of Hebertville Station will apply to the Quebec Legislature, at its next session, to be authorized to contract a loan of twenty five thousand dollars (\$25,000.00) in derogating to section 771 of the Municipal Code.

Given this sixth day of the month of November, nineteen hundred and seventeen, at the city of Montreal, in the province of Quebec.

HIBBARD, GOSSELIN, MOYSE & LANCTOT
Solicitors for the petitioner.
4946-45-4

Public notice is hereby given that the town of Pointe Claire, will, at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, apply by private bill to have its charter, 1 George V (second session), chapter 71 and 7 George V, chapter 79, amended for the purpose of reapportioning assessments on waterworks, sewers, drains, sidewalks and roads throughout the municipality; for the establishment of a municipal pound and the regulation thereof; for rectification of its eastern limits and the proper apportionment of jurisdiction over the highway known as "Chemin des Sources", between the municipalities interested in the up-keep thereof; and for wider powers for the proper administration of the town and for other purposes.

G.-C. PAPINEAU-COUTURE,
Solicitor for the town of Pointe-Claire.
Montreal, 22nd October, 1917. 4810-44-4

CITE DE MAISONNEUVE

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la cité de Maisonneuve s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour refondre et amender sa charte, en outre pour les fins suivantes:

Autoriser le conseil à acquérir un terrain pour la construction d'un bureau de poste devant remplacer un terrain appartenant à la Couronne dont la cité a pris possession pour le marché.

Autoriser le conseil à émettre des débetures ou à adopter d'autres mesures pour lui permettre de régler la cause pendante entre les Frères des écoles chrétiennes et la cité de Maisonneuve.

Abroger certaines limitations accordées aux évaluations de certaines compagnies industrielles au-dessous de leur valeur réelle, ainsi que certaines commutations et exemptions de taxes.

Abroger l'article 9 de la loi 7 Georges V, chapitre 65.

Autoriser le conseil de la cité à adopter les mesures nécessaires pour lui permettre d'acquitter les balances dues en capital, intérêt et frais sur les terrains du parc Maisonneuve.

Autoriser le conseil à émettre des débetures pour couvrir le montant total des débetures du prix d'achat des terrains au parc Maisonneuve et pour autoriser la vente du parc Maisonneuve ou pour effectuer quant à ce parc toute transaction jugée par le conseil avantageuse pour la cité.

Obtenir une loi amendant les dispositions de la loi 3 George V, chapitre 58, section 14, afin d'autoriser la cité à effectuer un règlement des réclamations des divers intéressés contre la cité de Maisonneuve.

Procéder à l'expropriation de la rue Girard, en face de la propriété Lalongée, sur les terrains No 8-647 à 653, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga.

Ratifier, en autant que besoin est, les divers règlements passés par ladite cité et obtenir tous les pouvoirs nécessaires pour effectuer la conversion de toute ou partie de la dette de la cité, et obtenir tous les pouvoirs nécessaires pour effectuer la conversion de toute ou partie de la dette de la cité, obtenir les pouvoirs nécessaires pour effectuer le paiement des sommes empruntées pour la cité ou de dettes contractées par elle, pour l'imposition de taxes qui pourraient être requises à cause de l'état financier de la cité, et pour autres fins.

Les avocats de la cité de Maisonneuve,
BAKER & ROBITAILLE.

Montréal, 6 novembre 1917. 4923-45-4

Avis est par le présent donné que la Congrégation des juifs Anglais, Allemands et Polonais de Montréal, demandera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, qu'une loi soit adoptée amendant la loi constituant en corporation ladite congrégation (9-10 Geo. IV, chap. 75; 9 Vict., chap. 96 et amendements) de façon à faire certaines modifications dans le nom de la présente congrégation; pour lui permettre de posséder de la propriété dans les limites de la cité de Montréal, pour aussi acquérir et posséder des terrains pour fins de cimetière; et pour autres objets.

Les avocats de la Congrégation des juifs
Anglais, Allemands et Polonais
de Montréal.

JACOBS, COUTURE & FITCH.
Montréal, 30 octobre 1917. 4853-44-5

CITY OF MAISONNEUVE

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the city of Maisonneuve will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the next session thereof, to revise and amend its charter for amongst others the following purposes:

To authorize the council to acquire a lot of land for the erection of a post office to replace the lot of land belonging to the Crown which the city has taken possession of for a market.

To authorize the council to issue debentures or to take other measures to enable it to settle the pending cause between the Christian Brothers and the City of Maisonneuve.

To revoke certain valuation limits granted to certain manufacturing companies which are lower than their real value, and also certain tax commutations and exemptions.

To repeal article 9 of the Act. 7 Georges V, chapter 65.

To authorize the City Council to take the necessary measures to enable it to pay off the balances due in capital, interests and costs on the lands of Maisonneuve Park.

To authorize the council to issue debentures to cover the total amount of debentures issued for the purchase price of Maisonneuve Park and to authorize the sale of Maisonneuve Park or to make, in regard to said Park, any transaction which the council may think advantageous for the city.

To obtain a law amending the provisions of the Act 3 Georges V, chapter 58, section 14, so as to authorize the city to settle all claims against the City of Maisonneuve by several parties;

To proceed with the expropriation of Girard street, opposite the Lalongée's property, on the lots of land Nos. 8-647 to 653, of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga.

To ratify, in so far as needs be, the divers by-laws passed by said city and to obtain all the necessary powers to effect the conversion of the whole or part of the city debt, to obtain the necessary powers to effect the payment of all sums borrowed for the city or debts contracted by it, for the imposition of taxes which may be required on account of the financial state of the city, and for other purposes.

BAKER & ROBITAILLE,

Attorneys for the City of Maisonneuve.

Montreal, 6th November, 1917. 4924-45-4

Notice is hereby given that the Congregation of English, German & Polish Jews of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an Act to amend the Act incorporating the said Congregation, (9-10 Geo. IV, cap. 75, 9 Vict. cap. 96 and amending Acts) in order to make certain changes in the name of the présent Congregation; to enable it to hold property without the limits of the city of Montreal, and to acquire and hold lands for cemetery purposes; and for other purposes.

JACOBS, COUTURE & FITCH,
Attorneys for Congregation of English,
German & Polish Jews, of Mon-

tréal.
Montreal, 30th October, 1917. 4854-44-5

Avis public est par le présent donné que la cité de Sorel s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour amender sa charte et obtenir les pouvoirs additionnels suivants:

Faire un emprunt spécial de deux cent cinquante mille piastres pour l'agrandissement de son aqueduc et l'installation d'un filtre;

Permettre l'érection de galeries, balcons et autres saillies au-dessus des trottoirs et pour les taxer;

Changer la date des élections municipales;

Prélever et répartir, en tout ou en partie, le coût réel d'acquisition des terrains requis pour l'ouverture de nouvelles rues sur les propriétaires d'immeubles qui bénéficieront de l'ouverture de ces rues, et exempter de cette répartition ceux qui céderont gratuitement à la cité les terrains requis pour l'ouverture de telles rues;

Pour imposer et prélever une taxe annuelle de un pour cent sur les terres en culture sur leur valeur réelle telle que portée au rôle d'évaluation et pour d'autres fins concernant l'administration de la cité.

Le greffier de la cité,

A.-O. CARTIER.

Sorel, 27 octobre 1917.

4813—44-4

Avis est par les présentes donné que la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, corps politique et incorporé, ayant son siège social dans la cité de Montréal, demandera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, d'amender sa charte et spécialement la cédule B de la loi 62 Victoria, chapitre 93, relative à la Caisse Nationale d'Economie, aux fins suivantes:

1. Amender l'article 8 de la cédule B relativement à la contribution;

2. Amender l'article II de la cédule B, relativement à l'amende;

3. Amender l'article 21 de la cédule B, relativement au paiement des versements des pensions;

4. Amender l'article 22 de la cédule B, pour déterminer de façon précise le mode de paiement des pensions, au cas du décès du pensionnaire;

5. Amender l'article 23 de la cédule B, relativement au certificat de vie produit par les pensionnaires;

6. Amender l'article 25 pour changer la date de l'assemblée annuelle.

7. Autoriser le bureau de l'association à fixer les conditions d'entrée dans les classes additionnelles créées par le bureau de l'association, et, notamment, l'autoriser à déterminer la quantité de la contribution annuelle et mensuelle et des amendes à être payées par les membres des classes additionnelles;

8. Pourvoir à la création d'une section dite de seconde période dont pourront faire partie les membres de la caisse dès qu'ils auront droit à une pension;

9. Autoriser la création d'un fonds de réserve.

Le procureur de la requérante,

ANTONIO PERRAULT.

Montréal, 27 octobre 1917.

4851—44-5

Demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par la Compagnie de chemin de fer Alma & Jonquières, pour qu'une loi soit passée amendant sa charte de façon à étendre les délais pour la construction de la ligne proposée.

Le procureur,

4823—44-4

LUCIEN GOSSELIN.

Public notice is hereby given that the city of Sorel will apply the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to amend its charter and obtain the following additional powers:

To borrow especially a sum of two hundred and fifty thousand dollars for the improvement of its waterworks and the installation of a filter;

To allow the erection over sidewalks of galleries, balconies and other projections and to impose a tax on the same;

To change the date of the municipal elections;

To levy and apportion, wholly or partly, the actual cost of acquiring the land required for the opening of new streets upon the owners of such lands as will benefit by the opening of such streets, and to exempt from such special tax all owners of land who may cede to the city the land required of them for the opening of such streets;

To impose and levy an annual tax of one per cent on farm lands on their actual value as shewn on the assessment roll and for other purposes relating to the administration of the city.

A.-O. CARTIER,

City Clerk.

Sorel, 27th October, 1917.

4814—44-4

Notice is hereby given that the Société Saint-Jean-Baptiste-de-Montréal, a body politic and corporate, with its head office in the city of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to amend its charter and especially Schedule B of the Act 62 Victoria, Chapter 93, respecting the Caisse Nationale d'Economie, for the following purposes:

1. To amend article 8 of schedule B, respecting the contribution;

2. To amend article 11 of schedule B, respecting the fine;

3. To amend article 21 of schedule B, respecting the payment of the pension instalments;

4. To amend article 22 of schedule B, so to establish in a clear manner the mode of payment of the pensions, in the case of the death of the pensioner;

5. To amend article 23 of schedule B, respecting the certificate that they are still living to be sent in by the pensioners;

6. To amend article 25 for to change the date of the annual meeting;

7. To authorize the board of the association to fix the entrance conditions in the additional classes created by the board of the association and, particularly, to authorize it to establish the quota of the annual and monthly contribution and the fines to be paid by the members of the additional classes;

8. To provide for the creation of a section called the second period of which the members of the caisse may form part when they shall have right to a pension;

9. To authorize the creation of a reserve fund.

ANTONIO PERRAULT.

Attorney for the petitioner.

Montreal, 27th October, 1917.

4852—44-5

Application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, by the Alma & Jonquières Railway Company, for the passing of an Act amending its charter, so as to extend delays for the construction of its proposed line.

LUCIEN GOSSELIN,

Advocate.

4824—44-4

Avis public est par le présent donné qu'à la prochaine session de la législature de la province de Québec, la Shawinigan Water & Power Company demandera qu'une loi soit adoptée par laquelle toutes les émissions d'actions-obligations faite jusqu'à date par la corporation seront ratifiées et confirmées pour aussi amender et étendre les pouvoirs d'emprunts de la compagnie et ses droits d'émettre des obligations, des débetures ou d'autres valeurs, et pour d'autres fins.

Les avocats des requérants,

LAFLEUR, MACDOUGALL,
MACFARLANE & BARCLAY.

4815-44-4

Avis est par les présentes donné que la Compagnie d'assurance "La Prévoyance", ayant son principal bureau d'affaires à Montréal, s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi pour amender sa charte pour mieux définir ses pouvoirs comme assureur et lui en donner d'additionnels.

Pour la pétitionnaire,
GEOFFRION, GEOFFRION &
PRUD'HOMME.

Montréal, 30 octobre 1917. 4849-44-5

CORPORATION DE LA CITÉ DES TROIS-RIVIÈRES.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, par la soussignée, la corporation de la cité des Trois-Rivières, qu'elle s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour être autorisée à emprunter certaines sommes pour les fins de sa juridiction et pour amender sa charte, 5 Geo. V, c. 90, concernant :

La modification de la représentation et de l'administration des affaires de la cité; les emprunts temporaires; les limites des pouvoirs d'emprunts; l'autorisation d'imposer certaines taxes; la collection des taux de l'eau; l'imposition des taxes scolaires et le taux de cette taxe; les emprunts scolaires temporaires.

Pour être autorisée à construire ou aider à construire des maisons d'habitation et à emprunter pour ces fins.

Pour modifier certains articles de la loi 4 Geo. V, c. 47, 1914.

Pour modifier l'application des articles 5782 et 5788 S. R. Q., 1909, aux emprunts déjà autorisés.

Pour être autorisée à construire ou aider à construire des hôtels ou maisons d'entretien publiques, à les opérer et à emprunter pour ces fins.

Pour définir la signification de restaurant et la limiter.

Pour aider le conseil à aider à construire, à construire et opérer des réfrigérateurs, et à emprunter pour ces fins.

Le greffier,

ARTHUR BELIVEAU.

Trois-Rivières, P. Q., 30 octobre 1917.

4861-44-2

Avis est par le présent donné que le bureau de commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec, incorporé par le statut 52 Victoria, chapitre 16, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une augmentation de pouvoirs d'emprunter par débetures.

Le secrétaire-trésorier du bureau de commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec,

ANTOINE-C. TASCHEREAU.

Québec, le 10 octobre 1917.

4731-43-4

Public notice is hereby given that at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, the Shawinigan Water & Power Company will apply for an act to ratify and confirm all issues of debenture stock heretofore made by the Company, to amend and extend the Company's borrowing powers and its rights to issue bonds, debentures or other securities, and for other purposes.

LAFLEUR, MACDOUGALL,

MACFARLANE & BARCLAY.

Attorneys for applicants.

4816-44-4

Notice is hereby given that "La Prévoyance" insurance company, having its head office at Montreal, will apply to the Quebec Legislature, at the next session thereof, for an Act to amend its charter as to more clearly define its powers as insurer and to grant the company additional powers.

GEOFFRION, GEOFFRION
& PRUD'HOMME,
Attorneys for applicant.

4850-44-5

CORPORATION OF THE CITY OF THREE RIVERS.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, by the undersigned, the corporation of the city of Three Rivers, that it will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the next session thereof, to be authorized to borrow certain sums for the purposes of its jurisdiction, and to amend its charter 5 Geo. V, c. 90, respecting:

The modification of the representation and the management of the affairs of the city; temporary loans and limit of borrowing powers; the authorization to levy new taxes; the collection of water rates; the imposition of school taxes and the rate of these taxes; temporary school loans.

To be authorized to erect or aid in the erection of dwelling houses and to contract loans for the above purpose.

To modify certain articles of the Act 4 Geo. V, c. 47, 1914.

To modify the application of articles 5782 and 5788 R. S. Q., 1909, to loans previously authorized.

To be authorized to build or aid in building hotels or houses of public entertainment, to operate same and contract loans for such purposes.

To define the term restaurant and limit the meaning thereof;

To aid the council in building or in building and operating cold storages, and to contract loans for such purposes.

ARTHUR BELIVEAU,

Clerk.

Three Rivers, P. Q., 30th October, 1917.

4862-44-2

Notice is hereby given that the Board of Roman Catholic School Commissioners of the city of Quebec, incorporated by the act 32 Victoria, chapter 16, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an increase of power to borrow on debentures.

ANTOINE-C. TASCHEREAU,
Secretary-treasurer of the Board of Roman Catholic School Commissioners of the city of Quebec.

Quebec, 10th October, 1917.

4732-43-4

Avis est par le présent donné qu'à la prochaine session de la législature de la province de Québec, demande sera faite d'amender la charte de la cité de Montréal en y insérant une clause contraignant la cité à faire transporter à une distance d'au moins 15 milles des limites de la ville les fabriques de sous-produits de la Cie des Abattoirs de Montréal, limitée, et qu'à défaut de remplir cet arrangement dans les 60 jours qui suivront la mise en vigueur de cette loi, la cité soit forcée d'instituer, sous l'autorité des dispositions de la loi 6 George V, chapitre 44, section 29, des procédures en expropriation de tous les biens de ladite corporation.

Les requérants,

J.-B.-A. AUBRY,
J.-A. LAFERTE,
W. LABRECQUE,
C. BOURDON,
J.-M. GUINDON.

4855—44-5

Notice is hereby given that at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, application will be made to amend the charter of the city of Montreal by adding a clause to compel the city to arrange for the removal to a distance of not less than 15 miles outside the city limits of the rendering houses of the Montreal Abattoirs, Limited, and that failing such arrangement within 60 days after the coming into force of the act of the city be compelled to take proceedings under the provisions of the Act 6 George V, chapter 44, section 29, to expropriate all the assets of the said Company.

J.-B.-A. AUBRY,
J.-A. LAFERTE,
W. LABRECQUE,
C. BOURDON,
J.-M. GUINDON.

Applicants.
4856—44-5

Avis public est par le présent donné que les curé et marguilliers de l'Œuvre et Fabrique de la paroisse des Saints-Anges-Gardiens-de-Lachine, demanderont à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi constituant en corporation, sous le nom des "Syndics de la paroisse des Saints-Anges-Gardiens-de-Lachine", le curé et les marguilliers du banc de l'Œuvre et Fabrique de ladite paroisse, avec les droits, pouvoirs et privilèges accordés aux corporations de syndics, en vertu des Statuts refondus, 1909, et autorisant lesdits syndics à emprunter une somme de \$200,000 pour les constructions, réparations et ameublement d'une église et d'une sacristie; à prélever par voie de répartitions —sur les immeubles possédés par les catholiques romains, individuellement ou par compagnie incorporée—les intérêts, le fonds d'amortissement ou les annuités sur credit emprunt, une répartition annuelle étant faite basée sur le rôle d'évaluation en vigueur dans la cité de Lachine; et pour obtenir tous autres pouvoirs afin d'exécuter lesdits travaux, en répartir, prélever et payer le coût.

Les procureurs des requérants,

ROBILLARD, JULIEN, TETREAU
& MARIN

Edifice Duluth, 50, Notre-Dame-Ouest, Montréal.
4805—43-4

Public notice is hereby given that the curé and churchwardens of l'Œuvre et Fabrique of the parish of Saints-Anges-Gardiens-de-Lachine will apply to the Legislature of the Province, at the next session thereof, for an Act to incorporate, under the name of "Trustees for the parish of "Saints-Anges-Gardiens-de-Lachine", the curé and the acting churchwardens of l'Œuvre et Fabrique of said parish, with all the rights, powers, and privileges granted to corporations of trustees in and by virtue of the Revised Statutes, 1909, and to authorized the said trustees to borrow the sum of \$200,000 for the erection, repair and furnishing of a church and sacristy; to levy by means of assessment—on the immovables owned by Roman Catholics, individually or by incorporated companies—the interests, sinking funds or annuities of such loan, a yearly assessment being made based on the valuation roll in force in the city of Lachine; and to obtain all further powers to execute the said works, assess, levy and pay the cost thereof.

ROBILLARD, JULIEN, TETREAU
& MARIN,

Attorneys for applicants.

Duluth building, 50, Notre-Dame-West, Montreal.
4806—43-4

Avis est par les présentes donné que le curé et les marguilliers de l'Œuvre et Fabrique de la paroisse de Saint-Joseph-de-Bordeaux s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale constituant en corporation le curé et les trois marguilliers du banc et leurs successeurs en office, sous le nom de "Syndics de la paroisse de Saint-Joseph-de-Bordeaux", et comme tels les autoriser à emprunter une somme de cinquante mille piastres aux fins de payer les dettes et redevances de ladite Œuvre et Fabrique; et à cotiser pendant vingt ans, par actes de répartitions annuel, les propriétés immobilières situées dans ladite paroisse, et leur conférer tous les pouvoirs additionnels nécessaires ou utiles à la réalisation et au remboursement de tel emprunt; à la confection des rôles de répartitions, à la perception et à l'emploi des deniers en provenant, et pour toutes autres fins.

Signé à Montréal, ce vingt-quatrième jour d'octobre mil neuf cent dix-sept.

L.-J.-T. LAFONTAINE,

4807—43-4

Ptre curé.

Notice is hereby given that the curé and churchwardens of l'Œuvre et Fabrique of the parish of Saint-Joseph-de-Bordeaux will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the next session thereof, for a special Act to incorporate the curé and the three acting churchwardens and their successors in office, under the name of "Trustees for the parish of Saint-Joseph-de-Bordeaux", and to authorize them to borrow the sum of fifty thousand dollars for the purposes of paying off the debts of said Œuvre et Fabrique; and to assess during twenty years by yearly acts of assessment the immovables situated in said parish, and to grant them all necessary or usefull additional powers for the realization and reimbursement of such loan; the making of the acts of assessment, the collection and use of the monies realized therefrom, and for other purposes.

Signed at Montreal, this twenty fourth day of October, one thousand nine hundred and seventeen.

L.-J.-T. LAFONTAINE,

Parish Priest.

4808—43-4

Broad Realty, Limited, donne par les présentes avis qu'elle s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi l'autorisant à exercer dans cette province les pouvoirs qui lui sont accordés par ses lettres patentes d'incorporation émises sous l'autorité du Secrétaire d'Etat du Canada; pour aussi faire déclarer valides et confirmer tous les actes faits par la dite compagnie en rapport avec ses propriétés ou droits immobiliers dans cette province, en vertu des dites lettres patentes; accorder à la dite compagnie le droit d'émettre des obligations, débentures ou des actions-obligations et hypothéquer, grever ou engager aucune propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, qu'elle pourra posséder dans cette province.

Les avocats des requérants,
MURPHY, PERRAULT, RAYMOND &
GOUIN.
Montréal, le 24 octobre 1917. 4779—43—4

Avis est par les présentes donné que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi incorporant une compagnie sous le nom de chemin de fer "Québec et Atlantique" pour la construction et l'exploitation d'une voie ferrée, depuis la cité de Québec jusqu'à Chicoutimi, et de Chicoutimi à la frontière de la province de Québec au point le plus rapproché du cap St-Charles, sur la côte du Labrador, par la voie la plus pratique et la plus directe, avec droit de construire des embranchements au nord et au sud de la ligne principale, et aussi de se relier à un point quelconque du chemin de fer Transcontinental National, dans la province de Québec, en employant comme force motrice la vapeur ou l'électricité, avec tous les pouvoirs nécessaires ou incidents pour promouvoir et faire les affaires de telle compagnie, la construction et l'exploitation de son chemin de fer avec pouvoir d'organiser des industries sur le parcours dudit chemin de fer et d'exploiter les ressources naturelles du pays, et de faire tout ce qui serait nécessaire à cette fin. Ladite compagnie devant avoir un capital d'un million, et son principal siège d'affaires en cette cité de Québec, et pour autres fins.

Le procureur des requérants,
LUCIEN CANNON.
Québec, 16 octobre 1917. 4747—43—4

Avis est par le présent donné que la "Civic Investment & Industrial Company" s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir certains amendements à sa charte, à l'effet de changer son nom, de faire déclarer que l'article 5970 des Statuts refondus de Québec de 1909, ne s'appliquera pas à la compagnie, et aussi d'amender les sections 5 et 9 de sa charte relativement aux compagnies dont cette compagnie peut exploiter les affaires, et pour d'autres objets.

Les avocats des requérants,
BROWN, MONTGOMERY &
McMICHAEL.
Montréal, 17 octobre 1917. 4689—42—2

Broad Realty, Limited, hereby gives notice that it will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for an Act authorizing it to exercise in this province the powers granted to it by its letters patent of incorporation, issued by the secretary of State of Canada, to validate and confirm all acts done by the said company in respect of immoveable properties or rights in this province by virtue of the said letters patent and to grant to the said company the right to issue bonds, debentures or debenture stock, and to hypothecate, mortgage or pledge any property, moveable or immoveable, present or future, which it may own in this province.

MURPHY, PERRAULT, RAYMOND
& GOUIN,
Solicitors for applicants.
Montreal, 24th October, 1917. 4780—43—4

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act incorporating the Quebec and Atlantic Railway Company to build and operate a railway from Quebec city to Chicoutimi, and from Chicoutimi to the boundary of the Province, at a point nearest Cape Saint Charles, on the coast of Labrador, by the most direct and practical route, with the right to build branch lines to the north and south of the main road, and also to connect within the Province of Quebec, with the National Transcontinental Railway, to use steam or electricity as motive power, with all powers necessary or incidental to promote and carry on the affairs of the company, or to construct and operate the railway with authority to organize industries along the route of the railway and to develop the natural resources of the country, and do anything necessary for these purposes. The said company to have a capital of one million dollars, and its principal place of business in the city of Quebec, and for other purposes.

LUCIEN CANNON,
Solicitor for applicants.
Quebec, 16th October, 1917. 4748—43—4

Notice is hereby given that The Civic Investment & Industrial Company will apply to the Legislature of Quebec, at its next session thereof, for certain amendments to the charter, changing its name, and providing that article 5970 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, shall not apply to the company, as well as to amend sections 5 and 9 of its charter in regard to the companies whose business it may operate, and for other purposes.

BROWN, MONTGOMERY &
McMICHAEL,
Solicitors for applicants.
Montreal, 17th October, 1917. 4690—42—4

Département de l'instruction publique

Québec, 9 novembre 1917.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Leeds-Sud, dans le comté de Mégantic, le territoire suivant, savoir :

Department of Public Instruction

Quebec, 9th November, 1917.

Notice is given by the Superintendent that application is made to detach from the school municipality of Leeds-South, in the county of Megantic, the following territory, to wit :

Les lots Nos 15c, 16b, 17a, 17c et 18a du 111ème rang du canton de Leeds;

Les lots Nos 11a, 11b, 11c, 12a, 15a, 15b, 15c, 16b, 17a, 17b, 17c et 18 du IVème rang du canton de Leeds;

Les lots Nos 11a, 12b, 14b, 14c, 15a, 15b, 15c, 17a, 17b et 18a du Vème rang dudit canton de Leeds, et d'annexer tout ce territoire à la municipalité scolaire de Saint-Antoine-de-Pontbriand, même comté.

5057—46-2

The lots Nos. 15c, 16b, 17a, 17c and 18a of the 3rd range of the township of Leeds;

The lots Nos. 11a, 11b, 11c, 12a, 15a, 15b, 15c, 16b, 17a, 17b, 17c and 18 of the 4th range of the township of Leeds;

The lots Nos. 11a, 12b, 14b, 14c, 15a, 15b, 15c, 17a, 17b and 18a of the 5th range of said township of Leeds, and to annex the whole of the above described territory to the municipality of Saint-Antoine-de-Pontbriand, same county.

5058—46-2

Département du trésor (service des assurances)

Avis est par le présent donné que "L'aide aux aveugles" a obtenu un permis et a été enregistrée comme société charitable, ayant pour objet l'intérêt des aveugles sous toutes ses formes : étude, application et propagation de tout ce qui peut concourir à l'instruction, à l'organisation, à l'établissement, au soutien, au soulagement, en un mot, au bien moral et matériel des aveugles, et dans ce but, seconder et unir entre elles les personnes et les œuvres qui s'occupent des aveugles, tel que mentionné dans la déclaration qui a précédé l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, datée du deuxième jour d'août 1917.

Donné conformément aux dispositions de l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce cinquième jour de novembre 1917.

Le surintendant des assurances,

EDW.-E. DUCKWORTH.

Pour le trésorier de la province de Québec.
4897—45-2

Treasury Department (Insurance Branch)

Notice is hereby given that "L'aide aux aveugles" has been licensed and registered as a charitable association for the purposes to take by all means the interest of the blind: study, the propagation of all means to encourage instruction, organization, establishment, maintaining, relief, in a word to look for the moral and material betterment of the blind, and in this object the association assists and unites together all persons and institutions interested in the blind, as set forth in the declaration which preceded the authorization of the Lieutenant-Governor in Council, dated of the second day of August, 1917.

Given pursuant to the provisions of article 6950 of Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, this fifth day of November, 1917.

EDW.-E. DUCKWORTH,

Superintendent of Insurance.

For the treasurer of the Province of Quebec.
4898—45-2

Députés élus

AVIS.

Je donne avis que M. William-Robert Oliver, marchand de Mansonville, a été élu pour représenter le district électoral de Brome à l'Assemblée législative de Québec, et M. Joseph-Ferdinand Daniel, notaire de Saint-Esprit, pour y représenter le district électoral de Montcalm.

Le greffier de la couronne en chancellerie,
L.-P. GEOFFRION.

Québec, ce 14 novembre 1917. 5053

Members elected

NOTICE

I hereby give notice that Mr. William-Robert, merchant of Mansonville, has been elected to represent the electoral division of Brome, and Mr. Joseph-Ferdinand Daniel, notary of Saint Esprit, to represent the electoral division of Montcalm, in the Legislative Assembly of Quebec.

L.-P. GEOFFRION,

Clerk of the Crown in Chancery.

Quebec, 14th November, 1917. 5054

Actions en séparation de biens

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure. No . Dame Florida Lemieux, épouse de Candide Vinet, employé civil, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Candide Vinet, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 30 octobre 1917.

Les avocats de la demanderesse,

PATENAUDE & MONETTE.

9 novembre 1917. 5013—46-5

Actions for separation as to property

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court. No . Dame Florida Lemieux, wife of Candide Vinet, civil clerk, of Montreal, district of Montreal, and duly authorized to ester in justice, plaintiff; vs Candide Vinet, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on October 30th, 1917.

PATENAUDE & MONETTE,

Attorneys for plaintiff.

November 9th, 1917. 5014—46-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2900. Mary Cockburn, de la cité et du district de Montréal, épouse de John-C. Ross, du même lieu, représentant de journaux, demanderesse ; vs ledit John-C. Ross, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée contre le défendeur, le 10 novembre 1917.

Les procureurs du défendeur,
HENEKER, CHAUVIN & WALKER.
Montréal, le 13 novembre 1917. 5049—46-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2900. Mary Cockburn, of the city and district of Montreal, wife of John-C. Ross, of the same place, newspaper, representative, plaintiff; vs the said John-C. Ross, defendant.

An action in separation as to property has been taken against the defendant, on 10th of November, 1917.

HENEKER, CHAUVIN & WALKER,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 13th November, 1917. 5050—46-5

Province de Québec, district d'Iberville, cour supérieure, No. 14. Avis est donné par les présentes que Dame Marguerite Bourdeau, de la paroisse de Saint-Jean-l'Évangéliste, dans le district d'Iberville, épouse de Louis Lanciault, cultivateur du même lieu, a institué une action en séparation de biens contre son dit époux, devant ladite cour.

Le procureur de la demanderesse,
P.-A. CHASSE,
Saint-Jean, P. Q., 16 novembre 1917.
5063—46-5

Province of Quebec, district of Iberville, Superior Court, No. 14. Notice is hereby given that Dame Marguerite Bourdeau, of the parish of Saint-Jean-l'Évangéliste, in the district of Iberville, wife of Louis Lanciault, of the same place, farmer, has instituted an action for separation as to property against her said husband, before the said Court.

P.-A. CHASSE,
Attorney for said plaintiff.
Saint-John's, P. Q., 16th November, 1917.
5064—46-5

Canada, province de Québec, district de Bedford, cour supérieure, No 7. Dame Fédora Dion, de Sainte-Pudentienne, comté de Shefford, épouse commune en biens de Louis Trudeau, cultivateur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs ledit Louis Trudeau, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 8ième jour de novembre 1917.

Le procureur de la demanderesse,
THOMAS LÉGARE,
13 novembre 1917. 5069—46-5

Canada, province of Quebec, district of Bedford, Superior Court, No. 7. Dame Fédora Dion, of Sainte-Pudentienne, county of Shefford, wife common as to property of Louis Trudeau, farmer, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff ; vs the said Louis Trudeau, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 8th day of November, 1917.

THOMAS LÉGARE,
Attorney for plaintiff.
13th November, 1917. 5070—46-5

Province de Québec, district de Montréal, No 2783. Cour supérieure. Dame Albina Lafortune, épouse commune en biens de Donat Savard, entrepreneur, de la cité de Maisonneuve, dans le district de Montréal, demanderesse ; vs le dit Donat Savard, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée le 19 octobre 1917 contre le défendeur.

Le procureur de la demanderesse,
CLEMENT ROBITAILLE.
Montréal, 26 octobre 1917. 4885—45-5

Province of Quebec, district of Montreal, No. 2783. Superior Court. Mrs. Albina Lafortune, wife common as to property of Donat Savard, contractor, of the city of Maisonneuve, district of Montreal, plaintiff; vs the said Donat Savard, defendant.

An action in separation as to property has been taken against the Defendant, on the 19th of October, 1917.

CLEMENT ROBITAILLE,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 26th October, 1917. 4886—45-5

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 2543. Dame Victoria Fournier, de Côteau Landing, district de Montréal, épouse commune en biens par contrat de mariage de Séraphin Brunet, marchand, du même lieu, demanderesse ; vs Séraphin Brunet, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 3ième jour de novembre 1917.

Les procureurs de la demanderesse,
4925—45-5 BAYARD & LANCTOT.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2543. Dame Victoria Fournier, wife common as to property by marriage contract of Séraphin Brunet, merchant, of Côteau Landing, district of Montreal, and duly authorized to *ester en justice*, plaintiff ; vs Séraphin Brunet, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the 3rd of November, 1917.

BAYARD & LANCTOT,
Attorneys for the plaintiff.
4926—45-5

Canada, province de Québec, district de Roberval, No 1358, cour supérieure. Dame Laure Rousseau, de Saint-Joseph-d'Alma, épouse commune en biens de Louis Gagnon, journalier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs le dit Louis Gagnon, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 5ème jour d'octobre 1917.

Le procureur de la demanderesse,
4817—44-5 L.-P. GIRARD.

Canada, Province of Quebec, district of Roberval, No. 1358, Superior Court. Mrs Laure Rousseau, of Saint-Joseph-d'Alma, wife common as to property of Louis Gagnon, of same place, journeyman, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Louis Gagnon, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 5th October, 1917.

L.-P. GIRARD,
Attorney for plaintiff.
4818—44-5

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 4466. Dame Clara Séguin, de la cité de Montréal, dit district, épouse de Joseph Bégnoche, commerçant, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Joseph Bégnoche, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le premier jour d'octobre 1917.

Le procureur de la demanderesse,
CLOVIS LAPORTE.

Montréal, 12 octobre 1917. 4641½—42-5

Province de Québec, cour supérieure, district de Montréal, No 3681. Cour supérieure. Dame Evangelia Anagnostopoulos, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de John Ducar, du même lieu, commerçant, et dûment autorisée par cette honorable cour aux fins des présentes, demanderesse; vs ledit John Ducar, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour, contre le défendeur.

L'avocat de la demanderesse,
G.-A. MARSAN.

Montréal, 19 octobre 1917. 4745—43-5

Province de Québec, district de Saint-Hyacinthe, cour supérieure. Dame Anna Lemay, de Saint-Jean-Baptiste-de-Rouville, district de Saint-Hyacinthe, épouse commune en biens de Joseph Malouin, cultivateur, du même lieu, dûment autorisé à ester en justice, demanderesse; vs ledit Joseph Malouin, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le premier octobre 1917.

L'avocat de la demanderesse,
JACQUES DE LAMOTHE.

Saint-Hyacinthe, 1er octobre 1917. 4669—42-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4466. Dame Clara Séguin, of the city of Montreal, said district, wife of Joseph Bégnoche, trader, or the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Joseph Bégnoche, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause, on the first day of October, 1917.

CLOVIS LAPORTE,
Attorney for the plaintiff.

Montreal, 12th October 1917. 4642½—42-5

Province of Quebec, district of Montreal, No. 3681. Superior Court, Dame Evangelia Anagnostopoulos, of the city and district of Montreal, wife common as to property of John Ducar, of the same place, trader, and duly authorized by this Honourable Court, for the purposes herein, plaintiff; vs the said John Ducar, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on 19th October, 1917.

G.-A. MARSAN,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 19th October, 1917. 4748—43-5

Province of Quebec, district of Saint Hyacinthe, Superior Court. Dame Anna Lemay, of Saint-Jean-Baptiste-de-Rouville, district of Saint-Hyacinthe, wife common as to property of Joseph Malouin, farmer of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Joseph Malouin, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the first day of October, 1917.

JACQUES DE LAMOTHE,
Attorney for plaintiff.

Saint Hyacinthe, 1st October, 1917. 4670—42-5

Avis

CHAMBRE DES NOTAIRES

SECRÉTARIAT DE MONTRÉAL

Avis public est par le présent donné par moi soussigné, Edouard Biron, l'un des secrétaires de la Chambre des Notaires, que par ordonnance du conseil de ladite chambre, en date du deux octobre mil neuf cent dix-sept, Joseph-Charles-Abondius alias A.-H. Barrette, notaire, de la cité de Montréal, a été suspendu pour un terme de deux années, comme ayant été trouvé coupable d'avoir commis un acte dérogatoire à l'honneur professionnel. Cette suspension prendra effet le dix-sept novembre mil neuf cent dix-sept et se trouvera terminée le dix-sept novembre mil neuf cent dix-neuf.

En foi de quoi, j'ai signé à Montréal, ce sixième jour de novembre mil neuf cent dix-sept.

Le secrétaire de la Chambre des Notaires,
District de Montréal.
4927—45-2 EDOUARD BIRON.

Avis public est par le présent donné que la Compagnie de chemin de fer Canadien du Pacifique vendra aux enchères publiques, jeudi, le treizième jour de décembre 1917, à dix heures avant-midi, dans la partie ouest de sa gare, rue Windsor, dont l'entrée est sur la rue

Notice

BOARD OF NOTARIES

DISTRICT OF MONTREAL

Public notice is hereby given by the undersigned, Edouard Biron, one of the secretaries of the Board of Notaries, that by a decree of the Council of the Board, dated the second day of October, nineteen hundred and seventeen, Joseph-Charles-Abondius alias A.-H. Barrette, notary, residing at Montreal, in the district of Montreal, has been suspended as notary for two years, as having been found guilty of an act derogatory to professional honor. Such suspension shall take place on the seventeenth day of November, nineteen hundred and seventeen until the seventeenth day of November, nineteen hundred and nineteen.

In witness whereof, I have signed these presents at Montreal, this sixth day of November, nineteen hundred and seventeen.

Secretary of the Board of Notaries,
District of Montreal.
4928—45-2 EDOUARD BIRON.

Public notice is hereby given that the Canadian Pacific Railway Company will sell by public auction, on Thursday, the 13th day of December, 1917, at ten o'clock A.M., in the west end of its Windsor street station baggage room, with entrance on Osborne street, in the

Osborne, dans la cité de Montréal, les effets de bagage qui sont restés sans être réclamés, en la possession de la compagnie, l'espace de douze mois.

La Compagnie de chemin de fer Canadien du Pacifique.

Par l'agent général du bagage.

Montréal, 18 octobre 1917. J.-O. APPS.
4733—43-6

city of Montreal, the articles of unclaimed baggage which have remained in the possession of the Company unclaimed for a space of twelve months.

The Canadian Pacific Railway Company.

per J.-O. APPS,
General Baggage Agent.
Montreal, 18th October, 1917. 4734—43-6

CHAMBRE DES NOTAIRES

SECRÉTARIAT DE MONTRÉAL

Avis public est par le présent donné par moi, soussigné, Edouard Biron, l'un des secrétaires de la Chambre des Notaires, que, par ordonnance du Conseil de la Chambre, en date du deux octobre mil neuf cent dix-sept, Henri Brouillet, notaire, résidant à Montréal, dans le district de Montréal, a été destitué comme notaire.

Cette destitution prendra effet à compter du dix-septième jour de novembre courant 1917.

En foi de quoi, j'ai signé à Montréal, ce sixième jour de novembre mil neuf cent dix-sept.

Le secrétaire de la Chambre des Notaires,
District de Montréal.
4929—45-2 EDOUARD BIRON.

AVIS.

Les examens à l'admission à l'étude et à la pratique de l'architecture dans cette province auront lieu le 21 janvier 1918 et les jours suivants, dans les salles de l'Association des architectes de la province de Québec, 367 Square Beaver Hall, Montréal, à neuf heures de l'avant midi de chaque jour.

Les témoignages d'étude, item "a" des examens (voir charte et règlements), devront être remis au bureau de l'association, le ou avant le 21 décembre de l'année courante. Ces témoignages d'étude devront être accompagnés d'un honoraire de dix dollars (\$10.00) pour les examens d'immatriculation et d'un honoraire de vingt-cinq dollars (\$25.00) pour les examens d'enregistrement.

L'assistant-secrétaire,
V. MORIN.
Montréal, le 14 novembre 1917. 5075

ERRATUM

A la page 2461, de la *Gazette officielle* du 10 novembre 1917, aux numéros 4911-4912, lisez: dans le comté du Lac Saint-Jean, No 1, au lieu de dans le comté du Lac Saint-Jean. 5031

BOARD OF NOTARIES

DISTRICT OF MONTREAL

Public notice is hereby given by the undersigned, Edouard Biron, one of the secretaries of the Board of Notaries, that by a decree of the Council of the Board, dated the second of October, nineteen hundred and seventeen, Henri Brouillet, notary, residing at Montreal, in the district of Montreal, has been removed as notary.

Such removal shall take place on the seventeenth day of November instant, 1917.

In witness whereof, I have signed these presents at Montreal, this sixth day of November, nineteen hundred and seventeen.

Secretary of the Board of Notaries,
District of Montreal,
4930—45-2 EDOUARD BIRON.

NOTICE.

The examinations for admission to study of architecture or registration in this province, will be held the 21st January, 1918, and the following days, at the rooms of the Province of Quebec Association of Architects, No. 367 Beaver Hall Square, Montreal, at nine o'clock in the forenoon each day.

Testimonies of study, item "a" of the examinations, (see charter and by-laws) shall have to be in the rooms of the Association, on or before the 21st December next. The said testimonies to be accompanied by a fee of ten dollars (\$10.00) for candidates for matriculation and a fee of twenty five dollars (\$25.00) for registration.

V. MORIN
Assistant secretary.
Montreal, 14th November, 1917. 5076

ERRATUM

On page 2461, of the *Official Gazette* of the 10th November, 1917, document numbers 4911-12, read: in the county of Lake Saint John, No. 1, instead of in the county of Lake Saint John. 5032

Faillite—Avis de

Notices of Bankruptcy

Re : William Connolly, de Pointe-Bleue, Qué., marchand, insolvable.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier dividende a été préparé dans cette affaire et sera sujet à objection d'ici au 24 novembre 1917, et sera payable à notre bureau le ou après le 26 novembre 1917.

Les curateurs conjoints,

LEFAIVRE & GAGNON.

Bureau : 147 Côte de la Montagne,
(Édifice Bossé).

Québec, 8 novembre 1917.

5015

Province de Québec, district de Montréal. Cour supérieure, No 165. Dans l'affaire de Ulric Savard, boucher, 151 avenue Mont Royal Est, Montréal, failli.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera ouvert à objection jusqu'au troisième jour de décembre 1917, après laquelle date ce dividende sera payable à notre bureau.

Les curateurs,

J.-A. BENOIT,

L.-T.-B. DE GROSBOIS.

Bureau : 20 rue Saint-Jacques.

Montréal, 13 novembre 1917.

5035

Province de Québec, district de Montréal. Cour supérieure, No 201. Dans l'affaire de Olivier Trudeau, 651 avenue Church, Verdun, insolvable.

Avis est par le présent donné que le 15 octobre 1917, par un ordre de cette cour, les soussignés ont été nommés curateurs aux biens dudit failli.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre nos mains dans les trente jours de cette date.

Les curateurs,

J.-A. BENOIT,

L.-T.-B. DE GROSBOIS.

Bureau : 20 rue Saint-Jacques.

Montréal, 13 novembre 1917.

5037

Province de Québec, district de Montréal, No 240. Dans l'affaire de Dame Josephine Leblanc, marchande, 509 avenue Mont-Royal-Est, Montréal, insolvable.

Avis est par le présent donné que la susdite faillie a fait une cession de ses biens, le 12 novembre 1917, au bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, à Montréal.

Le gardien provisoire,

C. RODIER.

Bureau de Benoit & de Grosbois,

20 rue Saint-Jacques, Montréal.

Montréal, 13 novembre 1917.

5039

Province de Québec, district de Montréal. Cour supérieure. *In re* : Elie Lalumière, "Montreal Electrical Service Co", failli.

Avis est donné que le 12ème jour de novembre 1917, le soussigné a été nommé, par une ordonnance de la Cour, curateur aux biens dudit failli.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre mes mains dans les 30 jours de cette date.

Le curateur,

ALEXANDRE DESMARTEAU.

No 60 rue Notre-Dame-Est, Montréal.

Montréal, 12 novembre 1917.

5041

Re : William Connolly, of Pointe-Bleue, Que., merchant, insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend has been prepared in the above matter and will be subject to objection until 24th November, 1917, and will be payable on or after November 26th, 1917.

LEFAIVRE & GAGNON,

Joint curators.

Office : 147 Mountain Hill

Bossé Building.

Quebec, 8th November, 1917.

5016

Province of Quebec, district of Montreal. Superior Court. No. 165. In the matter of Ulric Savard, butcher, 151 Mont Royal Avenue East, Montreal. Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter which will be open to objection until the third day of December, 1917, after which date this dividend will be payable at our office.

J.-A. BENOIT.

L.-T.-B. DE GROSBOIS.

Curators.

Office : 20 Saint James street.

Montreal, 13th November, 1917.

5836

Province of Quebec, district of Montreal. Superior Court. No. 201. In the matter of Olivier Trudeau, 651 Church Avenue, Verdun, insolvent.

Notice is hereby given that on the 15th October, 1917, by order of this Court, the undersigned were appointed curators to the property of the above insolvent.

All sworn claims must be filed with us within thirty days from this date.

J.-A. BENOIT,

L.-T.-B. DE GROSBOIS,

Curators.

Office : 20 Saint James street.

Montreal, 13th November, 1917.

5038

Province of Quebec, district of Montreal, No. 240. In the matter of Dame Josephine Leblanc, trader, 509 Mont Royal Avenue East, Montreal, insolvent.

Notice is hereby given that the aforesaid insolvent has made an assignment of her property, on the 12th November, 1917, for the benefit of her creditors, at the office of the protonotary of the Superior Court, at Montreal.

C. RODIER.

Provisional guardian.

Office of Benoit & de Grosbois,

20 Saint James street, Montreal.

Montreal, 13th November, 1917.

5040

Province of Quebec, district of Montreal. Superior Court. *In re* : Elie Lalumière, "Montreal Electric Service Co", insolvent.

Notice is hereby given that on the 12th day of November, 1917, the undersigned was appointed, by an order of the Court, curator to the property of said insolvent.

All sworn claims must be filed with me within 30 days from this date.

ALEXANDRE DESMARTEAU,

Curator.

No. 60 Notre-Dame-East, Montreal.

Montreal, 12th November, 1917.

5042

Canada, province de Québec, district de Québec. Cour supérieure. *In re*: I. Constantine & O. Colt, Québec, insolubles.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 14 novembre 1917, j'ai été nommé curateur aux biens de cette faillite.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette faillite sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

Le curateur,

J.-P.-E. GAGNON,

Bureau : 44 et 46 rue Dalhousie,

Bâtisse de la Canada Steamship Lines Ltd.

Québec, 14 novembre 1917.

5065

Canada, province de Québec, district des Trois-Rivières, No 84, cour supérieure. *In re*: Harris Auto Supply, Trois-Rivières, Qué., insolvable.

Avis est par le présent donné que par une ordonnance de la cour, en date du 13 novembre 1917, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Les réclamations assermentées, doivent être produites entre mes mains sous un mois de cette date.

Le curateur,

HENRI BISSON.

Bureau : édifice Banque d'Hochelaga.

Trois-Rivières, 13 novembre 1917.

5073

Canada, province de Québec, district de Beauce, cour supérieure. *In re*: Damase Bégin, Sainte-Germaine, insolvable.

Un premier dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 3 décembre 1917, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

Le curateur,

J.-P.-E. GAGNON.

Bureau : 44 et 46 rue Dalhousie,

Bâtisse de la "Canada Steamship Lines, Ltd."

Québec, 15 novembre 1917.

5109

Canada, province of Quebec, district of Quebec. Superior Court. *In re*: I. Constantine & O. Golt, Quebec, insolvents.

In virtue of an order of the Court, dated 14th November, 1917, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

J.-P.-E. GAGNON,

Curator.

Office : 44 et 46 Dalhousie street,

Canada Steamship Lines Ltd. bldg.

Quebec, 14th November, 1917.

5066

Canada, province of Quebec, district of Three Rivers, No. 84, Superior Court. *In re*: Harris Auto Supply, Three Rivers, Que., insolvent.

Notice is hereby given that by an order of the Court, dated 13th November, 1917, I have been appointed curator to the property of the above named insolvent.

Sworn claims must be filed with me within one month from this date.

HENRI BISSON,

Curator.

Office, Hochelaga Bank building,

Three Rivers, 13th November, 1917.

5074

Canada, Province of Quebec, district of Beauce, Superior Court. *In re*: Damase Bégin, Sainte-Germaine, insolvent.

A first dividend has been prepared in this matter, and will be open to objection until 3rd December, 1917, and after which date this dividend will be payable at my office.

J.-P.-E. GAGNON,

Curator.

Office : 44 and 46 Dalhousie street,

Canada Steamship Lines, Ltd. bldg.

Quebec, 15th November, 1917.

5110

Minutes de notaire—transport de :

Québec, 18 octobre 1917

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du code du notariat, qu'il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil, en date du 12 octobre 1917, d'accorder à M. Eugène Leveillé, notaire public, résidant et pratiquant dans la ville de Farnham, comté de Missisquoi, le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu F. Meunier, en son vivant notaire public, du même endroit.

4735—43-5

Québec, 13 novembre 1917.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du code du notariat, qu'il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil, en date du 10 novembre 1917, d'accorder, en faveur de M. Henri-Régis Beaudoin, notaire public, résidant et pratiquant en la cité de Montréal, le transfert des minutes, répertoire et index de feu Pierre-Arsène Beaudoin, en son vivant, notaire, du même lieu, et dont le dépositaire actuel est M. Victor Morin, notaire, aussi de Montréal.

5047

Notarial Minutes transferred

Quebec, 18th October, 1917.

Notice is hereby given that in virtue of the Notarial Code, His Honor the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, has been pleased, by Order in Council, dated the 12th October, 1917, to grant, in favor of Eugène Leveillé, esquire, notary public, residing and practising in the town of Farnham, county of Missisquoi, the transfer of the minutes, repertory and index of the late F. Meunier, in his lifetime notary public, of the same place.

4736—43-5

Quebec, 13th November, 1917.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that His Honour the Lieutenant Governor has been pleased, by Order-in-Council, dated the 10th November, 1917, to grant the application of Henri-Regis Beaudoin, notary public, residing and practising in the city of Montreal, for the transfer to him of the minutes, repertory and index of the late Pierre-Arsène Beaudoin, in his lifetime notary, of the same place which are now deposited with Victor Morin, notary, also of Montreal.

5048

Ratification de titre

Confirmation of title

Province de Québec, district d'Arthabaska. Dans la cour supérieure. No 301. *In re*: Charles Nugent, du canton d'Irlande, dans le comté de Mégantic, district d'Arthabaska, requérant ratification de titre.

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé au greffe du protonotaire de la cour supérieure du district d'Arthabaska, une déclaration de possession par ledit Charles Nugent, faite sous seing privé devant W.-H. Lambly, juge de paix, le neuvième jour de juillet mil neuf cent dix-sept et enregistrés au bureau d'enregistrement du comté de Mégantic, à Inverness, le même jour, sous le No. 56290, par laquelle déclaration ledit Charles Nugent se déclare être en possession continue et paisible, depuis les soixante dernières années de "la moitié nord-ouest du lot numéro huit, du sixième rang du canton d'Irlande, étant maintenant le lot cadastral numéro trois cent soixante (360) du cadastre officiel du canton d'Irlande."

Toutes personnes qui réclament quelque privilèges ou hypothèque sur ledit immeuble, immédiatement avant l'enregistrement de ladite déclaration, sont averties qu'il sera présenté à ladite Cour, le quinzième jour de décembre mil neuf cent dix-sept, une demande en ratification de titre; et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le registraire est tenu, par les dispositions du Code de procédure civile, de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par le présent requises de signifier leurs opérations par écrit, et de les produire au greffe du protonotaire, dans les six jours après ledit jour, à défaut de quoi elles seront pour toujours forcloses du droit de le faire.

Le protonotaire de la C. S.,

MARCEAU & PICHER,

Arthabaska, 14 novembre 1917. 5121—46-2

Province of Quebec, district of Arthabaska. In the Superior Court. No. 301. *In re*: Charles Nugent, of the township of Ireland, in the county of Megantic, district of Arthabaska, petitioner for confirmation of title.

Notice is hereby given that there was deposited in the prothonotary's office of the Superior Court, in the district of Arthabaska, a declaration of possession by the said Charles Nugent, made *sous seing privé* before W.-H. Lambly, justice of the peace, on the ninth day of July, one thousand nine hundred and seventeen and registered in the registry office for the county of Megantic, at Inverness the same day, under the No. 56290, by which said declaration the said Charles Nugent declares himself to have been in the continuous and peaceable possession, for the past sixty consecutive years, of "the north west half of lot number eight, in the sixth range of the township of Ireland, being now the cadastral lot number three hundred and sixty (360) of the official cadastre of the township of Ireland."

Every and all persons having any privilege or hypothec on said immovable, immediately before the registration of the said declaration are informed that, on the fifteenth day of December one thousand nine hundred and seventeen, a petition for confirmation of title will be presented to the superior Court, in this district; and unless their claims should be such as the registrar is bound, by the dispositions of the Code of civil procedure, to mention in his certificate to be filed in this case, they are by these presents requested to file their oppositions in writing, in the prothonotary's office within six days after the said date, failing which, they shall be for ever foreclosed of the right so to do.

MARCEAU & PICHER,

P. S. C.

Arthabaska, 14th November, 1917. 5122—36-2

Vente en liquidation

Sale in Liquidation

EN VERTU DE LA LOI DES LIQUIDATIONS ET DE SES AMENDEMENTS

UNDER THE WINDING UP ACT AND ITS AMENDMENTS.

Canada, province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 122. *In re*: Damien Lalonde, limitée, en liquidation; et Frs.-Régis Vinet & Pierre-H. Dufresne, liquidateurs.

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé chez Frs.-Régis Vinet & Pierre-H. Dufresne, liquidateurs de ladite compagnie en liquidation, à leur bureau No 99, rue Saint-Jacques, en la cité de Montréal, un certain acte de vente passé devant Thomas Ducharme, notaire public, le quatorzième jour de novembre mil neuf cent dix-sept, sous le numéro deux mille quinze (2015), des minutes dudit notaire, de la part de Damien Lalonde, limitée, en liquidation, à Dame Orisse alias Marie-Mathilde Patenaude, épouse séparée de biens de M. H.-Alexandre Millette, dans lequel acte de vente la propriété transportée est décrite comme suit, savoir :

DESCRIPTION :

Un emplacement ayant front sur la rue Emery, en la cité de Montréal, mesurant environ quarante pieds de front par environ quatre-vingts pieds de profondeur, plus ou moins, connu et désigné sous le numéro sept cent trente (730),

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 122. *In re*: Damien Lalonde limited, in liquidation; and Frs.-Régis Vinet & Pierre-H. Dufresne, liquidators.

Notice is hereby given that there has been deposited with Frs.-Régis Vinet & Pierre-H. Dufresne, liquidators of the said company in liquidation, at their office, 99 Saint-James street, in the city of Montreal, a certain deed of sale passed before Thomas Ducharme, notary public, on the fourteenth day of November, 1917, bearing number 2015, of the minutes of the said notary, from Damien Lalonde, limitée, in liquidation, to Dame Orisse alias Marie-Mathilde Patenaude, wife separated as to property of Mr. H.-Alexandre Millette, in which deed of sale the property conveyed is described as follows, to wit :

DESCRIPTION :

A lot of land fronting on Emery street, in the city of Montreal, measuring about forty feet in front by about eighty feet in depth, more or less, known and designated under number seven hundred and thirty (730), of the official

des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, de la cité de Montréal, avec la maison de rapport dessus érigée et portant les numéros civiques 27, 29 et 29a de ladite rue Emery, comprenant aussi la moitié en longueur du terrain servant d'assiette au mur latéral sud-ouest de ladite maison de rapport, lequel mur latéral érigé sur l'extrémité nord-ouest du lot connu et désigné sous le numéro sept cent vingt-neuf (729), des plan et livre de renvoi officiels dudit quartier Saint-Louis, à partir de ladite rue Emery jusqu'à la profondeur dudit lot No 729, comprenant aussi la moitié dudit mur latéral sud-ouest à partie de la rue Emery, jusqu'à la profondeur de la maison érigée sur ledit lot No 729, dont le mur latéral nord-ouest est constitué par le mur mitoyen latéral sud-ouest de ladite maison de rapport érigée sur le No 730, comprenant aussi tout le mur latéral sud-ouest (érigé sur ledit lot No 729), de la maison de rapport érigée sur ledit No 730 à partir du point en arrière où les deux maisons cessent d'être contigües jusqu'à la profondeur de ladite maison érigée sur ledit No 730, avec tous les droits de servitudes établis quant audit mur en faveur de la compagnie Damien Lalonde, ltée, par acte de convention fait le 20 juillet 1915, entre O.-H. Massicotte et la Compagnie Damien Lalonde, ltée, et enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal-Est, le 21 juillet 1915, sous le numéro 98988, tel qu'il appert à copie dudit acte déposée dans le dossier de la présente cause au bureau du shérif, à Montréal, où communication peut en être prise et, de plus, prenez avis que le certificat du registrateur sur ladite propriété immobilière a été aussi déposé chez les liquidateurs à leur bureau à Montréal.

Que la propriété ci-haut décrite a été détenue et possédée durant les trois dernières années comme suit: quant au lot 730, par la compagnie Damien Lalonde, limitée, depuis le 13 juillet 1915, par Dame H.-A. Millette, depuis le 8 juillet 1915 au 13 juillet 1915.

Par MM. J.-B. Dupré et Charles Marquette, depuis le 18 septembre 1914 au 8 juillet 1915.

Par MM. Flahault, Frère & Cie, depuis le 7 mai 1914 au 18 septembre 1914.

Quant à partie du lot 729 :

Par Damien Lalonde limitée, depuis le 20 juillet 1915.

Par O.-H. Massicotte, depuis le 17 juillet 1874.

Que lesdits acte de vente et certificat du registrateur ont été ainsi déposés en conformité avec les prescriptions des articles 7552 et suivants des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, et que le présent avis est publié en conformité avec les dispositions desdits articles et à fin de donner à ladite vente l'effet d'une vente faite par le shérif.

Daté en la cité de Montréal, dans la province de Québec, le 17ième jour de novembre 1917.

Les liquidateurs,

F.-R. VINET,
P.-H. DUFRESNE.

5071—46-5

Vente par encan

Canada, province de Québec, district de Québec. Cour supérieure, No 3218. Re : J.-B. Lamontagne faisant affaires sous la raison sociale de "Eug. Thivierge", manufacturier de chaussures, Québec, insolvable.

Avis est par le présent donné que JEUDI, le VINGT-DEUXIEME jour de NOVEMBRE

plan and book of reference for Saint-Louis ward, said city of Montreal, with the building thereon erected and bearing civic numbers 27, 29 and 29a of said Emery street, comprising also the half in width of the land bearing the south west lateral wall of said building, said lateral wall being erected on the north west extremity of lot known and designated under number seven hundred and twenty nine (729), of the official plan and book of reference of said Saint-Louis ward, from said Emery street to the depth of said lot No. 729, comprising also the half of said southwest lateral wall from Emery street, to the depth of the building erected on said lot No. 729, whose northwest lateral wall is constituted by the southwest lateral "mitoyen" wall of said building erected on No. 730, comprising also all the southwest lateral wall (erected on said lot No. 729), of the building erected on said No. 730, from that place in rear where the two buildings cease to be contiguous to the depth of said building erected on said lot No. 730, with all the established rights of servitude as to said wall in favor of Damien Lalonde, limitée, by deed of convention made on 20th July, 1915, between O.-H. Massicotte and Damien Lalonde, limitée, before Thomas Ducharme, notary, and registered at the registry office for Montreal-East, on 21st July, 1915, under No. 98988, as appears in copy of said deed deposited in the record of said case at the office of the sheriff, in Montreal, where communication of same may be had, and further, take notice that the registrar's certificate of search against the said immoveable property has also been deposited with the said liquidators at their office, in Montreal.

That the immoveable property described above has been owned and possessed during the last three years as under : as to lot 730, by Damien Lalonde, limitée, since 13th July, 1915, by Dame H.-A. Millette, since 8th July, 1915, to 13th July, 1915.

By Messrs. J.-B. Dupré and Charles Marquette, since 18th September, 1914, to 8th July, 1915.

By Messrs. Flahault, Frère & Cie, since 7th May, 1914, to 18th September, 1914.

As to part of lot 729:

By Damien Lalonde, limitée, since 20th July, 1915,

By O.-H. Massicotte, since 17th July, 1874.

That the said deed of sale from Damien Lalonde, limitée, in liquidation and registrar's certificate have been so deposited in pursuance of the provisions of articles 7552 and following of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, and this notice is given pursuant to the provisions of the said articles and for the purposes of giving said sale the effect of a sheriff's sale.

Dated in the city of Montreal, in Ptherovince of Quebec, this 17th day of November, 1917.

F.-R. VINET,
P.-H. DUFRESNE,
Liquidators.

5072—46-5

Auction Sale

Canada, Province of Quebec, district of Quebec. Superior Court, No. 3218. Re : J.-B. Lamontagne doing business under the firm name of Eug. Thivierge, shoe manufacturer, Quebec, insolvent.

Notice is hereby given that on THURSDAY, TWENTY SECOND NOVEMBER, 1917, at

1917, à ONZE heures a. m., seront vendus les immeubles suivants :

Un immeuble situé Côte Saint-Etienne, de Lévis, connu et désigné comme étant les lots 470 et 471, du cadastre pour Notre-Dame-de-Lévis avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Un immeuble situé au No 102 rue de la Reine, connu et désigné comme étant le No 712 du cadastre pour le quartier Saint-Roch-de-Québec—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Cette propriété est sujette à une rente annuelle et constituée de \$12.00, payable le 1er mars de chaque année.

Les curateurs,

LARUE, TRUDEL & PICHER.

Bureaux : Edifice "Dominion",
126 rue Saint-Pierre, Québec.

Québec, 7 novembre 1917. 4951—45-2

En vertu de l'acte des liquidations.

Canada, province de Québec, district de Québec, cour supérieure, No 152. Dans l'affaire de "The Quebec Home Builders Ltd", en liquidation.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'une ordonnance de cette cour en date du 23 octobre 1917, sera vendu par enchère public, au plus haut et dernier enchérisseur, MARDI, le QUATRE DECEMBRE 1917, à ONZE heures A. M., à notre bureau, 52 rue Saint-Joseph, à Québec.

a. Un terrain de forme irrégulière, dans Saint-Louis-de-Courville, mesurant quarante pieds de front par cent quinze pieds de profondeur sur la rue Saint Raphael et cent un pieds de profondeur à la ligne de division du lot No 19, plus ou moins—avec maison non achevée dessus construite, située coins de l'avenue Saint-Raphael et Terrasse Montmorency, connu et désigné sous le No 20, subdivision du lot originaire 48 du cadastre officiel pour la paroisse de Beauport; borné au nord par le lot No 18, à l'est par le lot 19, et au sud par la terrasse Montmorency;

b. Un terrain mesurant trente pieds de front par quatre-vingts de profondeur, plus ou moins—avec maison dessus construite, situé sur l'avenue Preston, connu et désigné sous le No 110, subdivision du lot originaire 105 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Colomban de Sillery, borné au nord, par le lot 111, au sud par le lot 109 à l'est par une ruelle et à l'ouest par l'avenue Preston;

c. Deux terrains mesurant trente-cinq pieds de front chacun par quatre-vingt pieds de profondeur, plus ou moins—avec maison non achevée dessus construite, située sur l'avenue Maguire, connu et désigné sous les Nos 418-419, subdivision du lot originaire 105 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Colomban de Sillery, borné au nord par la rue Columbian au sud par le lot 417 à l'est par une ruelle et à l'ouest par l'avenue Maguire;

d. Les droits que peut posséder ladite compagnie sur un puit artésien situé sur les terrains de Le Parc Saint-Louis, Ltée.

e. Un lot de matériaux suivant inventaire \$122.55.

Les titres et documents concernant les propriétés ainsi que la liste d'inventaire peuvent être examinés à notre bureau.

Pour permis de visiter, s'adresser au soussigné. Conditions de paiement: argent comptant.

Le liquidateur,

A. THERIAULT.

Bureau de Thériault & Gagnon,
52 rue Saint-Joseph, Québec.

Québec, 3 novembre 1917. 4819—44-2

ELEVEN o'clock a.m., will be sold the following immoveables :

A property situated on Cote Saint Etienne at Lévis, known and designated as being lots 470 and 471, of the cadastre Notre-Dame-de-Lévis—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

A property situated at No. 102 de la Reine street, Quebec, known and designated as being No. 712 of the Saint Roch's cadastre—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies. This property is subject to an annual rental of \$12.00 payable on the 1st March of each year.

LARUE, TRUDEL & PICHER,

Curators.

Offices: "Dominion Building",

126 Saint Peter street, Quebec.

Quebec, 7th November, 1917. 4952—45-2

Under the Winding Up Act.

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, No. 152. In the matter of Quebec Home Builders, Ltd, in liquidation.

Notice is hereby given that in and by virtue of an order of this court, dated the 23rd October, 1917, the following assets will be sold by public auction to the highest and last bidder, on TUESDAY, the FOURTH of DECEMBER, 1917, at ELEVEN o'clock A. M., at our office, 52 Saint Joseph street, at Quebec.

a. That certain lot of land of irregular outline, in Saint-Louis-de-Courville, measuring forty feet in front by one hundred and fifteen feet in depth on Saint Raphael street and one hundred and one feet in depth on the division line of lot No 19, more or less—with an unfinished house thereon erected, situate corners of Saint Raphael Avenue and Montmorency Terrasse, known and designated under the No. 20, subdivision of original lot 48 of the official cadastre for the parish of Beauport; bounded on the north by the lot No. 18, on the east by the lot 19, and on the south by the Montmorency Terrasse;

b. That certain lot of land measuring thirty feet in front by eighty feet in depth, more or less—with a house thereon erected, situate on Preston Avenue, known and designated under the No. 110, subdivision of original lot 105 of the official cadastre of the parish of Saint Colomban-de-Sillery; bounded on the north by the lot 111, on the south by the lot 109, on the east by a lane and on the west by Preston Avenue.

c. Two lots of land measuring thirty five feet in front each by eighty feet in depth, more or less—with an unfinished house thereon erected, situate on Maguire Avenue, known and designated under the Nos. 418 and 419, subdivisions of original lot 105 of the official cadastre of the parish of Saint Colomban-de-Sillery, bounded on the north by Colomban street, on the south by the lot 417, on the east by a lane and on the west by Maguire Avenue;

d. The rights which the said company may have in an artesian situate on the lands of Le Parc Saint-Louis, Ltée;

e. A lot of materials as per inventory \$122.53.

The titles and documents respecting the properties with the inventory list may be seen at our office.

For inspection permit, apply to the undersigned. Conditions of payment Cash.

A THERIAULT,

Liquidator.

Office of Thériault & Gagnon,

52 Saint Joseph street, Quebec.

Quebec, 3rd November, 1917. 4820—44-2

Vente par licitation

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Québec, dans le district de Québec, le 6 novembre 1917, dans une cause dans laquelle Julia McLaughlin, veuve de Maurice Conway, de Saint-Gabriel-de-Valcartier, est demanderesse; et Helen McLaughlin, épouse de Thomas Ellis, propriétaire de l'hôtel Dedham, dans l'état de Massachusetts, l'un des états unis d'Amérique et ledit Thomas Ellis mis en cause pour assister et autoriser sadite épouse; Terence McLaughlin, cultivateur, de Sainte-Catherine; Bridgit McLaughlin, épouse de John Kinsella, de Leomister, dans l'état du Massachusetts, l'un des états unis d'Amérique, et le dit John Kinsella mis en cause pour assister et autoriser sa dite épouse; James McLaughlin, de Spokane, dans l'état de Washington, l'un des états unis d'Amérique; Patrick-John King, ci-devant de Saint-Gabriel-de-Valcartier, maintenant de lieux inconnus; Julia-Theresa King, fille majeure, de la cité de Québec, et Patrick King, de la cité de Montréal; Michael King, cultivateur, de Saint-Gabriel-de-Valcartier; Mark McLaughlin, cultivateur de Sainte-Catherine, sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir: deux lots de terre connus et désignés sous les Nos 629 et 630, au plan du cadastre et au livre de renvoi officiel pour la paroisse de Sainte-Catherine et deux autres lots situés dans la concession nord-ouest de la paroisse de Valcartier, connus et désignés au plan cadastral et livre de renvoi officiel pour la paroisse de Sainte-Catherine, sous les Nos 42 et 43 de la dite concession.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-ET-UNIEME jour de DECEMBRE 1917, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de Québec, à 10 heures A. M., sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charger ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forclores du droit de le faire.

Les procureurs de la demanderesse,
TASCHEREAU, ROY, CANNON,
PARENT & CASGRAIN.
Québec, 7 novembre 1917. 4981-45-2

Sale by Licitation

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Quebec, in the district of Quebec, on the 6th November, 1917, in a cause wherein Julia McLaughlin, widow of Maurice Conway, of Saint-Gabriel-de-Valcartier, is plaintiff; and Helen McLaughlin, wife of Thomas Ellis, owner of Dedham Hotel, in the State of Massachusetts, one of the United States of America, and the said Thomas Ellis a party hereto to assist and authorize his said wife; Terence McLaughlin, farmer, of Sainte Catherine; Bridgit McLaughlin, wife of John Kinsella, of Leomister, in the state of Massachusetts, one of the United States of America, and the said John Kinsella a party hereto, to assist and authorize his said wife; James McLaughlin, of Spokane, in the State of Washington, one of the United States of America; Patrick-John King, heretofore of Saint-Gabriel-de-Valcartier, now of unknown parts; Julia-Theresa King, spinster, of the city of Quebec, and Patrick King of the city of Montreal; Michael King, farmer, of Saint Gabriel-de-Valcartier; Mark McLaughlin, farmer, of Sainte Catherine, are defendants, ordering the licitation of certain immovables designated as follows, to wit: Two lots of land known and designated under the Nos 629 and 630 on the official cadastral plan and book of reference for the parish of Sainte Catherine, and two other lots of land situated in the north west concession of the parish of Valcartier, known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the parish of Sainte Catherine, under the Nos 42 and 43 of said concession;

The immovables above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the TWENTY FIRST day of DECEMBER, 1917, sitting the Court, in the Court room of the Quebec Court House, at TEN o'clock in the forenoon, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the protonotary of said court; and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in said office of the Court, twelve days at least before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and oppositions for payment must be filed within six days next after the adjudication; and failing any parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

TASCHEREAU, ROY, CANNON,
PARENT, & CASGRAIN,
Attorneys for plaintiff.
Quebec, 7th November, 1917. 4982-45-2

VENTES PAR LES SHÉRIFS ARTHABASKA

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour supérieure.—District de Montréal.
Arthabaska, à savoir:) DAME VEUVE MA-
No 4764) RIA BEAULIEU,

SHERIFFS' SALES ARTHABASKA

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.
Arthabaska, to wit:) DAME WIDOW MA-
No. 4764.) RIA BEAULIEU,

demanderesse; vs L.-A. BEDARD, *ès-qualité*, défendeur.

Comme appartenant au défendeur *ès-qualité*,
1. Un immeuble connu et désigné au cadastre officiel du canton de Warwick, sous le No 146. A distraire la partie appartenant à Philias Pepin et celle cédée à la corporation du village de Warwick, pour former une partie de la rue Saint-Pierre;

2. Un autre immeuble connu et désigné au cadastre officiel du dit cadastre de Warwick sous le No 144, à distraire les parties possédées par M. Lyon Cohen, la corporation du village de Warwick, comme rues publiques, M. Alfred Hamel, rue projetée entre les emplacements de M. Alfred Hamel susdit, M. W.-C. Houle, Dame Ulric Boutin, F.-X. Therrien, Napoléon Paré, Alfred Désilets, Ernest Marchand, Dame Honoré Pepin, Dame F.-X.-R. Lafèche, Dame Narcisse Béchard et M. J.-E. Tessier.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Médard-de-Warwick, le DIX-NEUVIEME jour de DECEMBRE prochain (1917), à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

J.-E. GIROUARD.

Bureau du shérif,

Arthabaska, 16 novembre 1917. 5113—46-2

[Première publication, 17 novembre 1917.]

MANDAT DES CURATEURS.

Cour supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } *IN RE*: J.-B. DE-
No 15. } MERS, failli; et
LEFAIVRE & GAGNON, curateurs.

Comme appartenant au failli:

1. La moitié sud-ouest du lot No 77 du cadastre officiel du canton d'Inverness—circonstances et dépendances.

2. Le lot No 320 du cadastre officiel du canton de Somerset-Sud—avec les bâtisses dessus construites.

3. Le lot No 754 du cadastre officiel de Sainte-Sophie, Halifax-Nord—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Pierre-Baptiste, le VINGTIEME jour de DECEMBRE prochain (1917), à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,

J.-E. GIROUARD.

Bureau du shérif.

Arthabaska, 16 novembre 1917. 5115—46-2

[Première publication, 17 novembre 1917.]

plaintiff; against L.-A. BEDARD, *ès-qualité*, defendant:

As belonging to the defendant *ès-qualité*:

1. A certain piece of land known and designated upon the official plan and book of reference of the township of Warwick, under No. 146. To take off from same that part belonging to Philias Pepin and the part ceded to the corporation of the village of Warwick, to form a part of Saint Peter street;

2. Another piece of land known and designated upon the said official plan and book of reference of Warwick under No. 144, to take off from same the parts owned by Lyon Cohen, the corporation of the village of Warwick as public streets, Alfred Hamel, planned street between the emplacements of Alfred Hamel above named, W.-C. Houle, Dame Ulric Boutin, F.-X. Therrien, Napoléon Paré, Alfred Désilets, Ernest Marchand, Dame Honoré Pepin, Dame F.-X.-R. Lafèche, Dame Narcisse Béchard and J.-E. Tessier.

To be sold at the parochial church door of Saint-Médard-de-Warwick, the NINETEENTH day of DECEMBER next (1917), at ELEVEN o'clock in the morning.

J.-E. GIROUARD.

Sheriff.

Sheriff's office,

Arthabaska, 16th November, 1917. 5113—46-2

[First publication, 17th November, 1917.]

WARRANT OF THE CURATORS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } *IN RE*: J.-B. DE-
No 15. } MERS, insolvent;
and LEFAIVRE & GAGNON, curators.

As belonging to the insolvent:

1. The south west half of lot No. 77 of the official plan and book of reference of the township of Inverness—circumstances and dependencies.

2. The lot No. 320 of the "Gore" of the official plan and book of reference of the township of south Somerset—with the buildings thereon erected.

3. The lot No. 754, of the official plan and book of reference of Sainte-Sophie, north Halifax—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint-Pierre-Baptiste, the TWENTIETH day of DECEMBER next (1917), at THREE o'clock in the afternoon.

J.-E. GIROUARD,

Sheriff.

Sheriff's office.

Arthabaska, 16th November, 1917. 5116—46-2

[First publication, 17th November, 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } *VICTORIA HYDE*
No 306. } & *SKIN CO.*,
demanderesse; contre OMER LUPIEN, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Un terrain ou emplacement de trois-quarts d'arpent de front sur trois-quarts d'arpent de profondeur, à prendre et distraire du côté ouest d'un terrain connu et désigné au cadastre officiel du canton de Bulstrode, sous le No 326, (p. 326), avec une fromagerie et beurrerie dessus construites et avec toutes les machineries et outillages actuellement dans la dite bâtisse et servant à son exploitation; borné en front à la route d'Hodges, et aux autres côtés au surplus du lot 326, appartenant à Léopold Marcotte; le dit terrain étant pris

FEIRI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } *VICTORIA HYDE &*
No.306. } *SKIN CO.*, plain-
tiff; against OMER LUPIEN, defendant.

As belonging to the defendant:

A certain emplacement of three quarters of an acre in front by three quarters of an acre in depth, to be taken out of the west side of a piece of land known and designated upon the official plan and book of reference of the township of Bulstrode, under No. 326 (p. 326), with a cheese and butter factory thereon erected, with all the machineries and tools actually in the said building and used for same; bounded in front by the Hodges road, and on the other sides by said lot 326, belonging to Léopold Mar-

et distrair dudit lot de manière que sa ligne nord passe à vingt pieds au côté nord de ladite bâtisse.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Anne-du-Sault, le VINGT-ET-UNIE-ME jour du mois de DECEMBRE prochain (1917), à MIDI.

Le shérif,
J.-E. GIROUARD.

Bureau du shérif.

Arthabaska, 14 novembre 1917. 5117—46-2
[Première publication, 17 novembre 1917]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : J.-A. CAMPEAU, No 272. J. demandeur; contre ERNEST ROY, défendeur.

Le quart indivis des immeubles suivants, comme appartenant au défendeur :

1. Les trois-cinquièmes nord-ouest de la moitié sud-ouest du lot cadastral No 568 du canton d'Irlande; ladite terre située dans le dixième rang dudit canton et contenant environ 30 acres de terre en superficie—avec les bâtisses y érigées;

2. La moitié sud-ouest du lot cadastral No 569 dudit canton d'Irlande, contenant environ 50 acres de terre en superficie—avec les bâtisses y érigées. La vente desdites propriétés sera faite avec réserve en faveur de qui de droit, des mines et droits de mines.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement, dans et pour le comté de Mégantic, à Inverness, le VINGT-NEUVIEME jour du mois de NOVEMBRE prochain (1917), à MIDI.

Le shérif,
J.-E. GIROUARD.

Bureau du shérif.

Arthabaska, ce 24 octobre 1917. 4795—43-2
[Première publication, 27 octobre 1917.]

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS

Chicoutimi, à savoir : LOUIS-PHILIPPE No 5436. J. SIROIS, notaire,

de Québec, en sa qualité d'exécuteur du testament de feu Isaac Drum, du même lieu; vs EMILE OUELLETTE, de Sainte-Anne, et PIERRE OUELLETTE, du même lieu, ce dernier en sa qualité de tuteur à Marie-Blanche Ouellette et al, enfants mineurs dudit Emile Ouellette et de feu Dame Emilie Ouellette, son épouse.

1. Une ferme formée du lot numéro dix B, du cinquième rang au cadastre officiel du canton Simard, d'une superficie d'environ cinquante acres—avec bâtisses et dépendances; le tout borné vers le nord-est au chemin divisant le sixième rang du cinquième rang, vers le sud-est par le terrain de Thomas Côté, vers le sud-ouest par le cordon divisant le cinquième rang de quatrième rang, et vers le nord-ouest par une route;

2. Un terrain de trois acres et deux-dixièmes en superficie formé du lot numéro dix-B-un de la dernière redivision du lot numéro dix-B du deuxième rang au cadastre officiel du canton Simard—avec ensemble la maison et autres bâtisses dessus érigées et les dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de Sainte-

cotte; the said piece of land being situated and taken from the said lot in such a way that its north line passes at twenty feet on the north side of the said building.

To be sold at the parochial church door of Sainte-Anne-du-Sault, the TWENTY FIRST day of DECEMBER next (1917), at TWELVE o'clock noon.

J.-E. GIROUARD,
Sheriff.

Sheriff's office,

Arthabaska, 14th November, 1917. 5118—46-2
[First publication, 17th November, 1917].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : J.-A. CAMPEAU No. 272. J. plaintiff; against ERNEST ROY, defendant.

The undivided one quarter of the following immovable properties as belonging to the defendant :

1. The north west three fifths of the south west half of the cadastral lot No. 568 of the township of Ireland; the said land situated in the tenth range of said township and containing about 30 acres of land in superficies—with the buildings thereon erected;

2. The south west half of the cadastral lot No. 569 of the township of Ireland, containing about 50 acres of land in superficies—with the buildings thereon erected. The sale of the said properties will be made with the reservation in favor of the owner, of the mines and minerals.

To be sold at the registry office, in and for the county of Mégantic, at Inverness, on the TWENTY NINTH day of NOVEMBER next (1917), at TWELVE o'clock NOON.

J.-E. GIROUARD,
Sheriff.

Sheriff's office.

Arthabaska, 24th October, 1917. 4796—43-2
[First publication, 27th October, 1917.]

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS.

Chicoutimi, to wit : LOUIS-PHILIPPE SIROIS, No. 5436. J. ROIS, notary, of Que-

bec, in his capacity of executor of the will of the late Isaac Drum, of the same place; vs EMILE OUELLETTE, of Saint Ann's, and PIERRE OUELLETTE, of the same place, the latter in his capacity of tutor to Marie-Blanche Ouellette et al, minor children of the said Emile Ouellette and of the late Dame Emilie Ouellette, his wife.

1. A farm composed of the lot number ten-B of the fifth range on the official cadastre of the township Simard, of about fifty acres in area—with buildings and dependencies; the whole bounded on the northeast by the road dividing the sixth range from the fifth range, on the southeast by the land of Thomas Côté, on the southwest by the line dividing the fifth range from the fourth range, and on the northwest by a by-road;

2. A lot of land three acres and two tenths in area composed of the lot number ten-B-one of the last redivision of the lot number ten-B of the second range on the official cadastre of the township Simard—with together the house and other buildings thereon erected and the dependencies.

To be sold at the church door of Sainte Ann's,

Anne, le VINGT-SEPTIEME jour de NOVEMBRE, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
EDM. SAVARD.

Bureau du shérif,
Chicoutimi, 23 octobre 1917. 4775—43-2
[Première publication, 27 octobre 1917].

on the TWENTY SEVENTH day of NOVEMBER, at TEN o'clock in the forenoon.

EDM. SAVARD,
Sheriff.

Sheriff's office.
Chicoutimi, 23rd October, 1917. 4776—43-2
[First publication, 27th October, 1917].

JOLIETTE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour de Circuit, dans et pour le comté de Montcalm.
Province de Québec, } THOMAS ENGLISH,
District de Joliette, } demandeur; vs
No 2656. } MOSES GLUCK, dé-
fendeur, Joliette, à savoir:

Un lopin de terre situé dans la paroisse de Saint-Calixte-de-Kilkenny, district de Joliette, et connu comme étant le No 24-B du 6ième rang du canton Kilkenny, d'après les plan et livre de renvoi officiels du cadastre de partie du canton Kilkenny, dans le comté de Montcalm—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Calixte-de-Kilkenny, MARDI, le VINGT-SEPT NOVEMBRE mil neuf cent dix-sept, à MIDI.

Le shérif,
JOSEPH GADOURY.

Bureau du shérif.
District de Joliette, 23 octobre 1917.
4783—43-2
[Première publication, 27 octobre 1917].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Circuit, Court in and for the county of Montcalm.
Province of Quebec, } THOMAS ENGLISH,
District of Joliette, } plaintiff; vs MO-
No. 2656. } SES GLUCK, defend-
ant., Joliette, to wit:

That certain parcel of land lying and situate in the parish of Saint Calixte-de-Kilkenny, district of Joliette, and known as being the No. 24-B of the 6th range of the township of Kilkenny, according to the official cadastral plan and book of reference of part of the township of Kilkenny, in the county of Montcalm—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Calixte-de-Kilkenny, on TUESDAY, the TWENTY SEVENTH day of NOVEMBER, one thousand nine hundred and seventeen, at TWELVE o'clock noon.

JOSEPH GADOURY,
Sheriff.

Sheriff's office.
District of Joliette, 23rd October, 1917.
4784—43-2
[First publication, 27th October, 1917].

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour supérieure—Montmagny.
Montmagny, à savoir: } LUC BELANGER,
No 98. } cultivateur, de la
paroisse de Saint-Cyrille, demandeur; contre
FLAVIEN BELANGER, du même lieu, défen-
deur, savoir:

Un lot de terre connu et désigné comme étant le lot numéro cent vingt-cinq (125), du deuxième rang, canton Lessard, paroisse de Saint-Cyrille—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Cyrille, le VINGT-SEPTIEME jour de NOVEMBRE prochain 1917, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
GEO. ROY.

Bureau du shérif.
Montmagny, 24 octobre 1917. 4749—43-2
[Première publication, 27 octobre 1917].

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court—Montmagny.
Montmagny, to wit: } LUC BELANGER, far-
No. 98. } mer, of the parish of
Saint Cyrille, plaintiff; against FLAVIEN BE-
LANGER, of the same place, defendant, to wit:

That certain lot of land known and designated as being the lot number one hundred and twenty five (125), of the second range of the township of Lessard, parish of Saint Cyrille—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Cyrille, on the TWENTY SEVENTH day of NOVEMBER next, 1917, at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. ROY,
Sheriff.

Sheriff's office.
Montmagny, 24th October, 1917. 4750—43-2
[First publication, 24th October, 1917].

MONTREAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: } NAPOLEON LACOSTE,
No 4073. } fils, ALFRED DES-
LAURIERS et HENRI DESLAURIERS, tous

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: } NAPOLEON LACOSTE,
No. 4073. } junior, ALFRED DES-
LAURIERS and HENRI DESLAURIERS, all

trois commerçants, de la cité et du district de Montréal, et y faisant affaires ensemble et en société sous la raison sociale de Lacoste et Deslauriers, demandeurs; vs DAME VEUVE BERNARD RAFFERTY, de la cité et du district de Montréal veuve de Bernard Rafferty, défenderesse.

Un emplacement faisant partie du lot No 440 du cadastre du quartier Sainte-Marie, en la cité de Montréal, contenant vingt-neuf pieds de profondeur sur cinquante-sept pieds de largeur, mesure anglaise, plus ou moins, sans garantie; borné en arrière par le lot No 439 du dit cadastre, en avant par la rue Dorchester-Est, d'un côté par l'avenue ou chemin Papineau, et de l'autre côté par le résidu du lot No 440 et les Nos 440-1 et 440-2, du dit cadastre—avec maison et dépendances portant les Nos civiques 951 de la rue Dorchester Est et 81 et 83 de l'avenue Papineau, cité de Montréal.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-UNIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif,

Montréal, 14 novembre 1917. 5079—46-2
[Première publication, 17 novembre 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DAME MATHILDA
No 5025. } PEARSON, épouse
contractuellement séparée de biens de Michael-J. Frawley, mécanicien, de la cité et du district de Montréal, et ledit Michael-J. Frawley, partie aux présentes pour autoriser sadite épouse, demanderesse; vs COMPAGNIE IMMOBILIERE DU CANADA, compagnie incorporée ayant sa principale place d'affaires en la cité et le district de Montréal, défenderesse.

Une terre située dans la paroisse de la Rivière-des-Prairies, près de Montréal, connue au cadastre et aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Rivière des Prairies, comme étant la partie nord-est du lot numéro treize ($\frac{1}{2}$ N. E. 13), contenant environ un arpent et demi de largeur; par trente arpents de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec les bâtisses y construites ladite terre bornée en front au nord-ouest par la Rivière-des-Prairies, en profondeur, au sud-est, par la ligne limitative de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, d'un côté, au nord-est, par le lot numéro douze, du même cadastre, et de l'autre côté, au sud-ouest, par la partie sud-ouest ou le résidu de l'immeuble vendu.

Tel que le tout se trouve présentement, avec les servitudes actives et passives, circonstances et dépendances attachées audit immeuble.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIEME jour de DECEMBRE prochain à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif,

Montréal, 14 novembre 1917. 5081—46-2
[Première publication, 17 novembre 1917].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } ALEX BREMNER,
No 2238. } LTD., corps poli-
tique et incorporé, ayant sa principale place
d'affaires dans la cité et district de Montréal,

three traders, of the city and district of Montreal, and there carrying on business together in partnership under the firm name of Lacoste & Deslauriers, plaintiffs; vs DAME WIDOW BERNARD RAFFERTY, of the city and district of Montreal, widow of Bernard Rafferty, Defendant.

That certain piece of land forming part of the lot No. 440 of the cadastre of Saint Mary's ward, in the city of Montreal, containing twenty nine feet in depth by fifty seven feet in width, English measure, more or less, without warranty as to exact measurement; bounded in rear by the lot No. 439 of said cadastre, in front by Dorchester street East, on one side by Papineau Avenue or road, and on the other side by the residue of lot No. 440 and the Nos 440-1 and 440-2 of said cadastre—with a house and dependencies thereon bearing civic Nos 951, in Dorchester street East and 81 and 83 in Papineau Avenue, city of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIRST day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office,

Montreal, 14th November, 1917. 5080—46-2
[First publication, 17th November, 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } DAME MATHILDA
No. 5025. } PEARSON, wife
contractually separated as to property of Michael-J. Frawley, machinist, of the city and district of Montreal, and the said Michael-J. Frawley, a party hereto to authorize his said wife, plaintiff; vs COMPAGNIE IMMOBILIERE DU CANADA, an incorporated company with its chief place of business in the city and district of Montreal, defendant.

That certain land situate in the parish of Rivière-des-Prairies, near Montreal, known and designated on the official cadastre and plan and book of reference of the parish of Rivière-des-Prairies, as being the north east part of the lot number thirteen ($\frac{1}{2}$ N. E. 13.), containing one arpent and one half in width by thirty arpents in depth, english measure, more or less—with the buildings thereon erected; said land being bounded in front to the north west by the Rivière-des-Prairies, in depth, to the south east, by the boundary line of the parish of Pointe-aux-Trembles, on one side, to the north east, by the lot number twelve, of same cadastre, and on the other side, to the south west, by the south west part or residue of the immoveable sold.

As the whole now subsists, with the active and passive servitudes, circumstances and dependencies attached to said immoveable.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of DECEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 14th November, 1917. 5082—46-2
[First publication, 17th November, 1917].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } ALEX BREMNER,
No. 2238. } LTD., a body poli-
tic and corporate, having its chief place of business
in the city and district of Montreal, plaintiff;

demandeur; vs ARSENE MARCHESSAULT ET DONAT SAVARD, tous deux de Maisonneuve, district de Montréal, faisant affaires en société sous la raison sociale de Marchessault & Savard, défendeurs.

Comme appartenant à Donat Savard, l'un des défendeurs.

Deux lots de terre sis et situés en la cité de Maisonneuve, district de Montréal, ayant front sur la rue Letourneux, de ladite cité, connus et désignés sous les numéros cinq cent treize et cinq cent quatorze de la subdivision officielle du lot originaire numéro huit (8-513 et 514), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga—avec bâtisses y érigées.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIEME jour de DECEMBRE prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 14 novembre 1917. 5083—46-2
[Première publication, 17 novembre 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) CYRILLE DURO-
No 1912.) CHER, demandeur; vs LE CLUB CHAMPETRE CANADIEN, limitée, corporation légalement constituée et ayant son bureau d'affaires en la ville de Montréal-Est, dans le district de Montréal, défendeur.

Un lopin de terre composé des lots numéros un, deux, trois et quatre de la subdivision du lot originaire quatre-vingt-sept (87-1, 2, 3 et 4), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles; borné au front par la rue Notre-Dame—avec les bâtisses dessus construites.

Les dits lots ne forment qu'une seule et même exploitation.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-UNIEME jour de DECEMBRE prochain, à MIDI.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif,

Montréal, 14 novembre 1917. 5085—46-2
[Première publication, 17 novembre 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) PIERRE LEDUC,
No 1214.) demandeur; vs ALFRED CADIEUX, défendeur.

Un certain emplacement situé dans la cité d'Outremont; borné en front par le chemin Sainte-Catherine, connu et désigné comme étant le numéro onze de la subdivision officielle du lot originaire numéro quarante et un (41-11), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, contenant une superficie de six mille cinq cent quatre-vingt-trois pieds carrés et un tiers (6583 pds $\frac{1}{3}$), mesure anglaise, et plus ou moins—avec les servitudes actives et passives apparentes ou occultes, attachées audit immeuble.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 14 novembre 1917. 5089—46-2
[Première publication, 17 novembre 1917.]

vs ARSENE MARCHESSAULT AND DONAT SAVARD, both of Maisonneuve, district of Montreal, carrying on business in partnership under the firm name of Marchessault & Savard, defendants.

As belonging to Donat Savard, one of the defendants:

Those two lots of land lying and situated in the city of Maisonneuve, district of Montreal, fronting on Letourneux street, of said city, known and designated under the numbers five hundred and thirteen and five hundred and fourteen of the official subdivision of the primitive lot number eight (8-513 and 514), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of DECEMBER next, at THREE o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 14th November, 1917. 5084—46-2
[First publication, 17th November, 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:) CYRILLE DUROCHER,
No. 1912.) plaintiff; vs LE CLUB CHAMPETRE CANADIEN, limitée, a body politic and corporate duly incorporated, having its head office in the town of Montreal-East, in the district of Montreal, Defendant.

That certain piece of land composed of the lots numbers one, two, three and four of the subdivision of the primitive lot number eighty seven (87; 1, 2, 3 and 4), on the official plan and book of reference of the parish of Pointe-aux-Trembles; bounded in front by Notre-Dame street—with the buildings thereon erected.

The said lots forming one single plot of land.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIRST day of DECEMBER next, at TWELVE o'clock noon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office,

Montreal, 14th November, 1917. 5086—46-2
[First publication, 17th November, 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:) PIERRE LEDUC,
No. 1214.) plaintiff; vs ALFRED CADIEUX, defendant.

A certain emplacement situate in the city of Outremont; bounded in front by the Saint-Catherine road, known and designated as being the number eleven of the official subdivision of the primitive lot number forty one (41-11), on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, containing six thousand five hundred and eighty three feet and one third in area (6583 and $\frac{1}{3}$ feet), english measurement, and more or less—with the active and passive servitudes apparent or occult attached to the said immoveable.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's Office.

Montreal, 14th November, 1917. 5090—46-2
[First publication, 17th November, 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **ERNEST - SERAPHIN**
No 1125. } **MATHIEU**, deman-
deur; vs **DAME M.-L. ANGRIGNON**, épouse
séparée de biens de Ferdinand Lespérance, tous
deux des cité et district de Montréal, ce dernier
pour autoriser son épouse aux fins des présentes,
ladite Dame Angrignon faisant affaires seule sous
la raison sociale de Montreal Property Co., et
Jos. Dubamel, curateur au délaissement.

Un emplacement ayant front sur la rue Saint-
Hubert, en la cité de Montréal, connu et désigné
sous le numéro trois cent onze de la subdivision
officielle du lot originaire numéro quatre cent
quatre-vingt-neuf (489-311), aux plan et livre de
renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Recollet,
contenant vingt-cinq pieds de largeur par quatre-
vingt-sept pieds de profondeur, mesure anglaise
et plus ou moins—avec les bâtisses dessus cons-
truites et droit de passage dans la ruelle en arrière
dudit lot.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de
Montréal, le VINGTIÈME jour de DECEM-
BRE prochain, à MIDI.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 14 novembre 1917. 5087—46-2
[Première publication, 17 novembre 1917].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **TELESPHORE AMIOT**
No 4341. } demandeur; vs **HEN-
RI BROUILLET**, défendeur.

La moitié d'un lot de terre sis et situé dans
le quartier Saint-Denis, de la cité de Montréal,
connu et désigné comme étant la juste moitié
nord-ouest du lot de terre connu sous le No
cent, de la subdivision du lot de terre connu et
désigné aux plan et livre de renvoi officiels du
village incorporé de la côte Saint-Louis, sous le
No trois cent trente et un (331- $\frac{1}{2}$ N.-O. 100);
borné en front par la rue Chambord, contenant
25 pieds de front par 86 pieds de profondeur,
mesure anglaise—avec les bâtisses dessus cons-
truites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de
Montréal, le VINGT-UNIÈME jour de DE-
CEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-
midi.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif,

Montréal, 14 novembre 1917. 5091—46-2
[Première publication, 17 novembre 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **LE CRÉDIT FON-**
No 3044. } **CIER FRANCO-**
CANADIEN, une corporation légalement cons-
tituée, ayant le siège principal de ses affaires
dans les cité et district de Montréal, demandeur;
vs **NAPOLEON MATHIEU**, tant personnellement
qu'en sa qualité d'exécuteur testamentaire
de feu son épouse, Délia Allaire, et de tuteur à
Aurore Mathieu, son enfant mineure, Napoléon
Mathieu, junior, Léontine Mathieu, épouse de
Baptiste Alexandre, Anna Mathieu, épouse de
Maxime Leonard, Joseph Mathieu, Bernadette
Mathieu, épouse de Hervé Tanguay, tous des
cité et district de Montréal; et **MARIA MA-**
THIEU, épouse de Raoul Ouimet, tous deux de

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **ERNEST - SERAPHIN**
No. 1125. } **MATHIEU**, plain-
tiff; vs **DAME M.-L. ANGRIGNON**, wife sepa-
rated as to property of Ferdinand Lespérance,
both of the city and district of Montreal, the
latter to authorize his wife for the purposes
hereof, the said Dame Angrignon carrying on
business alone under the firm, name and style of
Montreal Property Co., and Jos. Duhamel,
curator to the surrender.

An emplacement fronting on Saint Hubert
street in the city of Montreal, known and design-
ated under the number three hundred and
eleven of the official subdivision of the primitive
lot number four hundred and eighty nine (489-
311), on the official plan and book of reference of
the parish of Sault-au-Recollet, containing
twenty five feet in width by eighty seven feet in
depth, English measurement, and more or less—
with the buildings thereon erected and right of
way in the lane at the rear of the said lot.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the TWENTIETH day of DECEMBER next,
at NOON.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 14th November, 1917. 5088—46-2
[First publication, 17th November, 1917].

FEIRI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **TELESPHORE AMIOT**,
No 4341. } plaintiff; vs **HENRI
BROUILLET**, defendant.

The half of a lot of land being and situate
in Saint Denis ward, of the city of Montreal,
known and designated as being the exact
north west half of the lot of land known under
the number one hundred, of the subdivision of
the lot of land known and designated on the
official plan and book of reference of the
incorporated village of Côte Saint Louis, under
the number three hundred and thirty one
(331- $\frac{1}{2}$ N. W., 100); bounded in front by
Chambord street, containing 25 feet in front by
86 feet in depth, English measurement—with
the buildings thereon erected, circumstances
and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Mont-
real, on the TWENTY FIRST day of DE-
CEMBER next, at TWO o'clock in the after-
noon.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office,

Montreal, 14th November, 1917. 5092—36-2
[First publication, 17th November, 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **LE CREDIT FON-**
No. 3044. } **CIER FRANCO-**
CANADIEN, legal corporation duly constituted,
having its chief place of business in the city and
district of Montreal, plaintiff; vs **NAPOLEON
MATHIEU**, personally and in his quality of
testamentary executor of his late wife, Delia
Allaire, and of tutor to Aurore Mathieu, his
minor child, Napoléon Mathieu, jr., Léontine
Mathieu, wife of Baptiste Alexandre, Anna
Mathieu, wife of Maxime Leonard, Joseph
Mathieu, Bernadette Mathieu, wife of Hervé
Tanguay, all of the city and district of Montreal;
and **MARIA MATHIEU**, wife of Raoul Ouimet,
both of Saint-Vincent-de-Paul, said district, and

Saint-Vincent-de-Paul, dit district, et lesdits Baptiste Alexandre, Maxime Leonard, Hervé Tanguay et Raoul Ouimet, en autant que besoin peut être pour autoriser leur épouse respective aux présentes, et EMILE MATHIEU et CLAUDE MATHIEU, ces deux derniers aussi de Montréal, défendeurs.

Un lot de terre ayant front sur la rue Saint-Louis, dans la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro cent soixante-treize (173), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques—avec les bâtisses dessus construites.

Une moitié indivise de ladite propriété immobilière appartenant à Napoléon Mathieu, senior, l'autre moitié appartenant en usufruit audit Napoléon Mathieu, sr., et en nu-propriété à Napoléon Mathieu, jr., Léontine Mathieu, Anna Mathieu, Joseph Mathieu, Bernadette Mathieu, Maria Mathieu, Emile Mathieu, Claude Mathieu et Aurore Mathieu, mineurs, lesdits mineurs représentés par ledit Napoléon Mathieu, sr., leur tuteur dûment nommé.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-UNIEME jour de DECEMBRE prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 14 novembre 1917. 5093—46-2
[Première publication, 17 novembre 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) ARCHIBALD-R. RU-
No 3130.) THERFORD, de-
mandeur; vs SEYMOUR PETERS, défendeur.

L'emplacement situé dans la ville de Montréal-Ouest, ayant front sur l'avenue Strathern, et connu comme étant la subdivision cinq cent quarante-quatre du lot numéro cent trente-neuf (139-544), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, mesurant cinquante pieds de largeur par quatre-vingt-cinq pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins,—avec les bâtisses qui s'y trouvent, dans l'état où se trouve actuellement la propriété, avec tous ses droits, circonstances et dépendances, sans exception ni réserve.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-UNIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 14 novembre 1917. 5095—46-2
[Première publication, 17 novembre 1917].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) THE MONTREAL LOAN
No 4904.) AND MORTGAGE

COMPANY, corporation légale, ayant son bureau-chef et sa principale place d'affaires dans les cités et district de Montréal, demanderesse; vs JOSEPH ROBITAILLE, des cité et district de Montréal, défendeur.

1. Un emplacement situé dans le quartier Sainte-Marie, de la cité de Montréal, ayant front sur la rue Sherbrooke et connu comme étant la subdivision numéro cent soixante-un, des subdivisions officielles du lot numéro onze cent trente-six (1136-161), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, de la cité de Montréal, contenant vingt-cinq (25) pieds de largeur et cent pieds (100) de profondeur, avec une étendue de deux mille cinq cent

the said Baptiste Alexandre, Maxime Leonard, Hervé Tanguay and Raoul Ouimet, in as much as they requested to authorize their respective wife for the purposes hereof, and EMILE MATHIEU and CLAUDE MATHIEU, these two latter also of Montreal, defendants.

A lot of land fronting on Saint Louis street, in the city of Montreal, known and designated under number one hundred and seventy three (173), on the official plan and in the book of reference of Saint James ward—with buildings thereon erected.

One undivided half of said immoveable property belonging to Napoléon Mathieu, senior, the remaining half belonging in usufruct to said Napoléon Mathieu, sr., and in "nu-propriété" to Napoléon Mathieu, junior, Léontine Mathieu, Anna Mathieu, Joseph Mathieu, Bernadette Mathieu, Maria Mathieu, Emile Mathieu, Claude Mathieu and Aurore Mathieu, minors, the said minors represented by the said Napoléon Mathieu, sr., as tutor duly appointed.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIRST day of DECEMBER next, at THREE o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 14th November, 1917. 5094—46-2
[First publication, 17th November, 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:) ARCHIBALD-R. RU-
No. 3130.) THERFORD, plain-
tiff; vs SEYMOUR PETERS, defendant.

That certain emplacement situate in the town of Montreal West, fronting on Strathern avenue, and known as subdivision five hundred and forty four of lot number one hundred and thirty nine (139-544); on the official plan and in the book of reference of the parish of Montreal, containing fifty feet in width by eighty five feet in depth, English measure and more or less—with the buildings thereon, as the property now subsists, with all its rights, members and appurtenances, without exception or reserve.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIRST day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 14th November, 1917. 5096—46-2
[First publication, 17th November, 1917].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:) THE MONTREAL LOAN
No. 4904.) AND MORTGAGE

COMPANY, a body corporate and politic, having its head office and principal place of business at the city and district of Montreal, plaintiff; vs JOSEPH ROBITAILLE, of the city and district of Montreal, defendant.

1. An emplacement situate in the Saint Mary's ward, of the city of Montreal, fronting on Sherbrooke street and known as subdivision number one hundred and sixty one, of the official subdivisions of lot number eleven hundred and thirty six (1136-161), on the official plan and book of reference of the Saint Mary's ward, of the city of Montreal, which contains twenty five (25) feet in width and one hundred feet (100) in depth, and an area of twenty five

(2500) pieds, mesure anglaise, et plus ou moins, avec droit de se servir de la ruelle en arrière du dit lot tel que transmis par John-Robert Cowans et autres à Georges-W. Faust, dans un acte de vente, en date du 15 avril 1909, passé devant W. de M. Marler, notaire public, et enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Montréal-Est sous le No 74803; mais sans garantie de l'existence et de l'étendue de ces droits; la dite ruelle étant connue comme étant la subdivision numéro cent cinquante-six du dit lot officiel numéro onze cent trente-six (1136-156);

2. Un emplacement situé dans le quartier Sainte-Marie, de la cité de Montréal, faisant le coin sud-est des rues Sherbrooke et Panet, ayant front sur la rue Sherbrooke, et connu comme étant la subdivision numéro cent cinquante-sept de la subdivision officielle du lot numéro onze cent trente-six (1136-157), des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Sainte-Marie, de la cité de Montréal, contenant une superficie de quatre mille quatre cent vingt-cinq pieds (4,425), mesure anglaise, et plus ou moins, avec les droits de se servir de la ruelle en arrière du dit lot, tels que transmis par John-Roberts Cowans à Georges-W. Faust, dans un acte de vente passé le 12 octobre 1909, devant W. de M. Marler, notaire public, et enregistré au bureau d'enregistrement de la division de Montréal-Est, sous le No 76285, mais sans garantie de l'existence ou de l'étendue de ces droits; la dite ruelle étant la subdivision cent cinquante-six du dit lot officiel numéro onze cent trente-six (1136-156).

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles ci-dessus, qui devait avoir lieu le treizième jour d'avril dernier, aura lieu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-IEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif,
Montréal, 14 novembre 1917.

5099

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) MEYER TAFLER, de-
No. 551.) mandeur; vs JA-
COB SHUGAR, défendeur.

Le lot de terre situé sur la rue Beaumont, en la cité de Montréal, et connu comme étant la subdivision officielle No. 95 de la subdivision officielle No 26 du lot originaire No 12, des plan et livre de renvoi officiel du village incorporé de la Côte Saint-Louis—avec les bâtisses dessus construites et les servitudes actives et passives s'y rattachant, spécialement l'usage en commun avec d'autres propriétaires de la ruelle en arrière dudit lot.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUX DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 14 novembre 1917. 5097—46-2
[Première publication, 17 novembre 1917].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) GUSTAVE GUER-
No 2678.) TIN ET DAME
ROSE-ANNA TRUDEL, épouse séparée de

hundred (2500) feet, English measure, and more and less, with such right to use the lane in rear of the said lot as were transferred by John-Roberts Cowans and other, to Georges-W. Faust, under a deed of sale of date 15th April, 1909, passed before W. de M. Marler, notary public, and registered in the registry office for the registration division of Montreal-East under No 74803; but without warranty as to the existence or extent of such rights; the said lane being known as subdivision number one hundred and fifty six of the said official lot number eleven hundred and thirty six (1136-156);

2. An emplacement situate in the Saint Mary's ward, of the city of Montreal, forming the south east corner of Sherbrooke and Panet streets, fronting on Sherbrooke street, and known as subdivision number one hundred and fifty seven of the official subdivision of lot number eleven hundred and thirty six (1136-157), on the official plan and book of reference of the said Saint Mary's ward, of the city of Montreal, containing an area of four thousand four hundred and twenty five feet (4,425), English measure, and more or less, with such rights to use the lane in rear of the said lot, as were transferred by John-Robert Cowans and others to Georges-W. Faust, under a deed of sale of date October 12th, 1909, which was passed before W. de M. Marler, notary public, and registered in the registry office for the registration division of Montreal-East, under No. 76285, but without warranty as to the existence or extent of such rights; the said lane being subdivision one hundred and fifty six of the said official lot number eleven hundred and thirty six (1136-156).

Notice is hereby given that the sale of the above described immovables formerly announced to take place on the thirteenth of April last, will take place at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office,
Montréal, 14th November, 1917.

5100

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:) MEYER TAFLER,
No. 551.) plaintiff; vs JACOB
SHUGAR, defendant.

That certain lot of land situate on Beaumont street, in the city of Montreal, and known as being official subdivision No. 95 of the official subdivision No. 26 of original lot No. 12 on the official plan and book of reference of the incorporated village of Cote Saint Louis — together with the buildings thereon erected and the active and passive servitudes attached, thereto especially the common use with other propositors of the lane in rear of said lot.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SECOND day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 14th November, 1917. 5098—42-2
[First publication, 17th November, 1917].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:) GUSTAVE GUER-
No. 2678.) TIN AND DAME
ROSE-ANNA TRUDEL, wife separated as to

biens par contrat de mariage dudit Gustave Guertin, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires de feu Alfred-B. Trudel, demandeurs; vs FIRMIN BISSONNETTE, défendeur.

Un emplacement sis et situé à Côteau Landing, district de Montréal, connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels du village de Côteau Landing, comme lots numéros cent cinquante et un et cent cinquante-deux; borné en front par le chemin public, en arrière par le lac Saint-François et par le lot de M. R.-W. McCaw, d'un côté par Madame C.-B. Prieur, et de l'autre par M. Max Stewart—avec la maison et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Zotique, le VINGTIÈME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 14 novembre 1917. 5105—46-2
[Première publication, 10 novembre 1917 est nulle.]
[Première publication, 17 novembre 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) OMER DESERRES, de-
No 5109.) mandeur; vs AN-
GER HOTTE, défendeur.

Un lot de terre situé dans le quartier Rosemont, cité et district de Montréal, étant le lot numéro trois cent soixante-dix, de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent quatre-vingt-trois (183-370), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte-Visitation—avec bâtisses y érigées, ayant front sur la rue Bourbonnière.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-HUITIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 24 octobre 1917. 4755—43-2
[Première publication, 27 octobre 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) ALDERIC OUMET,
No 1072.) maître boucher, de la
ville de Terrebonne, dans le district de Terrebonne, demandeur; vs J.-ERNEST BEAUCHAMP, ci-devant épicière, des cité et district de Montréal, et maintenant de Cartierville, dans le district de Montréal, défendeur.

1. Le lot de terre connu et désigné sous le numéro six de la subdivision du lot originaire numéro quarante-quatre (44-6), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, comté de Jacques-Cartier.

2. La moitié sud-est du lot de terre connu et désigné sous le numéro sept de la subdivision du lot originaire numéro quarante-quatre (44½ S. E. 7), aux plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse Saint-Laurent, contenant vingt pieds de largeur par cent vingt pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise; bornée cette dite partie de lot comme suit: en front par l'avenue des Erables, en arrière par une ruelle, d'un côté au sud-est par le lot numéro six desdits plans, et de l'autre côté au nord-ouest par le résidu dudit lot sept desdits plans—avec les

property by marriage contract of said Gustave Guertin, in their quality of testamentary executors of the late Alfred-B. Trudel, plaintiffs; vs FIRMIN BISSONNETTE, defendant.

That emplacement lying and situate at Côteau Landing, district of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the village of Côteau Landing, as being the lots numbers one hundred and fifty one and one hundred and fifty two; bounded in front by the public road, in rear by Lake Saint Francis and by the lot of Mr. R.-W. McCaw, on one side by Dame C.-B. Prieur, and on the other by Mr. Max Stewart—with the house and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Zotique, on the TWENTIETH day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 14th November, 1917. 5106—46-2
[First publication, 10th November, 1917 is null.]
[First publication, 17th November, 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:) OMER DESERRES,
No. 5109.) plaintiff; vs ANGER
HOTTE, defendant.

That certain lot of land situate in Rosemont ward, city and district of Montreal, being the lot number three hundred and seventy, of the official subdivision of the primitive lot number one hundred and eighty three (183-370), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte-Visitation—with the buildings thereon erected and fronting on Bourbonnière street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY EIGHTH day of NOVEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 24th October, 1917. 4756—43-2
[First publication, 27th October, 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:) ALDERIC OUMET,
No. 1072.) master butcher, of
the town of Terrebonne, in the district of Terrebonne, plaintiff; vs J.-ERNEST BEAUCHAMP, heretofore grocer, of the city and district of Montreal, and now of Cartierville, in the district of Montreal, defendant.

1. That certain lot of land known and designated under the number six of the subdivision of the primitive lot number forty four (44-6), on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Laurent, county of Jacques-Cartier.

2. The southeast half of that certain lot of land known and designated under the number seven of the subdivision of the primitive lot number forty four (44-S. E. ½ of 7), on the official plan and book of reference of said parish of Saint Laurent, containing twenty feet in width by one hundred and twenty feet in depth, more or less, English measure; bounded said part of lot, as follows: in front by Avenue des Erables, in-rear by a lane, on one side to the southeast by the lot number six of said plans, and on the other side to the northwest by the residue of said lot seven of

bâtisses construites sur le lot et partie de lot ci-haut parlé.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-NEUVIEME jour de NOVEMBRE prochain, à MIDI.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 24 octobre 1917. 4757—43-2
[Première publication, 27 octobre 1917].

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **DAME VIRGINIE**
No 4323. } **VALLEE**, de la cité de Montréal, épouse séparée de biens de Léon Leduc, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, demanderesse; contre **LOUIS SILVERMAN** et **EPHREM SILVERMAN**, tous deux défendeurs conjointement et solidairement.

Un lot de terre situé dans la cité de Montréal, ayant front sur l'avenue Coloniale, connu et désigné sous le No 134, aux plan et livre de renvoi officiels du village Saint-Jean-Baptiste, dans le comté d'Hochelaga—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-NEUVIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX,

Bureau du shérif,

Montréal, 24 octobre 1917. 4759—43-2
[Première publication, 27 octobre 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **MADAME LEONIE**
No 86. } **McMAHON**, veuve de A.-E. Ouimet, demanderesse; vs **ALBERT SEVIGNY**, défendeur.

Le lot No deux cent soixante-quinze (275), de la subdivision officielle du lot No quatre cent quatre-vingt-dix (490), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet; en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Saint-Hubert, dite cité.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-NEUVIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif,

Montréal, 24 octobre 1917. 4761—43-2
[Première publication, 27 octobre 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **HENRI COUTU**, de-
No 285. } mandeur; contre **GEORGES LAMOUREUX**, entrepreneur peintre, de Montréal, en sa qualité de tuteur de Camille Charest, enfant mineur de Delphis Charest, commis, de Montréal, le dit enfant mineur légataire en propriété de feu Camille Thouin, en son vivant hôtelier, de Montréal, en vertu du testament du dit Camille Thouin, fait et passé à Montréal, le 23 mars 1915, devant M^{tres} L. Bédard et Jos. Beaulieu, notaires, et Dame Sarah Mayer, épouse de Delphis Charest, autrefois de Montréal susdit, mais maintenant absente de cette province, et ce dernier pour l'autoriser aux fins des présentes, en sa qualité de légataire usufruitière de feu Camille

said plans—with the buildings erected on the lot and part of lot aforesaid.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY NINTH day of NOVEMBER next, at TWELVE o'clock noon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 24th October, 1917. 4758—43-2
[First publication, 27th October, 1917].

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **DAME VIRGINIE VAL-**
No. 4323. } **LEE**, of the city of Montreal, wife separated as to property of Léon Leduc, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, plaintiff; against **LOUIS SILVERMAN** and **EPHREM SILVERMAN**, both jointly and severally, defendants.

That certain lot of land situate in the city of Montreal, fronting on Colonial Avenue, known and designated under the No. 134, on the official plan and book of reference of the village of Saint-Jean-Baptiste, in the county of Hochelaga—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY NINTH day of NOVEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office,

Montreal, 24th October, 1917. 4760—43-2
[First publication, 27th October, 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **MRS LEONIE Mc-**
No. 86. } **MAHON**, widow of A.-E. Ouimet, plaintiff; vs **ALBERT SEVIGNY**, defendant.

The lot number two hundred and seventy five (No. 275), of the official subdivision of the lot number four hundred and ninety (No. 490), on the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet, in the city of Montreal, fronting on Saint Hubert street, said city.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY NINTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office,

Montreal, 24th October, 1917. 4762—43-2
[First publication, 27th October, 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **HENRI COUTU**, plain-
No. 285. } tiff; against **GEORGES LAMOUREUX**, master painter, of Montreal, in his capacity of tutor of Camille Charest, minor child of Delphis Charest, clerk, of Montreal, the said minor child legatee as to ownership of the late Camille Thouin, in his lifetime hotel keeper, of Montreal, in virtue of the will of the said Camille Thouin, made and enacted at Montreal, on the 23rd of March, 1915, before M^{tres} L. Bédard and Jos. Beaulieu, notaries, and Dame Sarah Mayer, wife of Delphis Charest, formerly of Montreal aforesaid but presently absent from the province, and the latter to authorize her for the purposes hereof, in her capacity of usufructuary legatee of the

Thouin, en vertu du testament susdit, mis-en-cause.

Comme appartenant au dit défendeur *ès-qualité*.

Un emplacement ayant front sur la rue Cadieux, au coin de la rue Duluth, (ci-devant Saint-Jean-Baptiste), dans le quartier Saint-Jean-Baptiste, de la cité de Montréal, contenant soixante-dix-huit pieds de front sur la rue Cadieux, quarante-sept pieds sur la rue Duluth, le tout mesure anglaise et plus ou moins—avec une maison sur le coin à deux étages, contenant un restaurant et logement et une autre maison sur la rue Cadieux, contenant deux logements et deux magasins et autres dépendances dessus construites, portant les Nos 822, 824, 826, 828 et 830 de la dite rue Cadieux, et les Nos 342 et 344 de la dite rue Duluth. Cet emplacement est composé de la plus grande partie du lot de terre connu et désigné sous le No 96, aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste, dans le comté d'Hochelaga, et est borné en front par la dite rue Cadieux, en arrière par le résidu du dit lot No 96, sur le dit plan, d'un côté par la rue Duluth, et de l'autre côté par le lot No 97, sur le même plan

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-NEUVIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif,

Montréal, 24 octobre 1917. 4763—43-2
[Première publication, 27 octobre 1917]

OTTAWA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir:) ANNIE ELIZABETH
No 4594.) BORTHWICK ET VIR,
demandeurs; contre THE KING'S PARK
REALTY CO., LTD ET AL, défendeurs, à savoir:

Les lisières ou lopins de terre sis et situés dans le canton de Hull, dans le comté d'Ottawa, composés de parties des lots neuf-A (9-A) et dix (10), dans le troisième rang dudit canton de Hull, d'après les plan et livre de renvoi officiels du canton, et plus particulièrement décrits et bornés comme suit: A partir d'un point sur la ligne latérale qui sépare les lots dix et onze dans le troisième rang dudit canton de Hull, 18 pieds de mesure française dans une direction sud depuis la borne à l'encoignure nord-ouest du lot dix; de là, dans une direction est, en longeant le côté sud du chemin de la concession, parallèlement à la ligne de séparation des rangs trois et quatre du canton de Hull, et 18 pieds de mesure française; de là, une distance de trente-sept chaines, treize chainons jusqu'au point d'érection de la borne; de là dans une direction sud parallèlement à la ligne de séparation des lots huit-A et neuf-A, dans ledit troisième rang de Hull, une distance de dix-neuf chaines et quatre-vingt-dix-sept chainons, auquel point une borne a été érigée; de là, dans une direction est, parallèlement à la ligne qui sépare les troisième et quatrième rang de Hull susdit, une distance de quinze chaines et soixante-trois chainons, plus ou moins, jusqu'au chemin de la ligne latérale ouest où a été érigée une borne à un endroit à 13 pieds de mesure française à

late Camille Thouin, in virtue of the aforesaid will, *mis-en-cause*.

As belonging to the said defendant *ès-qualité*.

An emplacement fronting on Cadieux street, at the corner of Duluth street (heretofore Saint-Jean-Baptiste), in Saint-Jean-Baptiste ward, of the city of Montreal, containing seventy eight feet in front on Cadieux street, forty seven feet on Duluth street, the whole English measurement and more or less—with a two story house on the corner containing a restaurant and dwelling and another house on Cadieux street, containing two dwellings and two stores and other dependencies thereon erected, bearing the Nos 822, 824, 826, 828 and 830 of the said Cadieux street, and the Nos 342 and 344 of the said Duluth street. The said emplacement is composed of the most part of the lot of land known and designated under the No. 96, on the official plan and book of reference of the incorporated village of Saint Jean-Baptiste, in the county of Hochelaga, and is bounded in front by the said Cadieux street, in the rear by the residue of the said lot No. 96, on the said plan, on one side by Duluth street, and on the other side by the lot No. 97, on the same plan.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY NINTH day of NOVEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office,

Montreal, 24th October, 1917. 4764—43-2
[First publication, 27th October, 1917.]

OTTAWA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Ottawa.

Ottawa, to wit:) ANNIE ELIZABETH
No. 4594.) BORTHWICK ET VIR,
plaintiffs; against THE KING'S PARK REAL-
TY CO., LTD ET AL, defendants, to wit:

Those tracts or parcels of land situate and being in the township of Hull, in the county of Ottawa composed of parts of lots nine-A (9-A) and ten (10), in the third range of the said township of Hull, according to the official plan and book of reference for the township, and which may be more particularly described and bounded as follows: Beginning at a point on the side line dividing lots ten and eleven in the third range of the said township of Hull, 18 feet French measure in a southerly direction from a stone boundary which marks the north west corner of lot ten; from thence proceeding in an easterly direction, along the south side of the concession road parallel to the line dividing the third and fourth ranges of the township of Hull, and 18 feet French measure; therefrom a distance of thirty seven chains, thirteen links to a point where a stone boundary has been erected; thence in a southerly direction parallel to the line dividing lots eight-A and nine-A, in the said third range of Hull, a distance of nineteen chains and ninety seven links, at which point a stone boundary has been erected; thence in an easterly direction parallel to the line dividing the third and fourth ranges of Hull aforesaid, a distance of fifteen chains and sixty three links, more or less, to the west side line road where a stone boundary has been erected at

l'ouest de la ligne qui sépare les lots huit et neuf dans le troisième rang de Hull; de là, dans une direction sud, parallèlement à la ligne de séparation des lots huit-A et neuf-A, dans le troisième rang de Hull une distance de vingt chaînes, plus ou moins, jusqu'à la ligne qui divise les parties nord des lots neuf et dix dans le troisième rang de Hull, depuis les parties sud desdits lots; de là, dans une direction ouest en suivant la clôture de ligne et parallèlement à la ligne qui divise les troisième et quatrième rangs de Hull, une distance de cinquante-deux chaînes, soixante et seize chaînons, plus ou moins, jusqu'à la ligne de séparation des lots dix et onze dans ledit troisième rang; de là, dans une direction nord en suivant la ligne latérale entre les lots dix et onze, une distance de quarante chaînes et huit chaînons, plus ou moins, jusqu'au point de départ, avec une superficie de cent quatre-vingts acres, plus ou moins.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement, en la cité de Hull, le VINGT-SEPTIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

C.-M. WRIGHT.

Bureau du shérif.

Hull, le 22 octobre 1917. 4753—43-2
[Première publication, 27 octobre 1917].

a point 13 feet french measure west of the line dividing lots eight and nine in the third range of Hull, thence in a southerly direction parallel to the line dividing the lots eight-A and nine-A in the third range of Hull, a distance of twenty chains, more or less, to the line dividing the north parts of lots nine and ten in the third range of Hull, from the south parts of the said lots; thence in a westerly direction following the line fence and parallel to the line dividing the third and fourth ranges of Hull, a distance of fifty two chains, seventy six links, more or less, to the line dividing lots ten and eleven in the said third range; thence in a northerly direction following the side line between lots ten and eleven a distance, of forty chains and eight links, more or less, to the place of beginning; containing in superficies one hundred and eighty acres, more or less.

To be sold at the registry office, in the city of Hull, on the TWENTY SEVENTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

C.-M. WRIGHT,

Sheriff.

Sheriff's office.

Hull, 22nd October, 1917. 4753—43-2
[First publication, 27th October, 1917].

QUÉBEC

FIERI FACIAS

Québec, à savoir:) **NAPOLEON MERCIER**
No 379.) et **ALPHONSE MER-**
CIER tous deux industriels, de la cité de Lévis;
contre **EMILE ROBIN**, de Saint-Romuald, à
savoir.

Partie du lot No 278 (deux cent soixante et dix-huit), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Romuald, d'Etchemin, comté de Lévis, étant un lot de terre contenant trente-deux pieds de largeur sur cinquante pieds de longueur; borné au nord à la rue Saint-Jean-Baptiste, au sud aux représentants de feu Benjamin Demers, à l'est à George Bergeron où ses représentants et à l'ouest à la dite Dame Philomène Bilodeau—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Romuald, comté de Lévis, le VINGT-UNIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

CLEOPHAS BLOUIN.

Bureau du shérif,

Québec, 15 novembre 1917. 5107—46-2
[Première publication, 17 novembre 1917.]
Deuxième publication, 1er décembre 1917.]

RICHELIEU

MANDAT DE CURATEUR FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure—Montreal.

Sorel, à savoir:) **MADAME MALVINA**
No 180.) **BEAUREGARD**, requé-
rante; contre **EMERY LAPORTE**, insolvable.
a. Un terrain situé en la première concession de

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit:) **NAPOLEON MERCIER**
No. 379.) and **ALPHONSE MER-**
CIER, both manufacturers, of the city of Le-
vis; against **EMILE ROBIN**, of Saint Romuald,
to wit:

Part of the lot No. 278 (two hundred and seventy eight), of the official cadastre for the parish of Saint-Romuald-d'Etchemin, county of Levis, being a lot of land containing thirty two feet in width by fifty feet in depth; bounded on the north by Saint-Jean-Baptiste street, on the south by the representatives of the late Benjamin Demers, on the east by Georges Bergeron or his representatives, and on the west by said Dame Philomène Bilodeau—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Romuald, county of Levis, on the TWENTY FIRST day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff.

Sheriff's office,

Quebec, 15th November, 1917. 5108—46-2
[First publication, 17th November, 1917.]
[Second publication, 1st December, 1917.]

RICHELIEU

CURATOR'S WARRANT. FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—Montreal.

Sorel, to wit:) **DAME MALVINA BEAU-**
No. 180.) **REGARD**, petitioner;
against **EMERY LAPORTE**, insolvent.
a. That certain lot of land situate in the first

la paroisse de Belœil, dans le comté de Berchères, district de Montréal, contenant cinq arpents de front sur quinze arpents de profondeur, plus ou moins, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Belœil susdite, par et sous le numéro quatorze (14)—avec une grange et autres bâtisses y érigées;

b. Un autre terrain situé en la même paroisse de Belœil, sur la seconde concession, de quatre arpents de largeur sur environ dix-sept arpents de profondeur, plus ou moins, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Belœil, par et sous le numéro cent quatre-vingt-dix-huit (198), circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Belœil susdite, MARDI, le DIX-HUITIEME jour du mois de DECEMBRE prochain (1917), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

JOS.-G. LARIVIERE,

Bureau du shérif.

Sorel, 12 novembre 1917.

5045—46-2

[Première publication, 17 novembre 1917].

concession of the parish of Belœil, in the county of Verchères, district of Montreal, containing five arpents in front by fifteen arpents in depth, more or less, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Belœil aforesaid, under the number fourteen (14)—with a barn and other buildings thereon;

b. That other lot of land situate in the same parish of Belœil, in the second concession, of four arpents in width by about seventeen arpents in depth, more or less, known and designated on the official plan and book of reference of said parish of Belœil, under the number one hundred and ninety eight (198), circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of the parish of Belœil aforesaid, on TUESDAY, the EIGHTEENTH day of DECEMBER next (1917), at TEN o'clock in the forenoon.

JOS.-G. LARIVIERE,

Sheriff.

Sheriff's office.

Sorel, this 12th day of November, 1917.

5046—46-2

[First publication, 17th November, 1917].

SAINT-FRANÇOIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Saint-François. Saint-François, à savoir: } LA BANQUE NA-

No 69.

TIONALE, corps

politique et incorporé, ayant son bureau chef et sa principale place d'affaires en les cité et district de Québec, et un bureau d'affaires en la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, demanderesse; contre ERNEST POULIN et JOSEPH SIMARD tous deux de la municipalité du petit lac Magog, dans le district de Saint-François, défendeurs.

Saisis comme appartenant auxdits défendeurs:

Une terre connue comme étant les lots numéros cinq cent cinquante-quatre et cinq cent cinquante cinq (Nos 554 et 555), sur les plan et dans le livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton de Orford—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Roch, Orford, le VINGT-SEPTIEME jour de NOVEMBRE prochain, 1917, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

HENRY AYLMEYER

Bureau du shérif.

Sherbrooke, 24 octobre 1917.

4777—43-2

[Première publication, 27 octobre 1917].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint-François.

Saint Francis, to wit: } LA BANQUE NA-

No. 69.

TIONALE, a body

politic and corporate with its head office and principal place of business in the city and district of Quebec, and a business office in the city of Sherbrooke, district of Saint Francis, plaintiff; against ERNEST POULIN and JOSEPH SIMARD, both of the municipality of little lake Magog, in the district of Saint Francis, defendants.

Seized as belonging to the said defendants.

A farm known as being the lots numbers five hundred and fifty four and five hundred and fifty five (Nos 554 and 555), on the official plan and book of reference of the cadastre for the township of Orford—with buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Roch, Orford, on the TWENTY SEVENTH day of NOVEMBER next, 1917, at TEN o'clock in the forenoon.

HENRY AYLMEYER,

Sheriff.

Sheriff's office.

Sherbrooke, 24th October, 1917. 4778—43-2

[First publication, 27th October, 1917].

SAINT-HYACINTHE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS. Cour de circuit, comté de Rouville, district de Saint-Hyacinthe.

Saint-Hyacinthe, à savoir: } J.-B. CARREAU, No 925. } demandeur; contre ELIE LUSSIER, défendeur.

Un immeuble sis et situé dans le village de Rougemont, connu et désigné comme étant la subdivision deux (2) du lot numéro cinq cent cinq (505), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Césaire—avec bâtisses y érigées.

SAINT-HYACINTHE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS. Circuit court, county of Rouville, district of Saint-Hyacinthe.

Saint-Hyacinthe, to wit: } J.-B. CARREAU, No. 925. } plaintiff; against ELIE LUSSIER, defendant.

A lot situate in the village of Rougemont, known and designated as being the subdivision two (2) of lot number five hundred and five (505), on the official plan and book of reference of the parish of Saint Césaire—with buildings thereon erected.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Rougemont, comté de Rouville, le DIX-HUITIEME jour de DECEMBRE prochain (1917), à TROIS heures et DEMIE de l'après-midi.

Le shérif,
JOS.-L. CORMIER.

Bureau du shérif.
Saint-Hyacinthe, 13 novembre 1917. 5059—46-2

[Première publication, 17 novembre 1917].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Saint-Hyacinthe.
Saint-Hyacinthe, à savoir:) EUSEBE BOUS-
No 269.) QUET, en sa
qualité de curateur à Eusebe Turcotte, père;
demandeur; contre PHILOMENE TURCOTTE,
défenderesse.

Un terrain sis et situé au village de La Présentation, contenant cent pieds de front sur quatre-vingt-six pieds de profondeur, le tout plus ou moins, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de La Présentation, comme faisant partie du lot numéro quatre cent cinquante (450)—avec bâtisses y érigées; lequel terrain borné en front par la route des Etangs, en profondeur et du côté sud à Dame veuve Ludger Millette ou représentants, et du côté ouest à Delles Desgranges ou représentants.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de La Présentation, le VINGT-SEPTIEME jour de NOVEMBRE prochain (1917), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
JOS.-L. CORMIER.

Bureau du shérif.
Saint-Hyacinthe, 23 octobre 1917. 4751—43-2
[Première publication, 27 octobre 1917].

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir:) PHILIPPE RI-
No 178.) VARD, deman-
deur; vs FERDINAND ST-LOUIS, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur, savoir:

Un terrain sis et situé en la paroisse de Saint-Paulin, dans le rang de Bout-du-Monde, connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Maskinongé, pour ladite paroisse de Saint-Paulin, sous les numéros cent vingt-deux et cent vingt-trois (Nos. 122 et 123)—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Paulin, le DIX-NEUVIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
CHARLES DUMOULIN.

Bureau du shérif.
Trois-Rivières, 12 novembre 1917. 5101—46-2

[Première publication, 17 novembre 1917].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir:) ARTHUR FERRON
No 133.) demandeur saisi;
vs ONESIME BARIBEALT, défendeur; et
MTRES MARTEL & MARTEL, distrayants
saisissants.

To be sold at the church door of the parish of Rougemont, county of Rouville, on the EIGHTEENTH day of DECEMBER next (1917), at THREE o'clock and a HALF in the afternoon.

JOS.-L. CORMIER,
Sheriff.

Sheriff's office.
Saint-Hyacinthe, 13th November, 1917.

5060—46-2

[First publication, 17th November, 1917].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Saint Hyacinthe.
Saint Hyacinthe, to wit:) EUSEBE BOUS-
No 269.) QUET, in his qua-
lity of curator to Eusebe Turcotte, senior,
plaintiff; against PHILOMENE TURCOTTE,
defendant.

A lot situate in the village of La Presentation, containing one hundred feet in front by eighty six feet in depth, the whole more or less, known and designated on the official cadastre of the parish of La Presentation, as being a part of lot number four hundred and fifty (450)—with buildings thereon erected; said lot bounded in front by the Etangs road, in depth and on the south side by Mrs L. Millette, widow, or representatives, and on the west side by Misses Desgranges or representatives.

To be sold at the parochial church door of La Presentation, on the TWENTY SEVENTH day of NOVEMBER next (1917), at TEN o'clock in the forenoon.

JOS.-L. CORMIER,
Sheriff.

Sheriff's office.
Saint Hyacinthe, 23rd October, 1917. 4752—43-2
[First publication, 27th October, 1917].

THREE RIVERS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit:) PHILIPPE RIVARD,
No 178.) plaintiff; vs FER-
DINAND ST-LOUIS, defendant.

As belonging to said defendant, to wit:

That certain piece of land lying and situate in the parish of Saint Paulin, in the range of Bout-du-Monde, known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the county of Maskinongé, for the said parish of Saint Paulin, under the numbers one hundred and twenty two and one hundred and twenty three (122 and 123)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Paulin, on the NINETEENTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,
Sheriff.

Sheriff's office.
Three Rivers, 12th November, 1917.

5102—46-2

[First publication, 17th November, 1917].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit:) ARTHUR FERRON,
No 133.) seized plaintiff; vs
ONESIME BARIBEALT, defendant; and
MTRES MARTEL & MARTEL, seizing for
their costs.

Comme appartenant audit demandeur saisi, Arthur Ferron, savoir:

Un terrain sis et situé en la paroisse de Saint-Elie-de-Caxton, sur le quatrième rang de ladite paroisse, et connu et désigné comme étant et formant partie des lots de terre numéro douze-A (Pte No 12-A), et partie du lot de terre numéro onze-C (Pte No 11-C), dudit quatrième rang, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Saint-Maurice, pour ladite paroisse de Saint-Elie-de-Caxton, contenant ledit terrain environ soixante arpents de superficie, plus ou moins; borné en front à une ruelle, en profondeur, partie à Pierre et Ferdinand Déziel, partie à Louis Poudrier, au nord par ledit Louis Poudrier, et au sud à la compagnie manufacturière de Saint-Elie-de-Caxton ou représentants.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Elie-de-Caxton, le VINGT-HUITIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif.

CHARLES DUMOULIN.

Bureau du shérif.

Trois-Rivières, 22 octobre 1917. 4767—43-2
[Première publication, 27 octobre 1917].

As belonging to said seized plaintiff, Arthur Ferron, to wit:

That certain piece or parcel of land lying and situate in the parish of Saint-Elie-de-Caxton, in the fourth range of said parish, and known and designated as being and forming part of the lot of land number twelve-A (pt. No. 12-A), and part of lot number eleven-C (pt. No. 11-C), of said fourth range, on the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Saint-Maurice, for said parish of Saint-Elie-de-Caxton, containing said parcel of land; about sixty superficial arpents, more or less, bounded in front by a lane, in rear, partly by Pierre and Ferdinand Déziel, and partly by Louis Poudrier, on the north by said Louis Poudrier, and on the south by the "Compagnie manufacturière de Saint-Elie-de-Caxton" or representatives.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Elie-de-Caxton, on the TWENTY EIGHTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff.

Sheriff's office.

Three Rivers, 22nd October, 1917. 4768—43-2
[First publication, 27th October, 1917].

Nominations

10 novembre 1917.

M. J.-Armand Clermont, agent d'assurance, de Saint-Jovite, comté de Terrebonne, juge de paix pour le district de Terrebonne.

M. Arthur-Ambrose-Hall Harris, directeur général du transport pour le service d'outre-mer, de la cité de Montréal, juge de paix pour le district de Montréal. 5103

Appointments

10th November, 1917.

J.-Armand Clermont, insurance agent, of Saint-Jovite, county of Terrebonne, to be a justice of the peace for the district of Terrebonne.

Arthur-Ambrose-Hall Harris, director general overseas transport, of the city of Montreal, to be a justice of the peace for the district of Montreal. 5104

Lettres patentes

"Porter Mallory, Company, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3 novembre 1917, constituant en corporation MM Paul-E. Porter, J.-Edwin Mallory, commerçants en gros de patates, Mont-Joli, Qué., Guy-G. Porter, commerçant de patates en gros, Perth, N.-B., James-E. Porter, jnr., cultivateur, Andover, N.-B., W.-Leonard Emack, comptable, Andover, N.-B., pour les fins suivantes:

Acheter, commercer, produire et vendre en gros et au détail, à la fois comme principal et comme agent, toutes espèces de produits agricoles, de chevaux, de bêtes à cornes et autres bestiaux, d'effets, denrées, marchandises, engrais, instruments aratoires, machines, voitures, wagons, traineaux, des viandes et produits alimentaires, aussi conduire et se livrer à commerce général et acheter, vendre et trafiquer de toutes sortes de marchandises ainsi que de toutes sortes d'objets s'y rattachant;

Aux fins susdites, acheter, prendre à bail ou autrement acquérir des biens-fonds et bâtisses et construire, acheter, posséder et exploiter des fabriques d'empois, des entrepôts, des moulins à scie, des manufactures de boîtes et de barils;

Louer, hypothéquer, vendre ou autrement disposer de tous les immeubles de la compagnie

Letters patent

"Porter Mallory, Company, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 3rd November, 1917, incorporating Messrs. Paul E. Porter, J. Edwin Mallory, wholesale potato dealers, Mont-Joli, Que., Guy G. Porter, wholesale potato dealer, Perth, N. B., James E. Porter jr., farmer, Andover, N. B., W. Leonard Emack, accountant, Andover, N. B., for the following purposes:

To purchase, deal in produce and sell at whole sale and retail both as principal and agent, all kinds of agricultural products, horses, cattle, and other live stock, goods, wares, merchandise, fertilizer, farm implements, machinery, carriages, waggons, sleighs, sleds, meats and food stuffs, and to conduct and carry on a general mercantile and trading business, and to buy, sell and deal in all kinds of goods and classes of goods incidental thereto;

For the purposes aforesaid, to purchase, lease or otherwise acquire real estate and buildings, and to build, purchase, own and operate starch factories, warehouses, saw mills, barrel and box factories;

To let, mortgage, sell or otherwise dispose of any or all of the immoveables of the company

ou d'aucun d'iceux, aussi grever ou vendre tous les immeubles de la corporation ou aucun d'iceux, pour la considération, de la manière et suivant les conditions que la compagnie jugera désirables ;

Faire toutes les choses nécessaires, appropriées, convenant ou avantageuses à l'accomplissement d'aucun des objets ou à la réalisation d'une ou plusieurs des fins mentionnées aux présentes, ou se rattachant aux pouvoirs ici nommés, ou qui, en aucun temps, sembleront utiles ou avantageuses, pour la protection ou le profit de la compagnie, soit comme détenteurs soit comme intéressés dans aucune propriété, ou autrement, aussi librement et entièrement que pourraient le faire des personnes naturelles, sous le nom de "Porter Mallory Company, Limited", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Mont-Joli, dans le district de Rimouski.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour de novembre 1917.

Le sous-secrétaire de la province,
5061-46-2 C.-J. SIMARD.

also to pledge or sell any or all of the moveables of the company for such consideration and in such manner and upon such terms as to the company may seem desirable;

To do all things necessary, proper, suitable or convenient for the accomplishment of any of the purposes of the attainment of any one or more of the objects herein enumerated, or incidental to the powers herein named or which shall be at any time appear conducive or expedient to or for the protection or benefit of the company, either as holders of or as interested in any property or otherwise to the same extent and as fully as natural persons might or could do, under the name of "Porter Mallory Company, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Mont Joli, in the district of Rimouski.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this third day of November, 1917.

C.-J. SIMARD,
5062-46-2 Assistant Provincial Secretary.

Demandes à la législature

Une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par la Cie de Téléphone Nationale, pour qu'une loi soit passée décrétant la réduction de la valeur nominale ou au pair de ses actions privilégiées à \$50.00 chacune, et celle de ses actions ordinaires à \$10.00 chacune, et pour autres fins.

Les avocats de la requérante,
5111-46-4 DEMERS & DEMERS.
Québec, 15 novembre 1917.

Avis public est par les présentes donné que les soussignés, Ernest-C. Drolet, pharmacien ; Philippe-E. Durocher, notaire ; André Rousseau, officier de douanes ; Jean-Baptiste Durocher, officier de douanes ; Henri-C. Fontaine, commerçant ; Isaie Giroux, boucher ; Octave Martin, ptre, curé, tous de la paroisse de Saint-Jean-l'Évangéliste, en la ville de Coaticook, s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, dans le but d'obtenir une loi spéciale aux fins suivantes : 1. D'obtenir la permission de faire une répartition annuelle dans le but de rencontrer les intérêts dus sur la dette de la fabrique et de pourvoir à l'amortissement de ladite dette par le paiement d'une annuité d'au moins mille piastres sur le capital de ladite dette ; 2. De donner à l'Œuvre et Fabrique de la paroisse Saint-Jean-l'Évangéliste, le droit de faire cette répartition annuelle de la façon réglée par la législature et de permettre que les biens immobiliers des catholiques de ladite paroisse soient considérés comme indispensables et sujets à ladite répartition et que lesdits biens seront grevés hypothécairement, mais seulement pour chaque versement de ladite répartition et à partir seulement du jour où un paiement deviendra dû jusqu'à son parfait paiement ; 3. Que ladite répartition soit pour un terme n'excédant pas quarante années ; 4. Qu'aucune répartition annuelle ne pourra être faite à moins que l'on ait constaté que les revenus pour chaque année sont insuffisants pour rencontrer les dépenses

Applications to the Legislature

Application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at the next session thereof, by the "Cie de Téléphone Nationale", for an act to reduce the nominal or par value of its preferred shares to \$50.00 each, and that of its common shares to \$10.00 each, and for other purposes.

DEMERS & DEMERS,
Attorneys for applicant.
Quebec, 15th November, 1917. 5112-46-4

Public notice is hereby given by the undersigned Ernest-C. Drolet, druggist ; Philippe-Edmond Durocher, notary public ; André Rousseau, custom officer ; Jean-Baptiste Durocher, custom officer ; Henri-C. Fontaine, trader ; Isaie Giroux, butcher ; Rev. Octave Martin, parish priest, all of the parish of Saint-Jean-l'Évangéliste, in the town of Coaticook, that they will apply to the Quebec Legislature, at the next sitting of this body, to obtain a law for the following purposes : 1. That permission be granted to "l'Œuvre et Fabrique de la paroisse de Saint-Jean-l'Évangéliste de Coaticook", to make an annual levy upon the immoveable property of the catholics of said parish in order to meet the interests due on the debt of said parish and to provide for an annual amortization of one thousand of dollars on said debt ; 2. That the said "l'Œuvre et Fabrique de la paroisse de Saint-Jean-l'Évangéliste", be granted permission and power to make this annual levy according to the rules that may be fixed by the Legislature, and that all the immoveable properties of the catholics of said parish shall be subject to said annual levy, but only for the payment of each annual imposition and from the time only the annual imposition is payable and as far only as it is not entirely paid out ; 3. That said annual levy shall not be granted for more than forty years or the time necessary to extinguish the debt of said parish ; 4. That no annual imposition should be made

ordinaires ainsi que le service des intérêts et l'amortissement d'une somme de mille piastres.

Les procureurs des requérants,

ROY & LEMAY.

Sherbrooke, 8 novembre 1917. 5119—46-4

Avis public est par les présentes donné par la ville Laval-des-Rapides qu'elle se présentera devant la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'un projet de loi aux fins d'amender sa charte et de réclamer certains pouvoirs spéciaux pour emprunt et autres fins, entr'autres, savoir:

1. Pour l'imposition d'une taxe foncière ainsi qu'une taxe d'eau aux communautés et institution religieuses situées dans la ville, et avec effet rétroactif;

2. Pour amender le règlement d'aqueduc par une simple résolution de son conseil, en ce qui regarde le mode actuel d'approvisionnement d'eau aux contribuables et le tarif;

3. D'amender les dispositions actuelles de sa charte en ce qui regarde la construction de l'aqueduc et celle des égouts, afin d'obtenir certains pouvoirs d'expropriation et d'emprunt pour l'amélioration des systèmes actuels d'aqueduc et d'égout;

4. Pour fins d'annexion avec municipalités voisines;

5. Pour être autorisée à emprunter la somme de \$11,000.00 pour le rachat de ses débetures à échoir le 1er mai 1918;

6. Et aussi, pour autres fins.

Le procureur de la requérante,

ZEPHIRIN GAUTHIER.

Ville Laval-des-Rapides, ce 15 novembre 1917.

5131—46-4

Avis public est par le présent donné que la cité de Saint-Hyacinthe s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi amendant sa charte "la loi 5 George V, chapitre 95", de manière 1. à faire concorder entre eux certains articles de sa charte actuelle et en faire abroger qui sont inutiles; 2. à définir certains pouvoirs qui lui ont été accordés; 3. à obtenir de nouveaux pouvoirs relativement à l'expropriation de certaines propriétés actuellement exemptes d'expropriation; 4. à changer la date de ses élections municipales, les mettre en juillet au lieu de février, et faire continuer en fonctions les échevins déjà élus et à élire aux prochaines élections municipales, de manière à ce que leur terme d'office n'expire qu'en juillet; 5. à obtenir pouvoir de faire fermer les salons coiffeurs ou boutiques de barbiers à une heure n'étant pas plus tôt que sept heures du soir, tous les jours de la semaine ou les jours de la semaine qu'il plaira au conseil de fixer et de déterminer; 6. de fixer la qualification foncière pour la charge de maire et d'échevins; 7. d'établir un système d'assurance municipale; 8. pour déterminer la pesée, la mesure et la vente du charbon, de la chaux, de la pierre et autres matériaux de construction, et d'empêcher l'accaparement des combustibles et des denrées de toutes sortes dans les limites de la cité; 9. pouvoir de payer bons, obligations et débetures au porteur ou détenteur enregistré; 10. pouvoir de maintenir et d'établir dans les rues de la Cité des poteaux et obliger toutes compagnies de télégraphe, de téléphone et d'électricité

for a special year unless it has been verified, according to rules fixed by the Legislature, that there is, for this special year a deficit between the revenues of said parish and the sum necessary to provide for the payment of interests and of a sum of \$1,000 one thousand of dollars on the capital debt.

ROY & LEMAY,

Attorneys for petitioners.

Sherbrooke, 8th November, 1917. 5120—46-4

Public notice is hereby given that the town of Laval-des-Rapides will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the next session thereof, for the passing of an act to amend its charter and to obtain certain special powers as to loans and other purposes, and amongst others the following, viz:

1. To impose a tax on property as well as water rates on the religious communities and institutions situated in the town with a retroactive effect;

2. To amend the waterworks by-law by a simple resolutions of its council, in regards to the present mode of supplying water to the rate-payers and the rates;

3. To amend the present provisions of its charter in regards to the construction of the waterworks and sewers, so as to obtain expropriation and borrowing powers for the improvement of the present systems of waterworks and sewers;

4. For annexation purposes to adjacent municipalities;

5. To be authorized to borrow the sum of \$11,000.00 for redeeming its debentures becoming due on the 1st of May, 1918.

6. And for other purposes.

ZEPHIRIN GAUTHIER,

Attorney for applicant.

Town of Laval-des-Rapides, this 15th November, 1917.

5132—46-4

Public notice is hereby given that the city of Saint Hyacinthe will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the next session thereof, for an act to amend its charter, the act 5 George V, chapter 95, as follows: 1. to put in concordance certain articles of its present charter and to repeal others which are useless; 2. to define certain powers already granted; 3. to obtain further powers respecting the expropriation of certain property now exempted from expropriation; 4. to change the date of municipal elections from February to July, and to declare that the aldermen already elected or to be elected at the next municipal elections shall continue in office until the month of July; 5. To obtain the power to enact that the barber shops shall close at a certain hour not earlier than seven o'clock on all week-days or on certain week days the council may think fit to fix and determine; 6. to fix the property qualification for the office of mayor and aldermen; 7. to establish a system of municipal insurance; 8. to determine the weight, measure and sale of coal, lime, stone and other building materials, and to prevent the hoarding of fuel and foodstuffs of all kinds within the city limits; 9. the power to pay bonds and debentures to the bearer or registered holder; 10. the power to maintain and erect poles in the city streets and to oblige every telegraph, telephone and electric company to place thereon its transmission lines, pipes or conduits, and to pay to the city a certain rent which it may determine for the use of these poles by such telegraph, telephone

d'y poser ses fils conducteurs, tuyaux et conduites, et, pour cette fin, de payer à la cité un loyer qu'elle déterminera pour l'usage de ces poteaux par telles compagnies de télégraphe, de téléphone ou d'électricité ; 11. pouvoir d'imposer une taxe sur les affaires de toutes compagnies d'utilités publiques, taxe pouvant être basée soit sur le nombre d'appareils, soit sur la quantité d'unités vendues, ou sur les recettes des compagnies ; 12. pouvoir de forcer les propriétaires de maisons à plusieurs logements de placer, à un endroit fixé et déterminé par le conseil, dans la cave de cette maison, un robinet d'arrêt approuvé par le surintendant de l'aqueduc ; 13. de porter la taxe d'affaires annuelle pour les professions libérales, moins cependant les comptables, les oculistes, les artistes-photographes, de dix piastres à cinquante piastres ; 14. pouvoir d'établir un mode uniforme de taxation pour certaines fins spéciales quant à certains travaux déjà faits et à faire ; 15. d'adopter, comme faisant partie de la charte, les articles 5636, 5637, 5638, 5639 et 5640 des Statuts Refondus de Québec 1909, et leurs amendements ; 16. de donner certains pouvoirs au maire de la cité et au greffier de la cour du recorder pour ce qui regarde la dite cour ; 17. et pour toutes autres fins concernant l'administration de la dite cité.

L'avocat et procureur de la cité de Saint-Hyacinthe.

J.-O. BEAUREGARD.

Saint-Hyacinthe, 14 novembre 1917.

5123-46-4

or electric companies ; 11. power to levy a business tax on all public utility companies, said tax to be based either on the number of apparatuses, the quantity of units sold or on the receipts of the company ; 12. power to force the proprietors of tenement houses to place, at a place fixed and determined by the council, in the cellar of such house a stop cock approved by the superintendent of the waterworks ; 13. to raise the annual business tax for the learned professions, the accountants, oculists and photographers excepted, from ten to fifty dollars ; 14. power to establish a uniform mode of taxation for certain special purposes, in regards to certain works done or to be done ; 15. to adopt, as forming part of the charter, the articles 5636, 5637, 5638, 5639 and 5640 of the Quebec Revised Statutes, 1909, and to amendments thereto ; 16. to give certain power to the mayor of the city and the clerk of the Recorder's Court on matters relating to said Court ; 17. and for other purposes relating to the administration of the said city.

J.-O. BEAUREGARD,

Attorney for the city of Saint Hyacinthe.

Saint Hyacinthe, 14th November, 1917.

5124-46-4

Avis

Avis est par le présent donné que la compagnie "The Danville Chair and Specialty Company, Limited", constituée en corporation, par lettres patentes de cette province, en date du 28 septembre 1909, avec sa principale place d'affaires à Danville, est dissoute.

Donné conformément à l'article 6136, des S.R.Q., 1909, ce quinzième jour de novembre 1917.

Le sous-secrétaire de la province,

5127

C.-J. SIMARD.

Canada,
Province de Québec,
District d'Ottawa.

REGLEMENT décrétant le changement du siège principal des affaires de la "Compagnie Northern Toys & Turning Ltd."

Résolu:—

Proposé par J.-Olivier Hubert, appuyé par Adolphe Nault, qu'il est expédient de changer le siège principal des affaires de la "Compagnie Northern Toys & Turning Ltd."

En conséquence les actionnaires de la "Compagnie Northern Toys & Turning Ltd" décrètent ce qui suit:

Le siège principal des affaires de la "Compagnie Northern Toys & Turning Ltd" est par les présentes transféré à Maniwaki, dans les comté et district d'Ottawa.

Daté à Montréal, ce 6ième jour d'octobre 1917.

Le président,

A.-A. CADIEUX.

Je, soussigné, secrétaire de la "Compagnie Northern Toys & Turning Ltd" certifie par les présentes que le règlement ci-dessus changeant

Notices

Notice is hereby given that The Danville Chair and Specialty Company, Limited, incorporated by letters patent of this province, dated the 28th September, 1909, with its chief place of business at Danville, is dissolved.

Given pursuant to article 6136 Q.R.S., 1909, this fifteenth day of November, 1917.

5128

C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Canada,
Province of Quebec,
District of Ottawa.

By-Law changing head office of the Northern Toys & Turning Co., Ltd.

Resolved:—

Moved by J.-Olivier Hubert, seconded by Adolphe Nault, that it is expedient to change the head office of the Northern Toys & Turning Co., Ltd.

Therefore the shareholders of the Northern Toys & Turning Co., Ltd, enact as follows:

The head office of the Northern Toys & Turning Co., Ltd, is hereby transferred to Maniwaki, in the county and district of Ottawa.

Dated at Montreal, this 6th day of October, 1917.

A.-A. CADIEUX.

President.

I, the undersigned, secretary of the Northern Toys & Turning Co., Ltd, do hereby certify that the foregoing by-law changing the head

le siège principal des affaires de ladite compagnie a été soumis le 6 octobre 1917 et approuvé par le vote des actionnaires représentant les deux-tiers en valeur du capital, à une assemblée générale spéciale dûment convoquée.

Daté à Montréal, ce 10 novembre 1917.

Le secrétaire de la Northern Toys
& Turning, Ltd.,
5125 AUGUSTIN-A. LEGAULT.

office of said company was, on the 6th October, 1917, submitted to and approved by the vote of the shareholders representing two-thirds in value of the stock; at a special general meeting duly called for considering the same.

Dated at Montreal, this 10th November, 1917.

AUGUSTIN-A. LEGAULT,
Secretary of the Northern
Toys & Turning Co., Ltd.

Faillite—Avis de

En vertu de l'acte des liquidations.

Province de Québec, district de Montréal.
Cour supérieure. *In re*: "The National Mileage Co. of Canada, limitée", en liquidation.

Avis est par les présentes donné que par ordonnance de cette cour, j'ai été, ce jour, nommé liquidateur aux biens de la susdite compagnie.

Les réclamations attestées sous serment, devront être produites à mon bureau, les 30 jours de cette date.

Le liquidateur,
ALEXANDRE DESMARTEAU.
No 60 rue Notre-Dame-Est, Montréal.
Montréal, le 15 novembre 1917. 5129

Notices of Bankruptcy

Under the Winding Up-Act.

Province of Quebec, district of Montreal.
Superior Court. *In re*: The National Mileage Co. of Canada, Limited, in liquidation.

Notice is hereby given that by an order of this court, I was, this day, appointed liquidator to the property of the aforesaid company.

Sworn claims must be filed at my office within 30 days from this date.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Liquidator.
No. 60 Notre-Dame-East, Montreal.
Montreal, 15th November, 1917. 6130

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE OFFICIELLE

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle*, voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser "Gazette Officielle", Québec.
2. Indiquer le nombre d'insertions.

3. TRANSMETTRE INVARIABLEMENT LE PRIX DE L'ANNONCE AINSI QUE LE PRIX D'UN EXEMPLAIRE DE LA GAZETTE, TELS QUE DONNÉS PLUS BAS, SI CES CONDITIONS NE SONT PAS REMPLIES L'ANNONCE NE SERA PAS PUBLIÉE.

Tarif des annonces :

Première insertion, 10c par ligne (mesure agate)

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate)

Traduction, 40c par 100 mots.

Gazette Officielle, par exemp., 25c.

Feuilles volantes, 65c par douzaine.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$5. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N.-B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette*, will please observe the following rules:

1. Address "The Official Gazette", Quebec.
2. Indicate the number of insertions required.

3. INVARIABLY REMIT THE FEES FOR SUCH ADVERTISEMENTS, TOGETHER WITH THE PRICE OF THE GAZETTE, AS BELOW, OTHERWISE THEY WILL NOT BE INSERTED.

The rates are:

First insertion, 10 cents per line (agate measure.)

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Translation, 40 cents per 100 words.

Official Gazette, 25 cents per single number.

Slips, 65 cents per dozen.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock, noon, on Thursday, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$5. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number; the second number the *Gazette* number; and the last number, the number of insertions of the notice.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

Notices published only once are only followed by our document number.

L'imprimeur du Roi,
E.-E. CINQ-MARS.

E.-E. CINQ-MARS,
King's Printer.

Hôtel du gouvernement.
Québec, 4 avril 1914.

5019

Government House.
Quebec, 4th April, 1914.

5020

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 46.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 46.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

Dme Anagnospoulos vs Ducas.....	2549
" Bourdeau vs Laucialt.....	3548
" Cookburn vs Ross.....	2548
" Dion vs Trudeau.....	2548
" Fournier vs Brunet.....	2548
" Lafortune vs Savard.....	2548
" Lemay vs Malouin.....	2549
" Lemieux vs Vinet.....	2547
" Rousseau vs Gagnon.....	2548
" Séguin vs Bégnoche.....	2549

ANNONCEURS, avis aux.....	2575
---------------------------	------

BILLS PRIVÉS:—

Assemblée législative.....	2467
----------------------------	------

AVIS DIVERS:—

Barrette, Jos.-Chs-Abondius <i>alias</i> A.-H. Barrette, notary suspended.....	2549
Brouillet, Henri, notaire destitué.....	2550
Cie North m Toys & Turning, Ltd.....	2374
L'Association des architectes de la province de Québec.....	2550
The Danville Chair and Specialty Company, Limited.....	2574

DEMANDES A LA LÉGISLATURE :—

Broad Realty, Ltd.....	2546
Chemin de fer "Québec & Atlantique".....	2546
Cie de chemin de fer Alma & Jonquières.....	2543
Cité de Maisonneuve.....	2542
Cité de Montréal.....	2545
Cité de Montréal.....	2531
Cité de Saint-Hyacinthe.....	2573
Cité des Trois-Rivières.....	2544
Commission des écoles catholiques de Montréal.....	2536
Commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec.....	2544
Corporation Archiépiscopale Catholique Romaine de Montréal.....	2535
Corporation du village de Sainte-Rose.....	2540
DeSerres, Gaspard <i>et al.</i>	2539
Drolet, Ernest-C. et autres.....	2572
Fonds de Secours des Forestiers Catholiques de la province de Québec.....	2540
La cité de Sorel.....	2543
La Cie de Téléphone Nationale.....	2572
La cité de Verdun.....	2540
La Commission des écoles protestantes de la cité de Montréal.....	2535
La Compagnie hydraulique de Saint-François.....	2537
La corporation de la ville Saint-Laurent.....	2538
La corporation de la ville de Joliette.....	2537
La municipalité du village Hébertville Station.....	2541
La Prévoyance.....	2544
La Ville Laval-des-Rapides.....	2573

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—

Dme Anagnospoulos vs Ducas.....	2549
" Bourdeau vs Lancialt.....	2548
" Cookburn vs Ross.....	2548
" Dion vs Trudeau.....	2548
" Fournier vs Brunet.....	2548
" Lafortune vs Savard.....	2548
" Lemay vs Malouin.....	2549
" Lemieux vs Vinet.....	2547
" Rousseau vs Gagnon.....	2548
" Séguin vs Bégnoche.....	2549

ADVERTISERS, notice to.....	2575
-----------------------------	------

PRIVATE BILLS:—

Legislative Assembly.....	2467
---------------------------	------

MISCELLANEOUS NOTICES:—

Barrette, Jos.-Chs-Abondius <i>alias</i> A.-H. Barrette, notary suspended.....	2544
Northern Toys & Turning Co., Lt.....	2574
Brouillet, Henri, removed as notary.....	2550
Quebec Association of Architects.....	2550
The Danville Chair and Specialty Company, Limited.....	2574

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE:—

Broad Realty, Ltd.....	2546
Quebec & Atlantic Railway Coy.....	2546
Cie de chemin de fer Alma & Jonquières.....	2543
City of Maisonneuve.....	2542
City of Montreal.....	2545
City of Montreal.....	2531
City of Saint Hyacinthe.....	2573
City of Three Rivers.....	2544
Commission des écoles catholiques de Montréal.....	2536
Board of Roman Catholic School Commissioners of the city of Quebec.....	2544
Roman Catholic Archiepiscopal Corporation of Montreal.....	2535
Corporation of the village of Sainte Rose.....	2540
DeSerres, Gaspard <i>et al.</i>	2539
Drolet, Ernest-C. and others.....	2572
Fonds de Secours des Forestiers Catholiques de la province de Québec.....	2540
The city of Sorel.....	2543
La Cie de Téléphone Nationale.....	2572
The city of Verdun.....	2540
The Protestant Board of School Commission of the city of Montreal.....	2535
The Saint Francis Hydraulic Company..	2537
The corporation of the town of St. Laurent	2538
The corporation of the town of Joliette...	2537
The municipality of the village Hébertville Station.....	2541
La Prévoyance.....	2544
The town of Laval-des-Rapides.....	2573

Les contribuables de la paroisse de Notre-Dame-des-Neiges.....	2536
Municipalité de la paroisse de Saint-Clément.....	2540
Municipalité Sainte-Marie-Madeleine-du-Cap-de-la-Madeleine.....	2535
National Trust Coy., Ltd.....	2536
Shawinigan Water & Power Coy.....	2544
Société Saint-Jean-Baptiste-de-Montréal.....	2543
Succession Frederick-Thomas Judah.....	2539
Succession John Pratt.....	2537
Syndics de la paroisse des Saints-Anges-Gardiens-de-Lachine.....	2545
Syndics de la paroisse de Saint-Joseph-de-Bordeaux.....	2545
The British Canadian Life and Accident Insurance Co.....	2539
The Civic Investment & Industrial Coy.....	2546
The Congregational of English, German & Polish Jews, of Montreal.....	2542
The Lyman Real Estate Corporation, Limited.....	2536
Union Saint-Joseph et Saint-Michel.....	2538
Ville de Longueuil.....	2535
Ville de Pointe-Claire.....	2541
Ville de Saint-Lambert.....	2539

The ratepayers of the parish of Notre-Dame-des-Neiges.....	2536
The municipality of the parish of Saint-Clément.....	2540
Municipalité Sainte-Marie-Madeleine-du-Cap-de-la-Madeleine.....	2535
National Trust Coy., Ltd.....	2536
Shawinigan Water & Power Coy.....	2544
Société Saint-Jean-Baptiste-de-Montréal.....	2543
Estate Frederick-Thomas Judah.....	2539
Estate John Pratt.....	2537
Trustees for the parish of Saints-Anges-Gardiens-de-Lachine.....	2543
Trustees for the parish of Saint-Joseph-de-Bordeaux.....	2545
The British Canadian Life and Accident Insurance Co.....	2539
The Civic Investment & Industrial Co.....	2546
The Congregational of English, German & Polish Jews, of Montreal.....	2542
The Lyman Real Estate Corporation, Limited.....	2536
Union Saint-Joseph et Saint-Michel.....	25 8
Town of Longueuil.....	2534
Town of Pointe-Claire.....	2541
Town of Saint-Lambert.....	2539

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—

Demande d'annexer divers lots du canton Leeds à la mun. scolaire Saint-Antoine-de-Pontbriand.....	2546
---	------

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—

Application to annex several lots of the township of Leeds to the school municipality of Saint Antoine-de-Pontbriand.....	2546
---	------

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR:—

L'aide aux aveugles.....	2547
--------------------------	------

TREASURY DEPARTMENT:—

L'aide aux aveugles.....	2547
--------------------------	------

DÉPUTÉS ÉLU:—

M. William-Robert Oliver.....	2547
M. Joseph-Ferdinand Daniel.....	2547

MEMBERS ELECTED:—

Mr. William-Robert Oliver.....	2547
Mr. Joseph-Ferdinand Daniel.....	2547

ERRATUM:—

A la page 2461, 10 novembre 19.17.....	2550
--	------

ERRATUM:—

On page 2461, 10th November, 1917....	2550
---------------------------------------	------

FAILLITE—Avis de:—

Bégin, Damase, dividende.....	2552
Connolly, William.....	2531
Constantine & O. Colt.....	5252
Lalumière, Elie, nom. de curateur.....	2551
Leblanc (Dme) Joséphine, cession.....	2551
The National Mileage Co. of Canada, Limited.....	2575
Savard, failli.....	2551
Trudeau, Olivier, nom. de curateur.....	2551

BANKRUPT NOTICES:—

Bégin, Damase, dividend.....	2552
Connolly, William.....	2551
Constantine & O. Colt.....	2551
Lalumière, Elie, curator's appt.....	2551
Leblanc (Dme) Joséphine, assignment.....	2551
The National Mileage Co. of Canada Limited.....	2575
Savard, insolvent.....	2551
Trudeau, Olivier, curator's appt.....	2551

LETTRES PATENTES:—

Compagnie de constructions ouvrières Laval, ltée.....	2526
Décary, ltée.....	2520
La Compagnie Jalbert, incorporée.....	2522
Leslie, R.-J., Ltd.....	2521
Lewis, Apedaile & Hanson, Incorp.....	2523
Paige Motros of Montreal.....	2525
Parisian Wardrobe Coy., Ltd.....	2521
Porter Mallory Coy., Ltd.....	2571
Stoneham Worklands Corporation.....	2529
Three Rivers Fur Works, Ltd.....	2528
Victoria Doll & Toy, Manufacturing Coy., Ltd.....	2518

LETTERS PATENT:—

Compagnie de constructions ouvrières Laval, ltée.....	2526
Décary, ltée.....	2530
La Compagnie Jalbert, incorporée.....	2522
Leslie, R.-J., Ltd.....	2521
Lewis, Apedaile & Hanson, Incorp.....	2523
Paige Motros of Montreal.....	2525
Parisian Wardrobe Coy., Ltd.....	2521
Porter Mallory Coy., Ltd.....	2571
Stoneham Worklands Corporation.....	2529
Three Rivers Fur Works, Ltd.....	2528
Victoria Doll & Toy, Manufacturing Coy., Ltd.....	2518

MINUTES DE NOTAIRE:—Transport de:—

Beaudoin, H.-R.....	2552
En faveur de Eugène Leveillé.....	2552

NOTARIAL MINUTES TRANSFERRED:—

Beaudoin, H.-R.....	2552
In favor of Eugène Leveillé.....	2552

NOMINATIONS:—

Juges de paix:—District de:—	
Arthabaska.....	2517
Montréal.....	2571
Terrebonne.....	2571

PROCLAMATION:—

Expédition des affaires de la province...	2517
---	------

RATIFICATION DE TITRE:—

Nugent, Charles.....	2553
----------------------	------

VENTES PAR ENCAN:—

Chemin de fer du Pacifique Canadien...	2549
J.-B. Lamontagne.....	2554
The Quebec Home Builders, Ltd.....	2555

VENTE PAR LICITATION:—

McLaughlin vs McLaughlin <i>et al.</i>	2556
--	------

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—

Beaulieu vs Bédard.....	2556
Campeau vs Roy.....	2558
Demers, failli.....	2557
Victoria Hyde & Skin Co. vs Lupien.....	2557

CHICOUTIMI:—

Sirois vs Ouellette <i>et al.</i>	2558
---	------

JOLIETTE:—

English vs Gluck.....	2559
-----------------------	------

MONTMAGNY:—

Bélanger vs Bélanger.....	2559
---------------------------	------

MONTREAL:—

Amiot vs Brouillet.....	2562
Bremner, Ltd. vs Marchessault <i>et al.</i>	2560
Coutu vs Lamoureux <i>ès-qual.</i>	2566
DeSerres vs Hotte.....	2565
Durocher vs Le Club Champêtre Cana- dien, ltée.....	2561
Guertin <i>et al.</i> vs Bissonnette.....	2564
Lacoste vs Rafferty.....	2559
Le Crédit Foncier Franco-Canadien vs Mathieu <i>et al.</i>	2562
Leduc vs Cadieux.....	2561
Mathieu vs Dme Angrignon.....	2562
McMahon (Dme) vs Sévigny.....	2566
Ouimet vs Beauchamp.....	2565
Pearson (Dme) vs Compagnie Immo- bilière du Canada.....	2560
Rutherford vs Peters.....	2563
Tafer vs Shugar.....	2564
The Montreal Loan and Mortgage Coy. vs Robitaille.....	2563
Vallée (Dme) vs Silverman <i>et al.</i>	2566

OTTAWA:—

Borthwick <i>et vir</i> vs The King's Park Realty Coy.....	2567
---	------

QUÉBEC:—

Mercier <i>et al.</i> vs Robin.....	2568
-------------------------------------	------

APPOINTMENTS:—

Justices of the peace:—District of:—	
Arthabaska.....	2517
Montréal.....	2571
Terrebonne.....	2571

PROCLAMATION:—

Despatch of the business of the Province	2517
--	------

CONFIRMATION OF TITLE:—

Nugent, Charles.....	2553
----------------------	------

AUCTION SALES:—

Canadian Pacific Railway Coy.....	2549
J.-B. Lamontagne.....	2554
The Quebec Home Builders, Ltd.....	2555

SALE BY LICITATION:—

McLaughlin vs McLaughlin <i>et al.</i>	2356
--	------

SHERIFFS' SALES:—

Beaulieu vs Bédard.....	2556
Campeau vs Roy.....	2558
Demers, insolvent.....	2557
Victoria Hyde & Skin Co. vs Lupien.....	2557

CHICOUTIMI:—

Sirois vs Ouellette <i>et al.</i>	2558
---	------

JOLIETTE:—

English vs Gluck.....	2559
-----------------------	------

MONTMAGNY:—

Bélanger vs Bélanger.....	2559
---------------------------	------

MONTREAL:—

Amiot vs Brouillet.....	2562
Bremner, Ltd. vs Marchessault <i>et al.</i>	2560
Coutu vs Lamoureux <i>ès-qual.</i>	2566
DeSerres vs Hotte.....	2565
Durocher vs Le Club Champêtre Cana- dien, ltée.....	2561
Guertin <i>et al.</i> vs Bissonnette.....	2564
Lacoste vs Rafferty.....	2559
Le Crédit Foncier Franco-Canadien vs Mathieu <i>et al.</i>	2562
Leduc vs Cadieux.....	2561
Mathieu vs Dme Angrignon.....	2562
McMahon (Dme) vs Sévigny.....	2566
Ouimet vs Beauchamp.....	2565
Pearson (Dme) vs Compagnie Immo- bilière du Canada.....	2560
Rutherford vs Peters.....	2563
Tafer vs Shugar.....	2564
The Montreal Loan and Mortgage Coy. vs Robitaille.....	2563
Vallée (Dme) vs Silverman <i>et al.</i>	2566

OTTAWA:—

Borthwick <i>et vir</i> vs The King's Park Realty Coy.....	2567
---	------

QUÉBEC:—

Mercier <i>et al.</i> vs Robin.....	2563
-------------------------------------	------

RICHELIEU:—

Laporte, Emery, insolvable..... 2568

SAINT-FRANÇOIS:—

La Banque Nationale vs Poulin *et al.*..... 2569

SAINT-HYACINTHE:—

Carreau vs Lussier..... 2569

Turcotte (père) vs Dme Turcotte..... 2570

TROIS-RIVIÈRES:—

Ferron vs Baribeault..... 2570

Rivard vs St-Louis..... 2570

RICHELIEU:—

Laporte, Emery, insolvent..... 2568

SAINT FRANCIS:—

La Banque Nationale vs Poulin *et al.*..... 2569

SAINT-HYACINTHE:—

Carreau vs Lussier..... 2569

Turcotte (snr.) vs Dme Turcotte..... 2570

THREE RIVERS:—

Ferron vs Baribeault..... 2570

Rivard vs St-Louis..... 2570

